

1501

« L'Économie » : les routiers et le corporatisme

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14781 - 7 F

MARDI 14 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Bill Clinton à mi-chemin

SAUF bouleversement de dernière minute, M. Bill Clinton, tout jeune (quarante-cinq ans) gouverneur du tout petit Arkansas (deux millions d'habitants), devrait gagner son pari : être « sacré », cette semaine, à New-York, candidat du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre. Qui connaît le nom de M. Clinton il y a seulement quelques mois ? Les experts se souviennent que le gouverneur de l'Arkansas avait prononcé en 1988, lors de la précédente convention démocrate, un discours très ennuyeux. Assurément, M. Clinton ne faisait pas partie des poids lourds du « parti de l'âne ».

Au printemps, ou même durant l'été 1991, personne, chez les démocrates, ne s'intéressait outre mesure à l'élection présidentielle. Pour une bonne raison : le président et candidat républicain George Bush semblait invincible. Encore tout auréolé de sa victoire dans le Golfe, M. Bush caracolait en tête des sondages. Seuls quelques « petits », des sans-grade, prenaient le risque d'entrer en lice. Un des grands mérites de M. Clinton aura été d'avoir ainsi saisi très tôt que la scintillante armure de M. Bush n'était pas sans faille.

Le bouillant gouverneur de l'Arkansas comprend que le vent de la « Tempête du désert » retombera vite et qu'il laissera alors à nu un paysage politique intérieur en assez mauvais état : récession, taux de chômage élevé (7,8 %), grogne devant une criminalité en spirale, déficit budgétaire incontrôlé, bref, le sentiment, comme disent les sondages, que le pays est « sur la mauvaise voie ». Les émeutes de Los Angeles illustreront de façon dramatique ce climat de malaise social.

M. Clinton mise sur le fait que l'élection se jouera sur la situation économique et sociale, non sur la politique étrangère. Le plus tôt et le mieux organisé, il mène la meilleure bataille des primaires. Il devance vite tous les autres postulants démocrates. Stoïque, il résiste à une formidable campagne de rumeurs, sur sa vie privée ou son passé militaire, destinée à semer le doute sur sa personnalité et sur son aptitude à briguer la présidence.

M. CLINTON arrive à New-York en vainqueur. La « grosse pomme » lui avait mené la vie dure lors des primaires. Hier si sceptiques, les experts disent volontiers aujourd'hui que ce Sudiste, modéré, combatif, est l'un des candidats les plus sérieux que le parti ait jamais eus pour tenter de reconquérir une Maison Blanche qui lui échappait régulièrement depuis près d'un quart de siècle. Le candidat indépendant, M. Ross Perot, lui faciliterait la tâche en émettant l'électorat républicain.

Mais M. Clinton n'ignore pas qu'il n'a fait que la moitié du chemin. D'ici au mois de novembre, il devra dissiper l'image encore floue qu'il a dans un électoral hésitant et boudoir. Pour le moment, les Américains ne semblent prêts à accorder une majorité confortable à aucun des trois prétendants.

Lire page 4 les articles d'ALAIN FRACHON et SERGE MARTI

M0147 - 0714 0 - 7.00 F

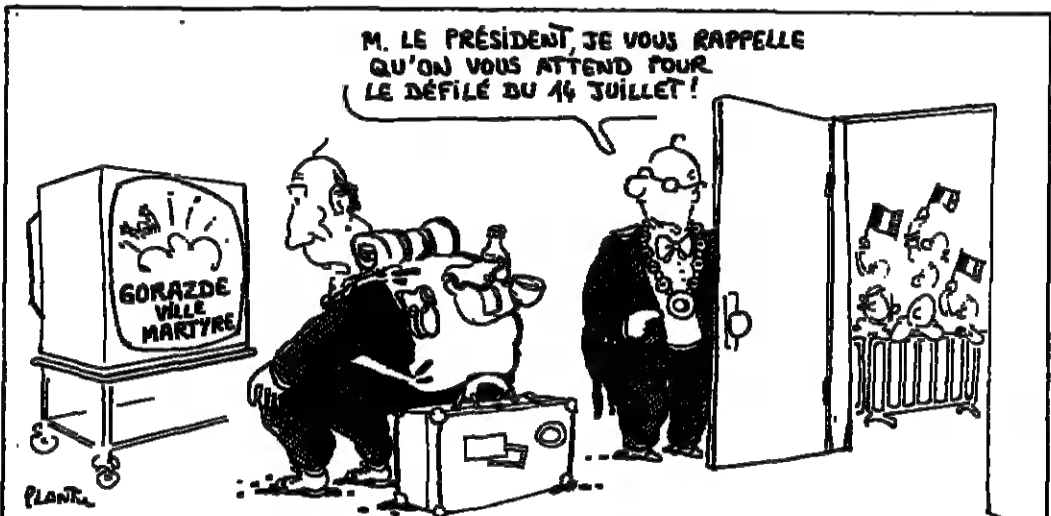


Plusieurs villes assiégées, de nombreuses victimes

Violente offensive des Serbes en Bosnie-Herzégovine

Les forces serbes ont déclenché, samedi 11 et dimanche 12 juillet, une vaste offensive contre plusieurs villes stratégiques de Bosnie-Herzégovine, qui aurait fait de nombreuses victimes. D'intenses combats se sont notamment déroulés dans le nord de cette République, autour de la localité à majorité musulmane de

Gorazde, assiégée depuis la mi-avril. Les présidents bosniaque et croate ont lancé un nouvel appel à l'aide à l'ONU, tandis que le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a demandé, dimanche, au Conseil de sécurité, l'envoi de cinq cents « casques bleus » supplémentaires dans la région de Sarajevo.



Lire l'article de FLORENCE HARTMANN et nos informations page 3

Le nouveau cabinet israélien

■ M. Itzhak Rabin, chef du gouvernement et ministre de la défense
■ M. Shimon Peres, ministre des affaires étrangères

Lire l'article de PATRICE CLAUDE page 5

POINT

La colonisation des territoires occupés : un enjeu des négociations de paix au Proche-Orient.

Lire notre dossier page 6

DÉBATS

Un entretien avec M. Georges Corm, spécialiste du Proche-Orient.

page 2

Le procès des islamistes en Algérie

Lire nos informations page 3

Jean-Paul II hospitalisé

Lire page 12 l'article d'HENRI TINCQ

Le sommaire complet se trouve page 22

Les socialistes et l'élection présidentielle

M. Rocard intronisé comme candidat du PS

Le congrès extraordinaire du Parti socialiste, réuni du 10 au 12 juillet à Bordeaux, a consacré le statut de M. Rocard comme candidat du parti à la future élection présidentielle. M. Fabius a souhaité, en ce qui concerne les élections législatives de 1993, la conclusion d'un accord électoral avec les écologistes. Le congrès a été marqué par les réactions à l'annonce de la future inculpation de M. Emmanuelli.

Labyrinthe électoral

par Patrick Jarreau

M. Laurent Fabius a fait dimanche, à Bordeaux, l'éloge d'un parti de militants devant un congrès sans militants. Il a exalté la vertu des débats au terme d'assises où il ne s'en est engagé aucun. Ce n'est certes pas la faute du premier secrétaire si les militants, déconcertés ou, comme l'a dit M. Lionel Jospin « déçus » et « incertains », ne se sont pas sentis concernés par les votes qui leur étaient demandés sur la réforme des statuts du parti - tâche dont la dimension poétique n'aura échappé à personne - et sur de « premières propositions pour un

contrat de législature », dont la grise technicité fait honneur au savoir-faire des experts chargés de les rédiger. Quelques cinquante-cinq mille adhérents se sont quand même déplacés, dans les semaines précédant ce congrès extraordinaire, pour émettre un vote sur un projet de programme qualifié par M. Jean-Pierre Chevènement, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de l'Express, d'« inodore, incolore et sans saveur ».

Lire la suite page 11 et les articles de nos envoyés spéciaux et de notre correspondant à Bordeaux pages 10 et 11 Lire également l'article d'EDWY PLENEL page 22

Un entretien avec le président autrichien

« La neutralité n'est pas un but en soi. La sécurité de l'Europe c'est la sécurité de notre pays », nous déclare M. Thomas Klestil

Ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Thomas Klestil, élu président de l'Autriche le 27 mai, a pris ses fonctions le 8 juillet. Il a expliqué au « Monde » ce qui va changer dans la politique extérieure autrichienne après six années marquées par un certain ostracisme à l'égard de M. Kurt Waldheim.

VIENNE

de nos envoyés spéciaux
« Estimez-vous qu'avec le départ de M. Waldheim, c'est aussi une époque de l'histoire de l'Autriche qui se termine ?

Avec ma prise de fonction commence certainement une nouvelle époque pour l'Autriche, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord parce que notre environnement politique s'est transformé de manière révolutionnaire. Le temps est définitivement révolu où l'Autriche neutre était coincée entre les deux blocs militaires et où, grâce à sa politique de neutralité, elle avait peut-être une responsabilité plus grande que celle qui serait revenue à un petit pays. Que, par exemple, Kurt Waldheim soit devenu secrétaire général de l'ONU, est intimement lié au fait qu'il était le représentant d'un pays neutre. Ce temps est fini et nous devons en tenir compte non seulement dans notre politique étrangère, mais aussi dans les explications que nous donnons à l'opinion publique. Nous devons faire évoluer notre politique de neutralité dans le sens de la solidarité parce que les menaces aussi ont changé de nature : conflits nationaux, migrations avec les vagues de réfugiés, destruction de l'environnement... Contre ces dangers, la neutralité n'est pas d'un grand secours. C'est pourquoi je suis un partisan absolu de notre appartenance à l'Europe, à une communauté de valeurs partagées.

Propos recueillis par
WALTRAUD BARYL
et DANIEL VERNET
Lire la suite page 8

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS JUILLET AOUT 1992

FRAUDES, ESCROQUERIES, SUPERCHERIES.

Les escrocs, les fraudeurs, mais aussi les plaisants sont parmi nous, dans tous les domaines : économie, sciences, arts et belles-lettres... Si certaines aventures, avec le recul, prêtent à sourire, d'autres mettent en lumière ambivalences et actes troubles, de quoi donner à réfléchir sur le vrai, le faux, le mensonge, la vérité, la déontologie, l'injustice.

Au sommaire des « clés de l'info » : la protection du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe des Sept, les Anglais et le continent, le drame de la Bosnie, les Français et les HLM, le bilan de la conférence de Rio, l'accord entre l'Etat et l'enseignement privé, la gauche citoyenne de M. Chevènement, la PAC millésime 92.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

L'ÉTÉ FESTIVAL

Lavaudant mexicain

AVIGNON

de notre envoyé spécial

Lui, c'est l'enfant d'un monde développé, dont la courbe de vie s'est dessinée, bésitante, brisée, cahotique, entre l'argent en abscisse et la révolte en ordonnée. C'est un homme jeune encore, du moins le croyait-il, « qui rêvait d'un peu d'aventure, voilà tout ». Ses pas l'ont conduit au Mexique ; le hasard, simplement. Il est arrivé là-bas par avion, apercevant au cœur de la mégapole le vert artificiel d'un stade de football et les fausses lumières d'une boîte de nuit, le Molino Rojo.

Il avait fui la France, où il ne pouvait plus supporter son propre « pessimisme ontologique, sa complaisance dans le sarcasme ». Comment avait-il pu se laisser prendre dans un de ces cocktails où colonie étrangère - diplomates, hommes d'affaires, producteurs, patrons de presse... - et bourgeoisie locale s'enivrent moins d'alcools que de mots

creux, absurde communion de la vanité et de la vacuité ? Il lui fallait s'éloigner de ce Mexique-là, l'Amérique était encore trop loin.

Un autre Mexique l'a séduit. La nuit, les bars, les couples hallucinés, les sexes chavirés, le rythme triste des *danzones*, la voix rauque des chanteuses, l'illusoire réconfort d'un cha-cha-cha, les jolies filles et les mauvais garçons - à moins que ce ne soit le contraire, - le fantôme d'un vieux conquistador abandonné dans les bras d'une mort flamenco. Et l'aube finit par arriver. Aux éclats polychromes des artificiers de la fête succéderait le gris mat du point du jour, du verre cassé. « C'est l'heure où les travestis approchent leur langue des oreilles des militaires ; cette heure où on a envie d'être loin. »

OLIVIER SCHMITT

Lire la suite et les articles de MICHEL COUNOT et SYLVIE DE NUSSAC page 15

ESPACE EUROPEEN

■ M. von Weizsäcker ou le ministère de la parole ■ La « révolution culturelle » de Maastricht ■ Disques pirates en Europe centrale

pages 7 à 9

L'ÉCONOMIE

La Banque d'Angleterre dédoublée

Le scandale de la BCCI a mis en évidence les faiblesses du contrôle des établissements financiers et l'autonomie insuffisante de la Bank of England. Les nouvelles normes fixées par le « groupe de Bâle » lui sauvent la face.

■ Faute d'organisations vraiment représentatives, le mouvement des camionneurs a pris le gouvernement au dépourvu. Il a exprimé de façon radicale une montée des corporatismes.

Lire aussi : les pages Mode d'emploi, Actualité, Perspectives, Industries de terroir (Limousin et Auvergne), Opinions et Conjoncture.

pages 23 à 30

DÉBATS

Un entretien avec Georges Corm

« Il faut cesser la manipulation sélective des droits de l'homme »

« Vous avez été très sévère pour la guerre du Golfe.

« Je n'en vois qu'un résultat positif à court terme pour les économies occidentales : le maintien de prix pétroliers peu élevés, ce qui ne paraît guère justifier toutes les autres conséquences catastrophiques qu'elle entraîne au niveau régional. D'abord, la situation toujours dramatique des 17 millions d'Irakiens, au nord, le problème kurde qui a fait tâche d'huile en Turquie ; au sud, un espace d'intervention potentielle de plus en plus privilégié pour l'Iran. Du côté des pays arabes défendus par l'Occident, l'Arabie saoudite sort fragilisée.

Il y a recrudescence des mouvements religieux internes contestant la politique officielle ; de plus le royaume a perdu la majeure partie de ses surplus financiers, qui étaient son arme politique majeure pour sa survie dans la région ; enfin, le gouvernement saoudien ayant chassé et renvoyé chez eux un million de travailleurs yéménites, en représailles à l'attitude du gouvernement yéménite dans le conflit avec l'Irak, on assiste à une réactivation de nombreux contentieux historiques que la création du royaume d'Arabie saoudite en 1925 avait fait naître entre les deux pays.

Du côté du Liban, les États-Unis ont obtenu l'éviction du général Aoun, mais par un contrôle accru de l'État syrien sur le destin politique du Liban. Quant au Koweït, il ne retrouvera jamais ce qu'il a pu être autrefois, c'est-à-dire un grand centre financier et même un centre intellectuel actif grâce à la présence de nombreux Palestiniens qui en ont été chassés ; il est condamné à vivre dans des équilibres très instables et très dangereux, avec une monarchie fortement discréditée.

C'est pourquoi, quel que soit l'angle d'analyse, les résultats de la guerre du Golfe sont à long terme négatifs. Les négociations de Madrid jusqu'à présent, on l'a vu, n'ont pas donné grand-chose.

Elles ont pu s'engager quand même...

L'élément le plus intéressant du processus de Madrid est que des représentants de la société civile palestinienne aient pu s'imposer comme interlocuteurs, grâce à l'attitude et au refus islamique de dialogue avec l'O.L.P. Cela ne doit pas nous empêcher cependant de voir que les procédures et les visions occidentales qui organisent le processus ont peu de chances de déboucher dans un avenir prévisible. Le problème est en effet plus complexe que celui d'un affrontement malheureux de deux nationalismes non européens d'égale valeur entre lesquels l'Occident doit arbitrer.

On ne peut en effet gommer les responsabilités historiques européennes dans la genèse du conflit. Il y a eu déplacement sur la zone du Moyen-Orient des problèmes créés par la violence de l'antisémitisme européen séculaire. Le mouvement sioniste a d'ailleurs puisé sa force irrésistible dans le formidable soutien psychologique obtenu en Occident, notamment après l'Holocauste. C'est pourquoi l'État d'Israël est, par beaucoup d'aspects, une extension de l'espace historique, culturel et psychologique de l'Occident de l'Europe centrale et de la Russie ; c'est en fait un « territoire sacré » de l'histoire européenne, symbole essentiel pour le fonctionnement de la conscience occidentale.

Ce n'est donc pas l'importance quel territoire, et ce n'est nullement un nationalisme, au sens banal du terme, qui organise la dynamique liant l'État d'Israël à l'Occident. C'est pourquoi, cette situation crée les Palestiniens et a contribué à emporter le Liban dans la tourmente du conflit israélo-arabe, sans que la conscience occidentale en soit émue de façon permanente.

A partir de là, on s'explique pourquoi les pressions que les États-Unis ou l'Europe peuvent faire sur l'État d'Israël ont été et resteront à court terme limitées et pourquoi le droit international ne s'applique pas avec la même rigueur à tous au Moyen-Orient, ou souvent ne s'applique pas du tout, comme dans le cas de l'occupation du sud du Liban par Israël. La tendance — et c'est un jeu facile — à charger les Arabes d'antisémitisme, de fanatisme...

L'antisémitisme n'est-il pas bien réel dans certains milieux arabes ?

L'antisémitisme s'est développé chez les Arabes par l'importation de la culture européenne. Le Protocole des sages de Sion, Mein Kampf ont été produits en Europe et non dans le monde arabe. Historiquement, il n'y a pas d'antisémitisme, au sens européen du terme, dans la culture

Libanaise, né à Alexandrie en Egypte, en 1940, Georges Corm a fait ses études à Paris. En 1963, il a débuté sa carrière dans la fonction publique libanaise en tant qu'économiste au ministère du Plan, puis comme conseiller auprès du ministère des finances. En 1969, il rejoint le secteur bancaire et, de 1973 à 1980, il est représentant général pour le Proche-Orient de la Banque nationale d'Algérie et conseiller du ministre des finances algérien (1976-1978). En 1980 — et jusqu'en mars 1985 — il devient conseiller du gouverneur de la Banque centrale du Liban.

De 1973 à 1985, Georges Corm a enseigné la pensée politique arabe contemporaine, la sociologie du développement, l'économie et les finances des pays du Proche-Orient respectivement à l'Université Saint-Joseph (Beyrouth), à l'Institut des sciences sociales de l'université libanaise et à l'université américaine de Beyrouth. Depuis 1986, il est basé à Paris en tant que consultant économique et financier indépendant, spécialisé dans les problèmes du tiers-monde. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le Proche-Orient.



Georges Corm

arabe. Il y a peut-être un antisémitisme de type théologique en islam, du fait de l'hostilité religieuse qu'ont montrée les habitants juifs de Médine au Prophète ; mais la pratique de la société musulmane vis-à-vis des non-musulmans monothéistes, juifs ou chrétiens, n'a pas reflété, comme en Europe, cette querelle, pour une raison très simple tenant à l'absence de la notion de peuple déicide en islam.

Juifs et chrétiens ont-ils été traités différemment dans l'histoire du monde arabe ?

J'ai montré dans l'un de mes ouvrages — *Contribution à l'étude des sociétés multiconfessionnelles*, 1971 — que le système des *Millet*, pour son époque et comparé au refus historique du pluralisme religieux dans la société européenne, avait été un véritable régime de protection juridique pour les communautés chrétiennes et juives vivant dans la cité islamique. Ce système ne visait pas à assurer une égalité, au sens moderne du terme, entre les sujets musulmans et non musulmans d'un souverain ; il assurait cependant aux non-musulmans le droit de propriété, le droit d'exercer ouvertement le culte, le droit à chaque communauté de conserver sa justice interne et son système éducatif.

« Au Proche-Orient, les individus sont assoiffés de liberté, donc de dignité, dont ils sont privés presque partout »

Tout ce dispositif protecteur n'a certes pas été respecté de façon homogène pendant tous les siècles, mais, en règle générale, il a quand même évité aux chrétiens et aux juifs la destruction et l'annihilation ; il a permis enfin aux Églises orientales de conserver leur extrême diversité que l'Empire byzantin s'efforçait de supprimer, puis d'éviter une latinisation. Evidemment, il ne faut pas comparer ce régime basé sur la *dhimma*, l'impôt de capitulation, avec un régime d'État de droit, mais il faut le comparer, à période historique équivalente, avec le traitement trop souvent éliminatoire des minorités non chrétiennes en Europe.

Vous dites que le système ottoman ou arabe était supérieur au système en vigueur en Occident. Mais le système ottoman ou arabe a subsisté très longtemps, à la limite jusqu'à nos jours, alors que l'autre a énormément évolué.

Cela est exact, mais n'oublions pas que le système ottoman a tenté des réformes du système des *Millet*, et ce pas seulement sous la pression européenne, car il y avait déjà à la cour d'Istanbul des groupes de réformateurs très imprégnés des idées de la Révolution française.

On a eu deux grandes actions réformatrices, appelées *Tanzimat* (1839-1856), puis plus tard on aura la Constitution. Le problème de l'insuccès de ces réformes a résulté d'une double pression : celle des milieux musulmans conservateurs, mais aussi celle des puissances européennes, qui exigeaient une chose et son contraire en même temps.

En effet, ces dernières faisaient pression sur l'Empire pour qu'il réalise l'égalité moderne entre les sujets de toutes les confessions ; mais, en même temps, elles avaient obtenu le maintien des privilèges d'ordre public en matière de justice et d'éducation dont étaient dotées les communautés chrétiennes et juives, à la fois par le système des *Millet* et par l'extension abusive du régime des capitulations à toutes ces communautés dans les grandes villes de l'Empire. Les puissances ne voulaient pas, en effet, perdre leur influence sur les communautés chrétiennes clientélistes.

Tel a été le dernier drame de l'Empire ottoman déclinant, car on rendait ainsi encore plus explosive sa situation interne. Ce drame se perpétue aujourd'hui dans le système politique communautaire libanaise, encore basé sur cette équation impossible des *Tanzimat* et que les accords de Taëf de 1989 ont reconstruit sous prétexte de ramener la paix au Liban.

Un État laïque est-il possible dans cette région ?

Pour les communautés qui sont fragilisées démographiquement, seul un système démocratique, et donc un État laïque, peut les préserver. Le système communautaire n'est pas, contrairement à l'opinion courante, une protection pour les communautés religieuses minoritaires, mais au contraire une machine qui détruit ces communautés et provoque l'émigration de leurs fils à l'étranger. N'oublions pas aussi qu'un État de type communautaire est toujours un État à souveraineté conditionnelle ; sa stabilité dépend du bon vouloir des puissances régionales ou internationales, qui se réservent toujours le droit d'intervenir, au nom de leur raison d'État, « en faveur » de telle ou telle communauté.

Quant il s'agit de communautés religieuses appartenant aux trois grands monothéismes, l'émotionnalité des opinions publiques est telle que ces raisons d'État sont légitimes sans aucune difficulté, même si la résultat est une destruction de la communauté que l'on prétendait protéger.

Pour en revenir à la guerre du Golfe, quelles conséquences en tirez-vous à plus long terme sur les relations entre l'Europe et tout cet ensemble arabo-musulman ?

Je pense que cette guerre n'a fait que ressusciter et aggraver la même ligne de fracture que celle provoquée par l'écroulement de l'Arabie face à Israël en 1967. Simplement, le choc a été tellement violent qu'il y a pour le moment une anesthésie des opinions publiques et, surtout, une grande peur face à l'énormité des châliements physiques et moraux que subissent les peuples de cette région du monde lorsque leurs dirigeants s'opposent ou défient ouvertement les intérêts de l'Occident et d'Israël.

L'opinion arabe a d'ailleurs tendance à tomber dans une sorte de

délire mythologique sur l'ineffabilité des malheurs qui frappent le monde arabe depuis la fin de l'Empire ottoman. En tout cas, depuis 1948, date de la création de l'État d'Israël et de la déposition des Palestiniens, on vit dans beaucoup de sociétés arabes sur le mode de la tragédie grecque, ce qui finit insidieusement par inoculer aux dirigeants de leurs erreurs. Les marxistes arabes ont formé autrefois le chœur récitant de ces tragédies ; aujourd'hui, ce sont les mouvements islamistes. Il faut sortir de cette très grave morbidité.

Où en est le Liban aujourd'hui ?

Le Liban est dans un état lamentable, voire désespéré. La communauté internationale s'est donné bonne conscience à son égard en applaudissant les accords de Taëf et en les faisant bémol par le Conseil de sécurité. Ces accords consacrent un communautarisme plus cru que jamais, sous prétexte d'équilibre temporaire vers une déconcentration du système politique libanaise. En réalité, leur objectif était de mettre le problème libanaise au réfrigérateur, ainsi que le désiraient les États-Unis.

Avec la fin de la guerre froide, le Liban perdait pour les États-Unis de son utilité comme État-tampon dans le conflit israélo-arabe, mais en même temps il fallait le conserver comme carte pour des négociations israélo-arabes futures. C'est pourquoi l'occupation israélienne du sud du Liban est maintenue, cependant que, pour la Syrie, il n'est prévu qu'un « redéploiement » de ses troupes sur le territoire libanaise. Nous savons que, au sud du Liban, il y a une présence quotidienne de populations, d'habitants qui sont tués du fait de la présence israélienne.

De plus, ces accords ont permis aux États-Unis d'impliquer massivement l'Arabie saoudite, allié arabe privilégié, dans la gestion de la situation libanaise pour faire contrepoids ou peut-être succéder à la présence syrienne. L'influence saoudienne, par l'intermédiaire de certains groupes politico-financiers, se développe donc au Liban depuis 1989 de façon alarmante. C'est ainsi que le Parlement libanaise vient de voter une loi permettant à une société fondatrice unique de mettre sur pied, sans contrôle d'aucune sorte, un projet de reconstruction mégalomane du centre historique de la capitale. Si ce projet abusif devait se réaliser, c'est un Manhattan saoudien que nous aurions à la place de l'ancienne ville arabo-ottomane, avec ses apports florentins et français, qui était un des derniers vestiges de ce style dans le monde. La mémoire des lieux aura été irrémédiablement effacée, la petite propriété privée dispersée et la transformation du pays achevée à la barbe et au nez de la communauté internationale.

Nous nous trouvons donc aujourd'hui en face d'une guerre de déposition qui se perpétue par des moyens financiers à la place des moyens militaires, avec superposition des différentes légémoies externes. Le résultat est une situation économique et sociale catastrophique, la paupérisation accélérée de tous ceux qui ne sont pas dans le sillage des intérêts politico-financiers dominants.

Enfin, le nouveau système issu

des accords de Taëf s'avère constitutionnellement ingérable, car il nécessite constamment le recours à un arbitre extérieur. Il a consacré par ailleurs, sous prétexte de réconciliation nationale, l'influence des hommes politiques et chefs de milices honnis de la population parce que responsables des malheurs du pays par leurs loupes-mesures, leur soit de puissance et leur cruauté ; la communauté internationale ne les a certes pas en estime, mais les a toujours traités comme des hommes d'État plus ou moins respectables du fait qu'ils étaient censés représenter une cause chrétienne ou une cause islamique.

Il ne s'agit, pourtant, dans la plupart des cas, que de personnes ayant commis ce que l'on qualifie de plus en plus aujourd'hui de crimes contre l'humanité : c'est-à-dire, en sus des déplacements forcés de populations, l'assassinat collectif de citoyens qui ne portent pas d'armes et qui ont pour seul tort d'appartenir à telle ou telle communauté.

Quelles sont les solutions ?

Puisque les puissances démocratiques gèrent aujourd'hui le système international sans contestation aucune, il faut cesser la manipulation sélective des droits de l'homme suivant les circonstances, ainsi que l'appui aux dictatures laïques ou religieuses qui ont pour seul mérite d'assurer la permanence des intérêts matériels de l'Occident. Ce qui pouvait encore, bien pauvrement, être justifié lorsque l'Union soviétique menaçait partout la pratique démocratique, doit cesser aujourd'hui.

« L'État d'Israël est en fait un « territoire sacré » de l'histoire européenne. »

La seule solution au problème israélo-palestinien et à la restauration de la liberté des Libanais, c'est la généralisation de la démocratie au Moyen-Orient ; il n'y a pas d'autres.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Un État palestinien ?

Oui, mais cela veut dire aussi qu'il faut être très ferme sur les principes : les individus ont droit à la liberté et à la sécurité de leur vie et de leurs biens ; on ne peut continuer de permettre que Palestiniens et Libanais puissent être déportés, tués et malmenés comme ils le sont depuis des décennies. Il faut donc avoir une vision plus large des problèmes de la région arabe et de la dynamique de l'existence israélienne ; car l'émergence de l'État, en particulier de l'État à légitimité nationale, n'est pas, à elle seule, garante de la liberté et de la sécurité.

Au Proche-Orient, les individus sont assoiffés de liberté et donc de dignité, dont ils sont privés presque partout depuis l'émergence des dictatures au début des années 50. Nous sommes tous toujours fascinés

par la démocratie par le haut, en tant que système de gestion des grandes structures de pouvoir. Mais il y a aussi la vie sociale de base.

Au Liban, il n'y a pas eu d'élections municipales depuis 1961 ; aucun groupe de citoyens ne peut, dans son quartier ou son village ou dans sa capitale, empêcher les infractions aux règlements d'urbanisme, la construction anarchique qui détruit tout cadre de vie. Le citoyen a encore moins de prise sur un Parlement discrédité et manipulé qui vote des lois extravagantes et qui a approuvé depuis 1969, date des fameux accords du Caire, les accords internationaux les plus contradictoires et les plus aliénants pour la souveraineté du pays.

On ne fait que se moquer de la démocratie lorsque, dans des régions troublées et tourmentées par des crises géopolitiques majeures comme au Liban, en Yougoslavie, dans les Républiques de l'ex-URSS, on considère des votes parlementaires, ou des élections, ou des référendums menés à la hussarde, comme la mise en œuvre de la démocratie. Ce sont les médias, avec leur puissance déchaînée, qui font voter les citoyens comme des zombies, ou qui travestissent la réalité des représentations populaires. Aujourd'hui, pour légitimer le maintien de l'abaissement du Liban comme État à la fois tampon et otage de ses deux puissants voisins, on s'apprête à procéder à des élections législatives et à bafouer la démocratie par une simulation d'exercice démocratique.

La cohérence et la valeur de la démocratie ne s'imposent qu'à les puissances qui ont fondé historiquement ces valeurs les crédibilisant dans l'ordre international par une application homogène et rigoureuse des droits de l'homme. C'est ainsi que l'on aidera toutes les composantes démocratiques des sociétés des pays du tiers-monde à pouvoir enfin se manifester la tête haute. Aujourd'hui, dans ces sociétés, non seulement ils ne sont pas aidés, mais on protège leurs ennemis. Le chef du mouvement islamique qui a récemment ordonné l'assassinat d'un très grand militant démocrate et laïque égyptien vit le plus normallement du monde aux États-Unis !

Vous paraissez gommer complètement la part de responsabilité des acteurs locaux et le poids des nationalismes. Le monde arabe est-il vraiment une nation unique ?

Tout Européen veut se rassurer lui-même sur le fait que la nation arabe ne serait qu'un mythe naif et la principale source de déstabilisation de la région. Un des problèmes graves dans cette question de l'unité arabe, c'est qu'au cours des vingt dernières années on a voulu y mêler très intimement l'islam, alors que les théoriciens principaux du nationalisme arabe avaient sans équivoque montré que l'unité arabe ne pourrait se faire que sur des bases laïques. La conscience d'appartenance à la communauté des peuples arabes est en effet antérieure à l'islam, comprend de nombreux non-musulmans et exclut la grande majorité des musulmans qui se situent hors du monde arabe.

Parler d'arabo-islamisme, c'est brouiller toutes les cartes. D'abord, dans une perception occidentale, cela fait peur. Sur un plan arabe, cela implique que la solidarité avec les peuples musulmans non arabes est au moins aussi importante, sinon plus, qu'entre peuples arabes. C'est donc empêcher l'émergence d'une conscience nationale arabe au sens positif du terme, c'est-à-dire avec un potentiel démocratique.

Le concept arabo-islamique empêche aussi que soient reconnues les profondeurs et les complexités ethniques de la société arabe dans ses grandes composantes : la société arabo-berbère au Maghreb et la société arabo-arménienne au Machrek, la société arabo-égyptienne et enfin la société arabo-bédoine. Or le problème des groupes minorisés ou en voie de l'être dans le monde arabe passe par cette reconnaissance, au Machrek comme au Machrek. Mais, pour arriver à bien toucher du doigt ces réalités qui sont bien plus fortes que des solidarités religieuses, il faut que le référent islamique soit relativisé.

Le faire, c'est aussi achever de délégitimer des systèmes de gouvernement qui s'appuient encore sur la religion pour empêcher leurs citoyens de jouir de la liberté. Et cela, c'est un combat d'autant plus long que la mode politico-intellectuelle dominante en Occident est viciée avec sur l'appel au référent religieux pour qualifier les conflits géopolitiques et mieux cacher leurs enjeux réels, toujours profanes.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ROBERT SOLE

1992

سكنا عن الامم المتحدة

ETRANGER

Alors que les présidents bosniaque et croate appellent les Nations unies à l'aide

Les forces serbes ont déclenché une nouvelle offensive en Bosnie-Herzégovine

Alors que l'état international se resserre autour de la Serbie et que les navires de l'OTAN et de l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale) se rapprochent de l'Adriatique pour contrôler le respect de l'embargo de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro, les forces serbes ont lancé, samedi 11 et dimanche 12 juillet, une vaste offensive en Bosnie-Herzégovine, appuyée par les chars et l'aviation de l'ex-armée yougoslave.

BELGRADE

de notre correspondant

Les forces serbes ont intensifié leurs attaques en Bosnie-Herzégovine contre plusieurs localités stratégiques : Gorazde dans le Sud-Est, Mostar dans le Sud-Ouest, et le long du fleuve Save au nord. Elles ont également ouvert de nouvelles zones de combats dans le Centre, notamment

à Jajce, Bugojno et Travnik, ainsi qu'aux environs de Konjic, quatre villes où se trouvent d'importantes usines d'armement.

Dans les milieux diplomatiques de Belgrade, on estimait, dimanche, que « les forces serbes entreprennent une véritable course de vitesse pour prendre des territoires » avant une trêve prochaine, sans cacher que l'offensive de ce week-end « fournissait de nouveaux arguments aux partisans de l'intervention militaire internationale », alors que les chances d'un règlement politique s'amenuisent.

Après avoir pilonné, jeudi, avec l'aide de l'aviation yougoslave, les environs de Gorazde et schématisé, vendredi, d'importants renforts en chars, artillerie et infanterie, les forces serbes ont lancé, samedi à l'aube, l'assaut contre cette ville. Assistée depuis le 10 avril, Gorazde est la dernière ville à majorité musulmane (70 % de la population) de la vallée de la Drina à ne pas être tombée aux mains des Serbes. 70 000 personnes, dont 30 000 réfugiés des villages voisins, tentent de survivre

sans eau potable, ni électricité. Dimanche, les assaillants ont pénétré dans les faubourgs et annoncé la « libération » prochaine de la ville.

Craignant que « Gorazde ne vive ses dernières heures », les Bosniaques ont appelé toutes les unités de l'est de la République à quitter d'urgence la région pour s'opposer à l'offensive serbe soutenue, selon eux, par des éléments du corps d'armée d'Uzice, en Serbie. D'après les radioamateurs, les rues étaient jonchées de cadavres

et plusieurs quartiers étaient en flammes, dimanche matin.

Afin d'arrêter le massacre de dizaines de milliers d'innocents dans Gorazde », le président bosniaque Alija Izetbegovic a réclamé, samedi, une « réunion urgente » du Conseil de sécurité des Nations unies. Un appel soutenu, dimanche, par son homologue croate, M. Franjo Tudjman. L'Organisation de la conférence islamique (OCI) a demandé aux pays musulmans de l'ONU d'appuyer cet

appel. Le premier ministre yougoslave pressenti, M. Milan Panic, qui s'est engagé à contribuer au rétablissement de la paix en Bosnie-Herzégovine, a demandé, samedi, des explications au chef serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic. Alors que l'offensive serbe continuait de plus belle, M. Karadzic a réitéré, dimanche, dans une lettre à M. Boutros-Ghali, sa volonté de mettre fin « immédiatement » aux hostilités et de « régler pacifiquement la crise ». Décourageant le Conseil de sécurité d'organiser une intervention militaire, il suggère d'« élargir le mandat des « casques bleus ».

Les Serbes ont également progressé dans le nord de la Bosnie, où ils tentent de s'emparer de toute la rive sud de la Save, frontière naturelle avec la Croatie. Au sud, elles ont pris dimanche les hauteurs de Fortica qui surplombent Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine aux mains des Croates depuis la mi-juin. Bien que Belgrade ait affirmé avoir rapatrié tous ses soldats, quatre jeunes recrues de Ser-

bie ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées ce week-end sur le littoral croate, à quelques kilomètres au sud de Dubrovnik.

L'attention internationale restant fixée sur la capitale bosniaque, Sarajevo continue à vivre quelques jours de répit, entrecoupés de canonnades. Grâce au pont aérien, 1 500 tonnes de vivres et d'aide médicale ont été livrées, mais la distribution reste trop lente et désorganisée. Un convoi humanitaire est toutefois entré pour la première fois, dimanche, dans le quartier de Dobrinja, l'un des plus isolés de la ville.

En visite la semaine dernière dans les territoires de l'ex-Yougoslavie touchés par la guerre, M^{me} Sadako Ogata, haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés, a souligné qu'il y avait « de nombreuses autres Sarajevo » coupées du monde et où l'aide humanitaire n'arrive pas. Des villes qui se meurent dans l'oubli, sans le témoignage des caméras étrangères, des villes comme Gorazde.

FLORENCE HARTMANN

M. Boutros-Ghali demande l'envoi de renforts de l'ONU à Sarajevo

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a demandé, dimanche 12 juillet, au Conseil de sécurité d'autoriser l'envoi de cinq cents « casques bleus » supplémentaires et d'une unité d'hélicoptères supplémentaire à Sarajevo pour assurer la distribution de l'aide humanitaire à la population. La Force de protection de l'ONU (FORPRONU) compte actuellement 1 100 personnes dans la région de Sarajevo. M. Boutros-Ghali estime que ces renforts sont nécessaires car trois des conditions essentielles énoncées dans l'accord de cessez-le-feu du 5 juin ne sont respectées

« par aucune des parties » : la cessation du feu, la concentration de toutes les armes lourdes sous la surveillance de la FORPRONU, et l'ouverture des corridors de sécurité. De son côté, M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, espère que les efforts conjoints des pays de la CEE et de l'ONU « éviteront une intervention militaire » dans l'ex-Yougoslavie, a-t-il déclaré à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Le pape Jean-Paul II a, par ailleurs, lancé un nouvel appel, dimanche, pour « mettre fin à la tragédie de la Bosnie-Herzégovine ». - (AFP, Reuters.)



Manifestation pour la reconnaissance internationale en Macédoine. - Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées, dimanche 12 juillet, à Skopje, capitale de la Macédoine, pour protester contre le refus de la CEE et des États-Unis de reconnaître leur pays sous son nom actuel. Le Conseil européen s'est déclaré prêt, le 27 juin, à reconnaître cette ex-République yougoslave à condition qu'elle ne choisisse pas le nom de Macédoine, dont la Grèce affirme qu'il appartient à son patrimoine. - (AFP, Reuters.)

GRANDE-BRETAGNE : mort de la présidente du Comité exécutif d'Amnesty International. - Anette Fischer, présidente du comité exécutif international d'Amnesty International, est morte, samedi

11 juillet, dans un accident de voiture en Italie, dans lequel son mari a également été tué. De nationalité danoise, membre d'Amnesty depuis 1983, Anette Fischer, qui était âgée de quarante-six ans, militait pour les droits de l'homme depuis plus de vingt ans. - (AFP.)

Les regrets du cardinal Hume. - Le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster et chef de l'Eglise catholique en Angleterre, a déclaré, dans un entretien diffusé dimanche 12 juillet sur la BBC, avoir « des regrets » chaque fois qu'il voyait des couples se marier. Bien qu'il se soit senti « appelé » vers une autre vie, le cardinal Hume « pense qu'un célibataire, même épanoui, doit regretter de ne pas s'être marié ». - (AFP.)

EUROPÉENS AVANT L'HEURE

Chercheurs de têtes

SARREBRUCK

de notre envoyée spéciale

Employeur français recrute cadre allemand pour sa filiale de Hambourg... les chercheurs de têtes du consultant sarrois Dr Schneider & Partner partent en chasse. L'offre vient d'être transmise par le cabinet Walter, homologue lorrain, qui a pignon sur rue à Metz et à Nancy. Ce dernier sélectionne des candidats pour le compte d'entreprises de RFA ouvrant des unités en France. Ce partenariat des deux côtés de la frontière s'est réalisé il y a deux ans, « histoire de se placer en premier sur le marché, avant l'acte unique ».

« Chacun de nous est plus à même d'apprécier ses compatriotes », explique ilka, une des associées de Schneider. Brune, la quarantaine aimable sans exubérance, c'est une femme de tête. Quinze personnes travaillent sous ses ordres, dans des bureaux design à l'entrée de l'autoroute. Cent dossiers par an, « personnel » ou « marketing », et 40 % du chiffre d'affaires réalisés pour des clients français, anglais et américains. La rousse Karin, consultante et interprète, teste d'abord les connaissances linguistiques exigées des candidats. Main de fer dans un gant de velours. Du gérant à la secrétaire de direction, ce sont forcément des offres d'emploi de cadre puis-que l'équivalent allemand de l'ANPE se réserve les autres catégories.

Ces cabinets ont un rendez-vous mensuel, « pour gérer la continuité ». Relations simples et efficaces : « Dès qu'un projet se présente, nous nous voyons pour nous prononcer, puis établir le planning ». Après deux ans de ce partenariat ? « Ça roule, pour le moment... » plai-

sante ilka. Au 1^{er} janvier 1993, ce ne sera pas le bouleversement, quelques affaires supplémentaires. Dans les dossiers en cours, figurent déjà de « grosses pointures » : la Sollac, firme sidérurgique française par exemple et Timken, leader américain du roulement à billes.

Ultimes confidences

« Nous jouons des différences de mentalités, afin qu'il n'y ait pas d'histoires ». Faites confiance en cours, figurent déjà de « grosses pointures » : la Sollac, firme sidérurgique française par exemple et Timken, leader américain du roulement à billes.

Ilka la brune sort en tête du bureau puis resurgit d'autorité et Karin la rousse regarde impatiemment sa montre. « Nos clients n'apprécient pas que nous donnions leur nom ». De fait, leurs concurrents sont à l'affût. Et le PDG fondateur de Schneider est ce jour-ci absent. Les deux femmes livrent leurs « ultimes » confidences... Un Anglais venait de faire appel à leurs services. « Comme tout Britannique adore la cuisine française », elles retinrent une excellente table. Lui, de rétorquer aussi sec : « Je passe mon temps à Lyon et j'en déteste la gastronomie ».

Tout aussi difficile est de « faire comprendre à un Français le caractère sacré en Allemagne du délai de livraison ». L'horloge de ces chercheurs de têtes est également impitoyable.

FINLANDE : visite du président Eltsine. - Le président russe, M. Boris Eltsine, a fait une brève visite officielle en Finlande, samedi 11 juillet, à l'issue du sommet d'Helsinki. Après trois heures d'en-

tretien, M. Eltsine et le président Mauno Koivisto ont exprimé l'espoir que les relations économiques, qui se sont effondrées avec la désintégration de l'URSS, connaissent un nouvel essor. - (AFP, Itar-Tass.)

AFRIQUE

ALGÉRIE : devant le tribunal militaire de Blida

Le procès des dirigeants islamistes a repris en l'absence des accusés

Ajouré dès la première audience, le 28 juin, le procès des sept dirigeants du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, a repris dimanche 12 juillet devant le tribunal militaire de Blida. Les accusés et leurs avocats ont refusé de gagner la prétoire, et les juges, après délibération, ont décidé de continuer les débats.

ALGER

de notre correspondant

Après une journée d'audience, on voit se dessiner la stratégie qu'entendent mener l'accusation et la défense. D'une part, le pouvoir semble résolu à faire preuve de fer-

meté. Les avocats étant désignés d'office, le procès continue selon la procédure dite de « jugement contradictoire ». Les accusés sont réputés présents dans le prétoire et n'ont pas la possibilité de faire opposition au verdict ni de demander à être rejoints.

D'autre part, les dirigeants islamistes, qui sont poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'Etat et qui encourrent la peine de mort, ont décidé de faire de l'obstruction systématique, en réitérant leur refus d'assister aux audiences en l'absence d'observateurs étrangers, parmi lesquels huit avocats marocains, des représentants d'organisations humanitaires et de la presse étrangère, contrairement aux promesses qui auraient été faites par M. Ali Haroun, membre du Haut Comité d'Etat (HCE), lors d'une récente tournée en Europe. Ils n'en

continuent pas moins de rejeter la compétence du tribunal militaire et estiment que « le verdict est déjà prêt ».

Préférant, pour l'instant, ne pas avoir recours à la force publique pour contraindre les accusés à assister à leur procès, le tribunal a chargé un officier de justice militaire de leur rendre compte du déroulement des audiences. Une procédure que les prévenus ont rejetée. Cela dit, les actes d'accusation ont été lus, et les témoins appelés à la barre. C'est ainsi qu'un Français converti à l'islam, M. Didier Roger Guyon, arrêté à la mi-juin 1991, a été appelé à être chargé par M. Benhadj de recruter

des musulmans en France pour participer à la « guerre sainte » (djihad) en Algérie.

Aucune agitation particulière n'a été remarquée, dimanche, à Alger et dans les autres grandes villes du pays, y compris à Blida. Dans certains quartiers populaires de la capitale, cependant, des graffitis à la peinture verte et en très gros caractères s'élevaient sur les murs ou barreaux le bitume des voies principales. Ils demandaient tous la libération des dirigeants islamistes et assuraient que « le FIS se porte toujours bien ». - (Interim.)

Le Monde EN VENTE

LE SOIR MÊME DE SA PARUTION

Dans les villes suivantes : Aix-en-Provence, Aix-les-Bains, Amiens, Angers, Angoulême, Arras, Bar-le-Duc, Besançon, Bethune, Blois, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Bourg-en-Bresse, Brest, Caen, Calais, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Charleville-Mézières, Chartres, Château-Thierry, Dijon, Douai, Dreux, Epervan, Evreux, Fontainebleau, Grenoble, Laon, Laval, Le Havre, Le Mans, Lens, Libourne, Lille, Limoges, Lisieux, Lorient, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Orléans, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Etienne, Soissons, Strasbourg, Tarbes, Toulouse, Tours, Troyes, Valence, Valenciennes, Villers-Cotterêts.

Et pendant l'été dans 55 stations de vacances : Anglet, Annecy, Antibes, Arzacq, Auray, Avignon, Bandol, Bayonne, Biarritz, Bidart, Cannes, Capbreton, Carnac, Cassis, Chambéry, Cherbourg, Ciboure, Dax, Deauville, Dieppe, Etaples, Fréjus, Hendaye, Hossegor, Juan-les-Pins, La Baule, La Rochelle, La Trinité-sur-Mer, Lannion, Le Croisic, Le Pouldieu, Le Tréport, Les Issambres, Léon, Lourdes, Marne-la-Vallée, Montauban, Morlaix, Perros-Guirec, Pornichet, Saint-Malo, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Raphaël, Saint-Valéry-en-Caux, Sainte-Maxime, Seignosse-le-Péon, Toulon, Tourgeville, Trébeurden, Trégastel, Trégueux, Trouville, Vannes, Vienne, Vieux-Boucau.

Pour connaître la liste des points de vente, vous pouvez consulter notre service Minitel 3615 LEMONDE

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : ouverture de la convention démocrate

Le «ticket» Bill Clinton-Albert Gore devra démontrer qu'il peut galvaniser un parti à l'image vieillie

La convention démocrate, qui doit introniser le «ticket» Bill Clinton-Albert Gore en vue de l'élection présidentielle de novembre, devait s'ouvrir lundi 13 juillet, à New-York, sous de bons augures. Le gouverneur de l'Arkansas a repris la tête dans les derniers sondages, où il recueille 28 % d'intentions de vote, contre 26 % pour le président Bush, soit le même score que l'indépendant Ross Perot. Reste à M. Clinton, lors de cette convention qui s'achèvera jeudi, à démontrer qu'il peut galvaniser un parti à l'image vieillie.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Fièrement, l'emblème du Madison Square Garden annonce : «Tout se passe ici», la boîte, le jeu, la gloire... Les démocrates, qui réunissent cette semaine dans le temple du sport-spectacle new-yorkais leur quarante et unième convention, s'annoncent bien, eux, qu'il y a «passé» un petit miracle : que cette manifestation marque le renouvellement d'un parti vieillissant, mal aimé et presque à bout de souffle.

Tel est le sens de la bataille menée par le gouverneur de l'Arkansas que la convention doit couronner comme candidat à l'élection présidentielle du 3 novembre. Formellement, l'affaire ne fait pas de doute : M. Bill Clinton a remporté l'éprouvant barrage des «primaires», la majorité des délégués lui est acquise. Ne rechigne qu'un quartier de réfractaires mené par l'ancien gouverneur de Californie Jerry Brown.

L'équipe de l'aggiornamento idéologique

L'important est le message que cette nomination doit adresser aux électeurs américains : le «ticket» qui forme Bill Clinton et son co-stilier, le sénateur Albert Gore, postulant à la vice-présidence, doit incarner un profil nouveau, celui d'un parti débarrassé d'un carcan de rétrosciences idéologiques, héritage des années 60, qui l'ont tenu à l'écart de la Maison Blanche durant près de vingt-cinq ans, si l'on excepte la parenthèse de M. Jimmy Carter.

Paraphrasant John Kennedy, le sénateur Gore parle d'un «ticket» qui annoncerait l'avènement «d'une nouvelle génération de dirigeants». Même s'il n'est pas indifférent que le candidat à la présidence soit âgé de quarante-cinq ans et son co-stilier de quarante-quatre, ce n'est pas l'aspect le plus impor-



tant : à en croire les sondages, l'électorat n'est pas particulièrement sensible à ce côté «génération». Plus que d'un rajeunissement du personnel politique démocrate, MM. Clinton et Gore veulent être l'équipe de l'aggiornamento idéologique du parti, celle qui va renouveler l'image d'une formation que le *New York Times* qualifiait de «coalition vieillissante de groupes d'intérêts se querellant les uns les autres».

Si les démocrates dominent la Chambre des représentants et le Sénat, ce n'est plus forcément un atout, tant le Congrès a triste réputation. A tort ou à raison, l'opinion lui impute, prioritairement, la responsabilité du mauvais fonctionnement des institutions fédérales. La prépondérance démocrate sur le Capitole ne fait d'ailleurs que souligner l'incapacité du parti à traduire lors du scrutin présidentiel ses succès au niveau local. Le bilan est lourd de défaites répétées. Depuis 1968, les républicains ont remporté huit la main cinq des six présidentielles : Nixon, Nixon, (second mandat interrompu par sa démission à la suite du scandale du Watergate), Reagan, Reagan, Bush. Intervenant dans le sillage du Watergate, la parenthèse Carter (1976-1980) n'aura précisément été qu'une... parenthèse démocrate.

Les raisons de cette impuissance démocrate face à la Maison Blanche sont multiples (1). Cela va du manque d'envie des candidats au fait qu'une bonne partie de l'électorat s'identifie de moins en moins à une seule formation. Le relâchement des liens partisans explique qu'on vote volontiers

pour un sénateur démocrate et, dans le même souffle, pour le candidat républicain à la présidence. Mais la débâcle du parti de Roosevelt, Truman et Kennedy paraît tenir à des raisons plus profondes : une incapacité à accompagner les évolutions de la société américaine.

Redevenir le parti de la classe moyenne

Le Parti démocrate était le parti des villes, de la classe ouvrière des grands centres urbains. C'était le parti des «machines» municipales et des états-majors syndicaux. L'Amérique de ces dernières années a fui les villes et leur cohorte de catastrophes sociales. La base ouvrière démocrate a disparu avec la disparition des usines industrielles. Les syndicats ont vu leur clientèle s'effondrer. Les démocrates s'adressaient à une masse urbaine ouvrière, petite-bourgeoise et largement blanche ; ils ont aujourd'hui affaire à une Amérique dominée par une classe moyenne blanche installée dans les banlieues.

En démantelant et en s'embourgeoisant, une partie de l'électorat démocrate (celle qu'on appelle «les démocrates réagissants») est passée chez les républicains, au moins aux présidentielles. Héritage du rôle qu'il a joué dans la bataille pour l'égalité civique des Noirs, le Parti démocrate s'est voulu le porte-parole des minorités ethniques et autres. Jusqu'au milieu des années 60, il a su composer des coalitions majoritaires, collections de groupes dont les intérêts pouvaient momentanément converger.

Depuis près de vingt ans, ce temps est révolu : cette base électorale a volé en éclats. Mais, pour autant, le parti n'a pas su changer de discours. Alors que le noyau dur de son électorat gagnait, d'un même mouvement, les banlieues et quelques échelons dans l'échelle sociale, le parti, écrit le *New York Times*, «s'identifiait de plus en plus au parti des grandes villes, des minorités, d'une fiscalité plus lourde, de l'Etat-providence et à celui de la contre-culture». Il se marginalisait. Un de ses bastions traditionnels, le Sud, lui échappait. Le combat mené dans les années 60 en faveur de l'égalité civique des noirs lui aliénait une partie de cette base sudiste blanche.

Depuis le milieu des années 80, des hommes comme Bill Clinton et Al Gore se battent pour changer l'image du parti, pour le recroquer, de manière à ce qu'il redéfinisse le parti de la classe moyenne blanche, celle qui fait les majorités présidentielles et qu'il faut aujourd'hui disputer aux républicains. Le retour à la Maison Blanche passerait par un tel agencement, par un programme plus centré, moins exclusivement orienté vers la satisfaction des intérêts catégoriels d'une coalition de minorités.

Le «ticket» 92 en est le symbole, composé de deux sudistes, modérés, blancs. Et la plate-forme qui sera exposée cette semaine à la convention reflète ce coup de barre au centre. L'équipe Clinton l'a contrôlée de bout en bout. Elle a, par exemple, imposé aux syndicats, qui n'en voulaient pas, une ligne libre-échangiste en défendant le projet d'un grand marché commercial nord-américain.

L'équipe Clinton a refusé de négocier avec le pasteur noir Jesse Jackson, qui n'en a pas moins annoncé qu'il endosserait, sans enthousiasme, le «ticket» 92. Cette manœuvre de prise de distance par rapport à l'un des porte-parole de la communauté noire ne lui a, apparemment, pas aidé. Les sondages lui attribuent la plus grosse part du vote noir. Samedi, M. Clinton a été chaleureusement accueilli, à Nashville, par la convention d'une des plus importantes associations noires, la NAACP (Association nationale pour l'avancement des gens de couleur), devant laquelle l'indépendant Ross Perot venait de lourdement gaffer en adoptant un ton et un langage passablement paternalistes. A l'empirisme barométrique des sondages, la semaine s'ouvre sur les tendances suivantes : le républicain Bush stagne, Ross Perot baisse, Bill Clinton monte.

ALAIN FRACHON

(1) Voir l'ouvrage de J.-P. Lassalle, *La Démocratie américaine*, Anatomie d'un marché politique, Armand Colin 1991.

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Création d'un mouvement de défense des habitants de l'ex-RDA

Soixante-neuf personnalités allemandes dont vingt venues de l'Ouest, ont créé, samedi 11 juillet, à Berlin, un mouvement de défense des intérêts spécifiques des Allemands de l'Est. MM. Gregor Gysi, président du Parti communiste renouveau (PDS), et M. Peter-Michael Diemel, ancien ministre de l'Intérieur de la RDA et membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), sont à l'origine de ce mouvement, baptisé Comité pour la justice.

Un communiqué constate que «après l'euphorie de 1990, beaucoup de gens de l'est de l'Allemagne ont l'impression d'être des citoyens de seconde classe». Le Comité pour la justice veut donc susciter la création de comités locaux sur le territoire de l'ex-RDA, de manière à faire pression sur les parlementaires et les élus. La création de ce comité a suscité de vives réactions à Bonn, où l'on craint que ce mouvement n'empêche l'unification allemande. «La création de ce parti de l'Est pourrait être l'étincelle qui provoquerait l'explosion des sentiments de crainte qui dominent en Allemagne», a estimé M. Heiner Gessler, l'un des responsables du parti du chancelier Kohl. — (AFP, Reuters, UPI)

Un travailleur immigré tué par des skinheads. — Des skinheads allemands ont tué, mercredi 8 juillet, un travailleur immigré yougoslave dans son foyer près d'Esslingen (Sud-Ouest), et ont grièvement blessé un second, a indiqué samedi la police locale. Le groupe d'agresseurs s'est introduit en pleine nuit dans le foyer d'habitation, où résident des travailleurs immigrés, et ont tiré de leur sommeil deux Yougoslaves qu'ils ont violemment frappés. Les violences racistes ont fait au moins trois morts et des dizaines de blessés en Allemagne depuis le début de l'année. — (AFP)

DJIBOUTI

M. Ali Aref Bourhan condamné à dix ans de réclusion

Le tribunal de sûreté a condamné, dimanche 12 juillet, M. Ali Aref Bourhan, ancien président du conseil du gouvernement de l'exterritoire français des Afars et des Issas (TFAI), à cinq de ses coaccusés à dix ans de réclusion criminelle pour complot contre le gouvernement, ainsi que la sûreté de l'Etat et tentative d'assassinat.

Une peine de cinq ans de prison ferme a été prononcée contre six autres personnes, impliquées dans les événements survenus dans la nuit du 8 au 9 janvier 1991, qui, selon l'acte d'accusation, visaient à renverser le gouvernement. Seul le neveu de M. Ali Aref, M. Aref Mohamed Aref, avocat, a été acquitté. Dans sa plaidoirie, un des avocats de la défense, M. Seyni Loum, du barreau de Paris, avait réclamé l'acquittement de l'ensemble de ses clients, dont les aveux ont été, selon lui, extorqués sous contrainte physique. — (AFP)

MALAWI

Un dirigeant de l'opposition libéré

Le syndicaliste Chafukwa Chihana, principal chef de file de l'opposition, a été remis en liberté provisoire, samedi 11 juillet, en fin d'après-midi, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'un de ses avocats, M. Bazuka Mhango. La Haute Cour de justice de Lilongwe avait annoncé sa décision, vendredi, assortie de plusieurs conditions — paiement d'une caution équivalente à 2 500 dollars, remise du passeport aux autorités, présentation hebdomadaire de M. Chihana devant les responsables de la police.

Dirigeant du Comité intermédiaire pour une alliance démocratique, M. Chihana avait été arrêté, le 6 avril, à son retour d'exil. Quelques semaines plus tard, une vague d'émeutes sans précédent secouait le pays, dirigée d'une main de fer par le président à vie Kamuzu Banda, au pouvoir depuis vingt-huit ans. Début juillet, le chef de l'Etat avait indiqué que le dirigeant syndical serait prochainement inculpé, afin, avait-il précisé, que «nos méthodes de détention ne soient plus exploitées pour ternir l'image de notre pays». M. Chihana devait comparaître lundi, devant le tribunal, pour y répondre de l'accusation de sédition. — (AFP)

NIGÉRIA

Le Parti social-démocrate donné vainqueur des élections législatives

Le Parti social-démocrate (PSD), présidé par M. Baba Gana Gingbo, a obtenu 52 sièges au Sénat et 314 à la Chambre des représentants, remportant ainsi haut la main les élections législatives du 4 juillet. Cette victoire, annoncée par l'ensemble de la presse nigériane (y compris les quotidiens gouvernementaux), n'avait pas encore été officiellement proclamée, samedi 11 juillet, par la Commission électorale nationale.

Le principal rival du PSD, la Convention républicaine nationale (CRN, conservateur), gardera 37 sièges au Sénat et 275 à la Chambre des représentants. M. Baba Gana Gingbo a assuré, vendredi 10 juillet, à Abuja, qu'il éviterait un affrontement avec la junte militaire — censée rendre le pouvoir aux civils début 1993. Selon le ministre de la Justice, un décret définissant les relations entre le nouveau Parlement et la junte sera bientôt promulgué. — (AFP)

POLOGNE

La Diète a approuvé la composition du nouveau gouvernement

La Diète polonaise a approuvé, samedi 11 juillet, la composition du gouvernement de coalition de M. Hanna Suchocka par 226 voix contre 124 et 28 abstentions.

Le président Walesa, qui assistait au vote, a assuré le premier ministre de son soutien. Outre les partis membres de la coalition (sept formations issues de Solidarité), les députés représentant le syndicat Solidarité et le parti de la minorité allemande ont voté pour le nouveau gouvernement. Les anciens communistes, le Parti paysan et la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN, droite nationaliste) ont voté contre.

Les principaux portefeuilles économiques ont été attribués à des partisans de la transition radicale vers l'économie de marché. — (Reuters, AFP, UPI)

THAÏLANDE

Le premier ministre a aboli les pouvoirs spéciaux de l'armée

Le premier ministre thaïlandais, M. Anand Panyarachon, a aboli, jeudi 9 juillet, le Commandement militaire de maintien de la sécurité intérieure (IFKC). La dissolution de cet organisme, considéré par les démocrates comme un instrument de la dictature militaire, a été la première mesure concrète du chef du gouvernement pour réduire le pouvoir des militaires depuis sa nomination il y a un mois. L'IFKC avait coordonné l'action des troupes chargées de réprimer les manifestations démocratiques de mai dernier à Bangkok, faisant officiellement cinquante-deux morts et des centaines de blessés et de disparus. Il était dirigé par le commandant en chef des forces armées Kasat Rojananil. Le Commandement pour la sécurité de la capitale (CSC), dirigé par le chef de l'armée de terre, le général Issarapong Noponchai, a également été dissous. — (AFP)

UKRAÏNE

M. Kravtchouk a limogé son ministre de l'économie

Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a signé samedi 11 juillet un décret limogeant le ministre de l'économie et vice-premier ministre, M. Viatcheslav Lanovoy, un jeune économiste radical. M. Kravtchouk a justifié cette décision à la télévision locale par la décision de M. Lanovoy d'adhérer à la Nouvelle Ukraine, un mouvement d'hommes politiques qui a rejoint l'opposition il y a deux semaines. Mais le ministre a attribué son limogage au différend qui l'oppose au président ukrainien sur la stratégie des réformes économiques. «Apparemment, a-t-il déclaré, le président ne croit pas que les méthodes de l'économie de marché peuvent servir le pays de la crise. Je crois qu'il préfère avoir recours aux mesures administratives. Je suis, dans une large mesure, devenu gênant pour l'appareil qui continue à diriger l'économie».

M. Lanovoy devrait être remplacé par M. Valentin Simonenko, un ancien responsable communiste. — (Reuters, AFP)

5 000 délégués et 15 000 journalistes

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour la cinquième fois depuis la première convention démocrate, en 1932, New-York va régler son pouls, pendant quatre jours, sur les battements du Madison Square Garden, immense palais des sports situé au cœur de Manhattan et où 4 928 délégués et suppléants vont célébrer la traditionnelle grand-messe du parti de l'âne, qui devrait s'achever le 16 juillet par la désignation officielle du tandem Bill Clinton-Albert Gore pour la course à la Maison Blanche. Un événement politico-médiatique qui doit permettre à la Mecque des démocrates libéraux de redorer une image altérée par les maux multiples dont souffre le cité, et aussi de renflouer un peu ses finances.

Entre le licher de ballons multicolores marquant, lundi, le début de la convention et l'intronisation du gouverneur de l'Arkansas prononcée par l'une des figures marquantes du parti, M. Mario Cuomo, gouverneur démocrate de l'Etat de New-York, la ville aura accueilli, outre les délégués, leurs familles, leur personnel politique et quantité d'invités du monde politique ou diplomatique, sans oublier quinze mille journalistes américains et étrangers. Au total plus de trente-cinq mille personnes qui vont écouter un peu, applaudir beaucoup et festoyer abondamment.

Secouant ses pellicettes, Broadway multiplie les comédies musi-

cales pour attirer les congressistes. Pour ceux qui auront pu échapper aux quarante-sept cocktails officiels, les tours-opérateurs ont redoublé d'imagination. Au chapitre des frissons, les produits d'appel de l'industrie du sexe ont trouvé de nouveaux adeptes.

Tout autour du Madison Square Garden, deux mille quatre cents policiers vont s'efforcer d'éviter les débordements que pourraient entraîner les deux cents manifestations prévues. Dont celle qui oppose traditionnellement adversaires et partisans de l'avortement, ainsi que celle des activistes de la lutte contre le sida.

New-York aura dépensé 21 millions de dollars pour préparer cette convention. Pour rentrer dans ses frais, la ville compte sur 27 millions de recettes fiscales. Chaque délégué dépensant 353 dollars par jour en moyenne, ce sont près de 200 millions qui vont rejeter directement sur l'économie locale. Auxquels la municipalité ajoute 200 à 300 millions provenant de ce qu'on aurait coté, au tarif publicitaire, la couverture médiatique de l'événement. Un raisonnement bien optimiste quand on sait que les trois grands réseaux de télévision, inquiets de la chute d'audience de cette manifestation, ont décidé de restreindre leurs efforts. Seule consolation pour les démocrates, le taux d'audience des conventions républicaines est encore plus bas.

SERGE MARTI

CUBA : la réforme de la Constitution

Renforcement des pouvoirs de M. Fidel Castro et garantie des investissements étrangers

Réunie pendant trois jours pour apporter d'importants changements à la Constitution, l'Assemblée nationale cubaine a entériné, dimanche 12 juillet, à La Havane, certaines «concessions démocratiques», tout en renforçant les pouvoirs de M. Fidel Castro, qui est déjà à la fois président du Conseil d'Etat, du conseil des ministres et premier secrétaire du Parti communiste.

Le *Lider maximo* pourra dorénavant décréter l'état d'urgence — concept nouveau dans la Constitution — «devant l'imminence d'une attaque, d'une catastrophe naturelle ou d'un désastre (...) qui menacerait l'ordre intérieur, la sécurité ou la stabilité de l'Etat». En cas «de guerre, de mobilisation générale ou d'état d'urgence», M. Castro pourrait resserrer son contrôle sur les forces armées, en présidant un Conseil de la défense nationale qui dirigerait alors le pays.

L'Assemblée a par ailleurs entériné le principe de l'élection au suffrage universel direct des membres du Parlement lors d'un vote à bulletin secret. Ces derniers étaient jusqu'à présent désignés selon un mode de scrutin indirect. L'Etat cubain demeure officiellement athée, mais «reconnait, respecte et garantit la liberté reli-

gieuse», en vertu d'une autre modification constitutionnelle.

Sur le plan économique enfin, la propriété étatique socialiste est dorénavant limitée aux seuls moyens de production «fondamentaux», qui pourront être administrés par de nouvelles entreprises autogérées disposant de fonds propres. Pour la première fois, les petits propriétaires pourront vendre leurs terres à d'autres agriculteurs privés, si l'Etat n'exerce pas son droit de préemption. Surtout, les nouveaux textes garantiront les investissements étrangers dans les entreprises mixtes. Cette mesure est destinée à tenter de revitaliser l'économie cubaine, aux prises avec la plus grave crise de la révolution castriste, depuis que l'aide des anciens pays socialistes s'est tarie.

Commentant ces réformes, M. Castro a affirmé qu'elles «étaient une réforme capitaliste ou sur un processus de privatisation». Il a critiqué «ceux qui viennent nous demander des concessions». «Si la Révolution doit un jour disparaître, qu'elle disparaisse avec nous mais pas en raison de concessions ou d'une capitulation de notre part», a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters, AP)

1501 644 641

150

A TRAVERS

ASIE

L'Inde, ou comment vivre sans l'URSS

Le Kremlin était le seul véritable allié de New-Delhi. Que faire une fois cet ami disparu ?

NEW-DELHI

de notre envoyé spécial

Depuis 1986, année où M. Mikhail Gorbatchev lance la perestroïka, New-Delhi a pu se cacher les changements en cours chez son principal allié et second partenaire économique après la CEE. Peut-être était-ce faute de solution alternative au « monde unipolaire » honni que portait en germe l'affaiblissement de l'URSS. Ou bien s'y confiait-on à cette impression très indienne que les situations sont immuables ? Cette cécité pouvait aussi être inspirée par des considérations internes : si un empire aussi marmoreux que l'URSS pouvait se dissoudre, qui d'autre résisterait ?

Bharat - la Terre, comme les Indiens dénomment mystiquement leur pays - était-elle assurée de demeurer éternellement en l'état ? La myopie n'en était pas moins forte pour que New-Delhi renouvelle son traité d'amitié avec l'URSS le 6 août 1991, deux semaines avant le putsch avorté de Moscou ! « Ça a surpris tout le monde », admet M. K. Subramaniam, un des analystes les plus subtils de la diplomatie de son pays.

Quoi qu'il en soit, dans un monde où le Pakistan et la Chine représentent, chacun à sa façon, une menace pour l'Inde - contre laquelle avait été signé en 1971 le traité ouvrant la « paragonie » de Moscou - New-Delhi a dû improviser une réponse à la disparition traumatique de l'URSS, dans le désarroi de l'assassinat de Rajiv Gandhi. Devenu chef du gouvernement en juin 1991, M. Narasimha Rao a pris son temps, sans doute pour ne pas paraître céder à la panique. Pourtant, un agissement d'une diplomatie à peu près figée depuis le temps de Nehru est engagé.

Le poids

des Etats-Unis

Le seul vrai tournant peut sembler modeste : la normalisation, en janvier, des relations avec Israël. Cet événement est pourtant porteur d'effets collatéraux substantiels. Il a souvent été perçu, en effet, comme le prix à payer pour un rapprochement avec Washington, objectif jamais énoncé mais désormais prioritaire. La prise de distance envers une partie du monde musulman - et singulièrement envers l'O.P.L. - qui en découle rend tangible une autre évolution sous-jacente de New-Delhi : l'intérêt moins vif porté au non-alignement, dont l'Inde a été, trois décennies durant, le plus solide pilier.

La motivation première de l'Inde à reconnaître Israël a sans doute été une réappréciation de sa relation à l'islam. Longtemps, les dirigeants ont vu un intérêt politique à être au mieux avec ce monde, estimant qu'une telle attitude amènerait leur communauté musul-

mane (1). Ils n'en semblent plus si sûrs, persuadés plutôt qu'à terme le fondamentalisme ne les épargnera pas. Pis : celui-ci serait déjà à l'œuvre au Cachemire, où New-Delhi accuse l'ennemi historique pakistanais d'armer des moudjahidins (2).

Moins spectaculaire, mais de plus en plus réaliste, la perception plus réaliste du poids des Etats-Unis. Ce n'est pas que New-Delhi souhaite filer avec eux le grand amour : il n'y a guère d'hommes crochus entre deux sociétés que tout oppose, et qui ont multiplié les malentendus l'une envers l'autre depuis quarante ans. On n'entend pas se jurer à un « nouvel ordre mondial » organisé à la convenance de Washington. Mais la fin de la guerre froide a mis un terme aux constantes divergences entre les deux pays (sur la Corée, le Vietnam, l'Afghanistan...).

Le « triangle vicieux »

Ils entendent plutôt faire un bout de chemin ensemble en matière économique, militaire, politique. Une telle attitude n'exclut pas des divergences. Elles ne sont plus perçues comme des drames, mais comme des problèmes à résoudre : « Nous sommes décidés à prendre le monde tel qu'il est. Les théologues du passé, c'est fini », note M. J. N. Dixit, directeur général, et de facto ministre, des affaires étrangères. « Si la plus puissante démocratie du monde, les Etats-Unis, est sérieuse, la plus grande démocratie du monde, l'Inde, devrait bien l'inspirer », estime, de son côté, M. Subramaniam.

Cette approche en rupture avec un passé déclamatoire prévaut aujourd'hui. Sur un terrain il est vrai préparé par un Rajiv Gandhi moins idéologue que ses prédécesseurs et plus en synchrone avec l'Amérique technologique (3). Des petits pas ont été effectués. Des manœuvres navales communes ont eu lieu, dans cet océan Indien dont New-Delhi rêvait naguère de faire une zone fermée à la Navy américaine ! Dans l'ordre économique - le plus crucial - Washington, reprenant au mot l'annonce d'une libéralisation, a favorisé l'ouverture de crédits considérables par les organisations internationales.

Des entreprises américaines ont été les premières à venir « prendre la température » après les mesures de dérégulation et d'ouverture prises par M. Rao. En matière diplomatique, enfin, l'Inde apprécie la préférence de Washington pour une approche bilatérale, et non via les Nations unies, du problème du Cachemire. Plus largement, la relative prise de distance, depuis 1990, entre les Etats-Unis et le Pakistan est très bien vue en Inde.

Les sujets de friction existent néanmoins. Les Etats-Unis sont irrités de ventes de riz indien à Cuba. New-Delhi a détesté les sanctions

prises par Washington à l'encontre d'industries pharmaceutiques, notamment, qui refusent de payer des droits de propriété industrielle. On y a retrouvé les accents martiaux de jadis contre la récente décision américaine d'interdire pour deux ans tout transfert de technologie à l'Office spatial indien (ISRO), après que Moscou lui eût vendu des moteurs cryogéniques pour ses missiles.

Plus largement, la question de la prolifération - balistique mais aussi nucléaire, que Washington entend à tout prix empêcher - est l'Inde veut garder sa liberté - est l'un de ces « sujets d'irritation » dont on discute pourtant, désormais, de discuter.

L'Inde, en tout cas, est assurée d'être aussi bien traitée par Washington, sinon mieux, que les deux pays sur lesquels elle garde l'œil rivé : le Pakistan et la Chine. Mais, envers ces voisins, avec qui elle forme ce que l'on a appelé un « triangle vicieux », des évolutions sont aussi à l'œuvre.

Avec Islamabad, la tension est consubstantielle. Entre deux Etats nés de la partition du sous-continent, c'est comme entre chien et chat. Dans cet ans, on en parlera encore, estime ce diplomate européen. Trois guerres ont déjà eu lieu, et une quatrième évitée de peu. L'Inde refuse toujours la proposition d'islamabadi, bannie par Washington, de régler le contentieux nucléaire lors d'une conférence à quatre avec les Etats-Unis, la Chine et la Russie.

Mais on note aussi, ici, que les premiers ministres Rao et Nawaz Sharif se sont rencontrés quatre fois en un an, et ce, alors que la répression de l'insurrection anti-indienne au Cachemire provoque une vive tension. Des « mesures de confiance » ont été adoptées. La perception progresse, de part et d'autre, que l'entretien de vastes armées est un handicap au développement, vital dans des pays dont le revenu par tête dépasse à peine 2 000 francs l'an. Ainsi, les vieilles haines sont-elles, pour l'heure, éclipsées par le souci d'éviter un dérapage que rendrait tragique la probable capacité nucléaire de l'un et l'autre.

Le « premier cercle » et les autres

Avec la Chine aussi, de grands efforts ont été faits pour éviter le pire : une répétition de la guerre de 1962. Certes, on imagine mal, en Inde, une idylle entre les deux géants de l'Asie. Mais des visites de haut niveau témoignent d'un réchauffement. Les deux pays se conviennent de ne pas considérer comme un préalable la solution de leur conflit territorial (4) tenu pour « un legs de l'histoire ».

L'ouverture d'un petit commerce frontalier est venu améliorer le climat. Pour l'Inde - d'autant plus exposée, après la chute de l'URSS, que la vieille alliance « de revers » entre Chine et Pakistan n'est pas

entamée - un tel desserrement de l'état est bienvenu. « Quand deux pays représentent les deux cinquièmes de l'humanité dialoguent, c'est bon pour tout le monde », observe M. Subramaniam.

L'Inde a souvent agi comme un de ces éléphants roques qui hantent la jungle, piétinant les cultures dans leurs déplacements. Ses voisins - Népal, Bangladesh, Bhoutan, Sri-Lanka - le savent, qui tous ont eu à en souffrir un jour. Il est à porter au crédit de M. Rao d'avoir un peu adouci le climat au sein de ce « premier cercle », dans un sous-continent où l'Inde se veut « chez elle ».

Mais New-Delhi doit encore recréer des relations avec des pays importants, notamment dans l'ordre économique, qui son face-à-face exclusif avec l'URSS lui avait fait négliger, tels le Japon ou les Douze. M. Rao doit venir cet automne en France, pour la seconde fois en moins d'un an.

New-Delhi a tenté aussi, avec difficulté, de nouer des liens, au moins sur le plan économique, avec les éléments séparés de l'ex-URSS, reconnaissant d'emblée les quinze nouveaux Etats. Elle souhaite maintenant tant des débouchés rodés que l'accès à des fournitures familiales - notamment militaires (5) - et meilleur marché, tel le pétrole. La Russie en raison de sa masse, mais aussi l'Asie centrale - pour faire pièce au Pakistan dans ces Républiques musulmanes - ont été choies. Les résultats se font attendre. La renégociation d'un accord de convertibilité entre le rouble et la roupie, naguère si avantageux pour New-Delhi, complique les choses.

Ce n'est pas parce qu'elle est contrainte de repenser de façon dramatique sa diplomatie que « l'Inde éternelle » a cessé d'être ambitieuse. Reconnue de longue date comme puissance régionale, elle se verrait plutôt, à l'avenir, hissée au niveau de la Chine : un Etat à qui son siège au Conseil de sécurité de l'ONU et son statut de puissance nucléaire confèrent un rang mondial. Deux outils s'offrent à elle pour y parvenir : une révision des grands textes de la charte de l'ONU au traité de non-prolifération nucléaire ; et un décollage économique, que laisse miroiter son récent virage libéral, et qui ferait d'elle un nouveau « dragon d'Asie ».

JEAN-PIERRE CLERC

- (1) Plus de 100 millions de personnes sur 840.
- (2) Le consul général d'Israël à Bombay a récemment déclaré que des Israéliens aident les forces de l'ordre indiennes contre les indépendantistes cachemir.
- (3) Washington avait autorisé, dans les années 80, des transferts vers l'Inde de technologies sophistiquées, dont deux ordinateurs géants Cray.
- (4) Le différend porte sur 30 000 kilomètres carrés, au deux extrêmes de l'Himalaya.
- (5) 70 % des armements de l'Inde viennent de l'ex-URSS, à qui ils étaient payés en équivalent-roupies.

○ CAMBODGE : Pékin soutient le désarmement des quatre factions khmères. - « La Chine soutient la seconde phase du cessez-le-feu au Cambodge et son application constitue une étape importante pour assurer la réalisation d'une paix véritable », a déclaré le ministre des affaires étrangères Qian Qichen, lundi 13 juillet, dans le *Quotidien du peuple*. Ces propos, tenus devant le président de l'Assemblée du régime de Phnom-Penh, M. Chea Sim, font allusion au refus des Khmers rouges - longtemps soutenus par la Chine - de déposer les armes dans le cadre du plan de paix de l'ONU. Le premier ministre Li Peng a d'autre part déclaré à son hôte que la Chine ne cherchait pas à faire du Cambodge une « sphère d'influence ». - (Reuters, AFP)

○ HONGKONG : le nouveau gouverneur promet d'« approfondir » la démocratie. - Le nouveau gouverneur de la colonie britannique a promis, dimanche 12 juillet, « d'élargir et d'approfondir » la démocratie à Hongkong d'ici à sa réversion à la Chine, en 1997. M. Chris Patten a estimé que la démocratisation des institutions était « un processus dynamique ». « Pour les prochaines élections en 1995, tous les membres du Conseil législatif (Legco) seront élus d'une façon ou d'une autre », a-t-il promis. Enfin, à propos du futur aéroport, le gouverneur a souhaité que « tous les désaccords [avec Pékin] soient réglés aussi tôt que possible ». - (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le nouveau cabinet devant la Knesset

- M. Rabin chef du gouvernement et ministre de la défense
- M. Pères aux affaires étrangères

Les mille trois cents membres du conseil central du Parti travailliste ont approuvé, dimanche 12 juillet, à l'unanimité, la liste des principaux membres du gouvernement que M. Itzhak Rabin devait présenter lundi à la Knesset.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Après avoir rappelé que son « premier objectif » était « de poursuivre le processus de paix dans le cadre qui a été fixé à Madrid » en octobre 1991, le nouveau premier ministre d'Israël a choisi, « pour faciliter » cette mission, de prendre lui-même le portefeuille de la défense. Cette décision, qui vise moins à calmer les appréhensions de certains cadres militaires qu'à affirmer le contrôle direct que souhaite assumer M. Rabin sur l'ensemble du processus en cours - lequel, à ses yeux, s'adresse « d'abord aux Palestiniens », - a été bien accueillie par son parti.

Nul ne doute bien sûr que son vieux rival, M. Shimon Pères, dont la nomination aux affaires étrangères a été saluée par une longue acclamation des mille trois cents membres du conseil central, aurait préféré jouer un rôle plus important dans le processus de paix. Dans les faits, le « nouveau » chef de la diplomatie (70 ans cette année, ancien premier ministre et déjà deux fois ministre des affaires étrangères) aura, en dépit d'une très longue expérience, à peu près les mêmes limitations que son « jeune » prédécesseur de droite, M. David Lévy (55 ans). Celui-ci se plaignait sans cesse de ne rien pouvoir réaliser d'important, notamment dans le domaine des relations avec les pays arabes, sans en référer constamment au « patron ».

Élargir la coalition

Pour le reste, mis à part la présence de quelques fortes personnalités et l'absence, très remarquée, de deux brillants éléments - M. Nissim Ziv, apparemment trop proche de M. Pères, et M. Abraham Burg, réputé trop jeune (37 ans) et surtout inacceptable pour les partisans religieux de la coalition, - la liste des douze ministres travaillistes, qui viennent s'ajouter aux quatre maroquins précédemment attribués aux deux autres partis de la coalition, est sans surprise. M. Rabin, qui a mené deux semaines de laborieuses tractations avec les partis pressentis avant de constituer son équipe, - les secrétaires d'Etat, dont certains noms sont déjà connus, seront nommés un peu plus tard, - ne devrait avoir aucune difficulté à obtenir lundi l'investiture de la Knesset.

Avec les douze sièges du parti de gauche Meretz, dont la principale personnalité, M. Shulamit Aloni, est nommée ministre de l'éducation et de la culture, et les six mandats du mouvement ultra-orthodoxe sépharade Shass - dont le leader, le rabbin Aryeh Deri, conservera le poste de ministre de l'intérieur qui était le sien sous M. Shamir - la coalition gouvernementale pourra compter sur soixante-deux des cent vingt sièges de la Knesset. En outre, les deux « partis arabes », - les communistes de Hadash et le Parti démocratique arabe, - qui disposent à eux deux de cinq sièges, ont fait savoir qu'en dépit de leur absence du gouvernement ils soutiendraient l'équipe de M. Rabin.

○ IRAK : Bagdad refuse de coopérer avec les Nations unies dans le Kurdistan. - L'Irak a refusé d'assurer la protection du personnel de l'ONU dans le Kurdistan, à la suite d'une demande en ce sens du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Le gouvernement n'a « aucune présence dans les provinces du Nord, qui sont devenues un terrain ouvert à tous les bandits, aux voleurs et aux groupes irresponsables soutenus par les Etats-Unis et leurs alliés », a déclaré le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmad Hussein Al-Khodair, qui a rejeté toute responsabilité dans les récents attentats commis au Kurdistan. - (Reuters)

Celui-ci a cependant « déploré » que la coalition ne soit pas, « aussi large » qu'il l'avait espéré, et il a laissé entendre que si les contacts étaient désormais rompus avec le parti d'extrême droite nationaliste Tsomet il gardait l'espoir d'attirer dans sa coalition au moins l'une des deux autres organisations ultra-orthodoxes, à savoir le Parti national religieux (PNR), ou la liste de la Thora unifiée. C'est pour l'un ou l'autre que M. Rabin a décidé de conserver, « en attendant », le très recherché portefeuille des cultes. Le premier ministre a d'ailleurs déclenché les rires de l'assistance, en précisant que si « certain parti » ne se décidait pas, il gèrerait la haute main sur les affaires religieuses...

Parmi les fortes personnalités qui constituent en quelque sorte le noyau dur de la nouvelle équipe gouvernementale, il faut citer, outre M. Pères, le ministre des finances, M. Avraham Shohat (56 ans), technicien néo-libéral, partisan de la privatisation et ancien dirigeant de grandes entreprises, ainsi que le titulaire du logement, M. Benyamin Ben Eliezer. Général de réserve de cinquante-six ans, réputé pacifique sinon pacifiste, ancien « kibboutznik », juif arabisant originaire d'Irak, celui que les Palestiniens appellent de son surnom arabe « Fouad », a d'ores et déjà annoncé qu'il ferait désormais porter son effort en Israël et non plus dans les territoires.

Il va remplacer à la tête de ce ministère particulièrement sensible un homme qui s'était donné pour mission, lui, de bâtir le plus grand nombre de logements possible pour les colons des territoires, à savoir le bouillant Ariel Sharon. Celui-ci a proposé vendredi dernier que le gouvernement sortant transforme, avant de s'en aller, une partie des quinze implantations militaires dans les territoires (les « Nahal ») en colonies civiles. Selon la presse, M. Shamir, qui veut apparemment partir la conscience claire, a refusé.

Le premier ministre sortant a cependant accompli dimanche une démarche tout à fait inhabituelle, en invitant les médias de télévision à filmer une partie de l'ultime conseil des ministres. Ayant préparé, « pour les historiens », un long discours d'adieu, celui qui demeure, à soixante-seize ans, le chef du Likoud - au moins jusqu'à ce que ce parti en pleine déliquescence se donne de nouvelles structures et de nouveaux leaders - a tenu à faire un bilan tout à fait flatteur des deux dernières années de son mandat, expliquant en long et en large qu'Israël ne s'était « jamais porté aussi bien qu'aujourd'hui ». Prononcé devant une table de ministres pour la plupart complètement inconnus et parfois défaits, le discours a duré douze minutes. La télévision, se souvenant que la campagne électorale était terminée depuis plusieurs semaines, n'en a retransmis que quelques extraits...

PATRICE CLAUDE

○ M. Rabin est un « Shamir ganté de velours », selon M. Arafat. - Estimant que le nouveau premier ministre israélien veut « consolider la présence (israélienne) dans les territoires occupés », le dirigeant de l'O.P.L., M. Yasser Arafat, a déclaré, samedi 11 juillet au Caire, que M. Itzhak Rabin « est un autre Shamir (le premier ministre sortant) mais ganté de velours ». « Israël doit accepter de cohabiter avec nous, sinon il n'y aura pas de paix au Proche-Orient », a ajouté le dirigeant palestinien. - (AFP)

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.
Tél. : (1) 42-96-02-25.

RANDONNÉES

VOYAGES...

VERS LES GRANDS ESPACES

SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc.

EXPÉDITIONS

NOMADE

DOSSIER

50 av. des Terres
75017 Paris tél. 42.45.45

FRANCIS DERON

POINT / LA COLONISATION ISRAËLIENNE

Un enjeu
des négociations
de paix

Le nouveau premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, qui devait présenter son gouvernement à la Knesset lundi 13 juillet, affirme avoir – contrairement à son prédécesseur – une attitude souple au sujet des colonies de peuplement dans les territoires occupés depuis 1967. M. Rabin veut relancer les négociations de paix et sait que celles-ci ont été bloquées jusqu'à présent par le refus de M. Itzhak Shamir de reconsidérer la question-clé de cette colonisation.

Mais la distinction que M. Rabin établit entre les colonies « politiques » – qu'il voudrait arrêter – et les colonies

« stratégiques » – indispensables, à ses yeux, pour la sécurité de l'Etat juif – reste floue. Il exclut, en tout cas, du débat le plateau syrien du Golan, où « les implantations juives seront renforcées », le « Grand Jérusalem et ses environs », dont « le développement sera poursuivi », enfin, « les lignes de front, à savoir la vallée du Jourdain, le flanc est de la Judée (sud de la Cisjordanie) et les collines de la Samarie (nord) ». Mais les Etats-Unis, maîtres du processus de paix, font pression pour un « gel », pendant au moins une année, de la colonisation. L'administration américaine aurait toutefois accepté

que soient achevés « huit à neuf mille logements », dont la construction est déjà à un stade avancé.

Les Palestiniens, quant à eux, exigent l'arrêt pur et simple de ces implantations, mais ils n'en ont pas fait, à ce jour, une condition sine qua non de leur participation au processus de paix. Les conversations israélo-arabes, suspendues depuis mai en attendant que se clarifie la situation politique en Israël, devraient reprendre au début du mois d'août à Rome. A coup sûr, on demandera alors à M. Rabin de préciser sa position, s'il ne l'a fait auparavant.

« M. Rabin s'occupera de la grande politique...
et nous continuerons de construire »ELON-MOREH
(Cisjordanie)

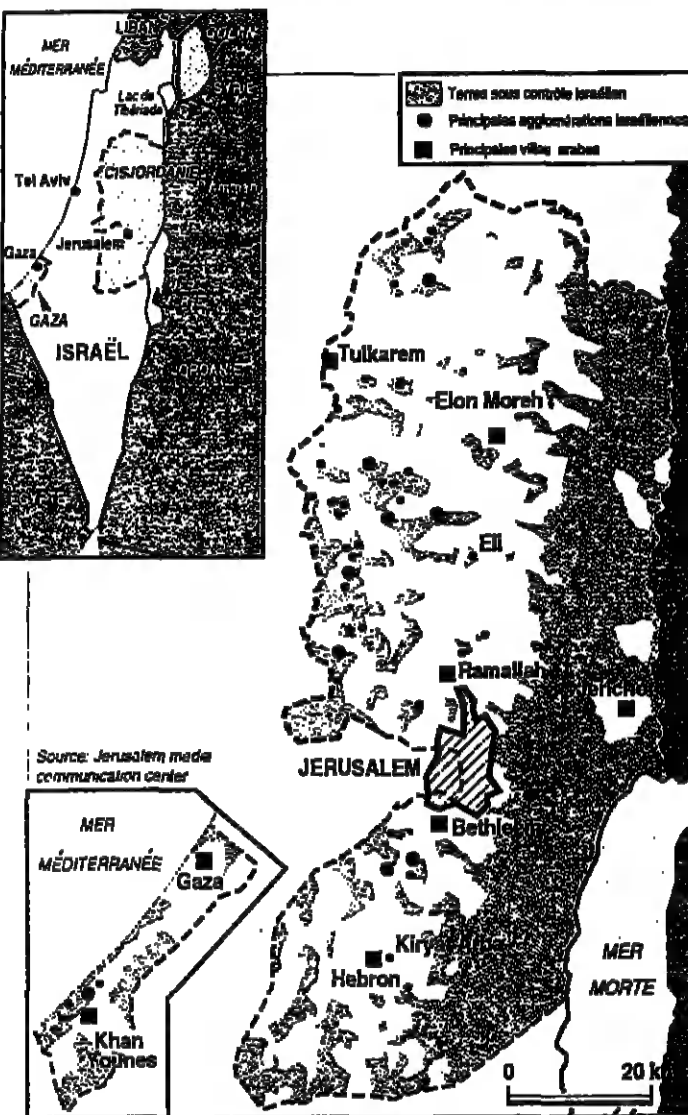
de notre envoyé spécial

« Dites-moi, vous accepteriez-vous, qu'un policier allemand contrôle vos papiers en plein Paris ? » Avec une telle formule, ce colon israélien de Samarie – appellation « biblique » de la partie nord de la Cisjordanie occupée – a déjà situé la tranchée à partir de laquelle lui et les siens entendent résister aux projets prêts au nouveau gouvernement d'Israël.

Kippa bleue vissée sur le crâne, M. Benny Katsover est une célébrité locale, qui incarne tout l'aplomb et tout l'acharnement dont certains des cent vingt mille colons de la Cisjordanie et du territoire de Gaza s'approprient à faire preuve. Que le tombeau d'Itzhak Shamir gèle les financements publics naguère réservés à la colonisation, « c'est une erreur ». Mais « Rabin a été élu, il a le droit d'appliquer sa politique ». En revanche, « l'autonomie promise aux Palestiniens est totalement inacceptable. Elle mènera tout droit à un Etat palestinien. Nous la combattrons ».

« Paris = Elon-Moreh ; Allemand = Palestinien ». On aura compris que pour ce quinquagénaire dévot, formé dans les centres d'embourgeoisement du Coudat Emonim, ce Bloc de la foi parfois violent qui lança jadis la colonisation de la « terre sacrée d'Eretz Israël », les racourcis les plus renversants peuvent être parfaitement casher, pourvu que la cause en vaille la chandelle. Jadis, M. Katsover fut l'un des premiers colons du nord de la Cisjordanie, la région la plus peuplée d'Arabes. C'est lui qui fut à l'origine de la création d'Elon-Moreh, il y a quinze ans.

Six fois l'armée les délogea de Kadoumim, l'endroit initialement choisi. Six fois ils revinrent. Finalement, exodé et assiégé par une partie de l'opinion publique, que l'acharnement des jeunes pionniers avait su ému, le gouvernement de l'époque finit par leur donner son feu vert. Aujourd'hui, Elon-Moreh, pimpante petite cité de pavillons à tuiles rouges, édifiée sur une colline, compte quinze cents résidents. A un jet de pierre de Kadoumim et d'une grande ville arabe, Naplouse (80 000 habitants), qui est un peu le cœur de l'infidèle palestinienne. Le premier ministre



de l'époque, de 1974 à 1977, s'appelaient Itzhak Rabin...

Membre dirigeant d'un parti d'extrême droite, le Tehiya, qui vient de perdre les trois sièges dont il disposait dans la dernière Knesset, M. Katsover a appris à tempérer son discours public et à manier l'euphémisme. Tout juste s'il se reconnaît « élu » par la victoire travailliste. Les promesses du gouvernement en ce qui concerne le « gel » des subventions publiques au développement des « colonies politiques » ne l'inquiètent pas outre

mesure. « Il n'y a pas de colonies politiques », estime-t-il, ajoutant : « Là où nous sommes, nous participons tous de la sécurité d'Israël ».

Au cas où le nouveau pouvoir ne voudrait pas comprendre cette donnée et s'entêterait à différencier les implantations dites politiques de celles qui seraient stratégiques, il menace : « Nous sommes maintenant suffisamment nombreux pour nous faire entendre ». Et puis d'ailleurs, soutient en souriant notre interlocuteur, « Je connais bien M. Rabin. Je l'ai reçu ici chez moi

à deux reprises quand il était ministre de la défense (1984-1990). Je suis bien certain qu'il ne nous laissera pas sécher sur place ».

Avis partagé à Eli, une petite bourgade de trois cents familles implantée, comme toujours, au sommet d'une colline, à l'est d'une localité arabe nommée As-Sawaya. Là, élevant la voix pour couvrir le vacarme des bulldozers qui préparent la terre aride pour faire place à un millier de maisons supplémentaires, le jeune maire-secrétaire, M. Dov Odesser, nous annonce tout de go qu'il a « tout fait confiance en Rabin ». Et M. Odesser d'ajouter, d'un air entendu : « Lui, il s'occupera de la grande politique. Il fera des petits plaisirs aux Américains. Et nous, pendant ce temps, on continuera de construire ».

En fait, s'il est exact que le nouveau pouvoir n'a ni l'intention de démanteler des colonies existantes, fussent-elles « politiques », ni le désir, comme l'a dit M. Rabin, de légitimer « pour empêcher des juifs de s'installer dans les territoires », on peut penser que tout sera fait pour les décourager. « Vous verrez, nous glissait au téléphone un proche du leader travailliste, quand on aura l'air la source des subventions qui facilitent leur vie quotidienne, quand on aura arrêté le développement des infrastructures et accordé l'autonomie aux Palestiniens, beaucoup de colons repasseront d'eux-mêmes la ligne verte ».

La « ligne verte »
presque effacée

Sur le terrain, l'ancienne « ligne verte » qui séparait, avant la guerre de 1967, l'Etat juif de la Cisjordanie, est presque entièrement effacée. Les gouvernements dominés par la droite, au cours des quinze dernières années, se sont employés à disséminer, tout au long de la vieille ligne d'armistice de 1949, un chapelet de colonies qui sont aujourd'hui parmi les plus peuplées des territoires. Mais c'est précisément la sociologie des habitants de ces grandes cités-dortoirs, perçues la plupart du temps comme une sorte de grande banlieue pour l'agglomération de Tel-Aviv, qui justifie le relatif optimisme enregistré ici et là. D'après les études disponibles, la motivation première, pour les deux tiers de ces « colons-banlieusards », serait liée à des considérations d'ordre matériel et non pas idéologique.

Pour autant, ce n'est évidemment pas dans les territoires qu'il faut chercher les « colombes » d'Israël : près des trois quarts de cet électoral a voté le 23 juin pour les partis de la droite et de l'extrême droite annexionniste. Selon des rumeurs – enregistrées avec soin par le Shin Bet, le service de renseignement intérieur – certains illuminés stockent des armes et se préparent à lancer une espèce d'« Intifada juive », comme dit le journaliste Zeev Schiff, spécialiste respect des affaires militaires.

D'après lui, il ne serait pas question, pour l'instant, de ramener le réseau clandestin des « terroristes à kippa » qui s'en étaient pris, en 1980, à certains notables palestiniens, blessant grièvement plusieurs maires de Cisjordanie et tuant au passage trois jeunes étudiants arabes. Non, cette fois, les colons étant beaucoup plus nombreux, il s'agit de constituer des espèces de milices populaires qui seraient chargées non seulement de protéger les implantations au cas où l'armée se retirerait de certaines zones, mais aussi de se livrer à des

actions de masse contre les populations arabes les plus remuantes ou les plus menaçantes.

Dans le même temps, les nombreux relais dont disposent les colons dans les structures politico-administratives de l'Etat juif permettraient de faire pression sur le pouvoir travailliste. Scénario catastrophe ? Peut-être. Mais quand M. Katsover déclare au Monde qu'en « aucun cas » il ne se laissera contrôler par un policier palestinien, « même à Naplouse », et que « jamais » lui et les siens n'autorisent des municipalités arabes à s'étendre autour des colonies, il faut tout envisager. Les autorités le font.

Des signes
encourageants

En cherchant bien, il y a cependant, dans la situation transitoire d'aujourd'hui, un certain nombre de signes encourageants. Quand un parti annexionniste, comme le Tehiya, n'obtient que 7,4 % des voix chez les colons, quand la liste d'un manichéisme de la gauche comme le rabbin Moshe Levinger ne réunit que quatorze cents voix dans la même circonscription, on peut penser que tout n'est pas perdu.

Territoires « administrés » ou « occupés » ?

La Cisjordanie et la bande de Gaza sont-elles des territoires « occupés » – au même titre que le Golan syrien ou le Sinaï égyptien (jusqu'à sa restitution à l'Egypte en 1979) – ou des territoires « administrés », comme l'affirme Israël ? Question fondamentale car elle implique les notions de « peuple » et de « souveraineté », à propos desquelles s'opposent radicalement Israéliens et Arabes.

Pour les Nations unies, la Cisjordanie et Gaza sont des « territoires occupés ». La résolution 242, adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en novembre 1967, quelques mois après la prise de contrôle de ces deux territoires, ainsi que du Golan et du Sinaï, par l'Etat juif, demandait clairement le « retrait des forces armées israéliennes des (ou de (1)) territoires occupés lors du récent conflit ». Depuis, toute référence à ces territoires dans les résolutions de l'ONU les qualifie d'« occupés ».

Pour le Comité international de la Croix-Rouge, la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est et le Golan sont également « occupés », et s'y applique la quatrième convention de Genève relative à la protection des populations civiles en temps de guerre.

Pour Israël, ce sont des territoires « administrés », car ils n'ont relevé d'aucune souveraineté depuis l'Empire ottoman. La Transjordanie, affirment les Israéliens, a décidé de manière arbitraire le rattachement de la Cisjordanie en 1950, et l'Egypte n'a exercé sur la bande de Gaza qu'un pouvoir « administratif » depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

En face, les Arabes, les Palestiniens en particulier, font valoir que le mandat confié à la Grande-Bretagne sur la Palestine était provisoire, « en attendant l'indépendance ». « L'annexion, avec dispositions constitutionnelles », de la Cisjordanie par la Transjordanie en 1950, ajoutent-

ils, équivaut à l'établissement d'une administration jordanienne, « sans abandon de souveraineté » (de la part des Palestiniens), et le rattachement s'est fait clairement « sans préjudice du règlement définitif de la juste cause de la Palestine ». Le même raisonnement s'applique pour Gaza.

Le cas de Jérusalem est encore plus délicat. Pour les Israéliens, toute la ville sainte est leur capitale « éternelle », et ils ont nettement agrandi les limites de la partie orientale après l'avoir conquise en 1967. Les Palestiniens, eux, revendiquent Jérusalem est pour capitale de l'Etat qu'ils réclament. La résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies du 29 novembre 1947, instituant le partage de la Palestine en deux Etats, juif et arabe, disposait que Jérusalem serait placée en « corpus separatum, sous un régime international spécial et administré par les Nations unies » pour une période de dix ans, à l'issue de laquelle un référendum serait organisé pour décider du « régime de la ville ».

Après l'annexion de la partie orientale par Israël en 1967, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 252, considérait que « toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël qui tendent à modifier le statut juridique de Jérusalem sont non valables ». En 1971, légère modification : la résolution 298 du Conseil de sécurité invita Israël à ne prendre dans « la partie occupée de Jérusalem aucune mesure pouvant viser à modifier le statut de la ville ».

M. N.

(1) Les textes officiels en français et en anglais diffèrent sur ce point. Au « des », les Israéliens préfèrent le « de », qui n'impliquerait qu'un retrait partiel.

260 000 colons et 2 millions de Palestiniens

Près de deux cent soixante mille Israéliens, répartis dans plus de deux cents colonies, agglomérations urbaines ou villages agricoles, vivent aujourd'hui dans les territoires conquis en 1967. Ces territoires, partie orientale de Jérusalem comprise, comptent près de deux millions de Palestiniens.

Plateau du Golan. – 750 km², annexé en 1980. Environ quinze mille citoyens syriens, pour la plupart de confession druze, vivent sur le plateau. Trente-trois localités pour quinze mille habitants juifs y ont été implantées.

Bande de Gaza. – 350 km², dont près de la moitié ont été confisqués pour divers projets israéliens, militaires et civils. Le reste du territoire compte un peu moins de huit cent mille résidents palestiniens, dont un demi-million de réfugiés ; dix-neuf colonies

pour environ quatre mille habitants juifs.

Cisjordanie. – 3 500 km², dont 52 % ont été confisqués pour raisons diverses par l'Etat juif. Le reste compte environ un million de résidents palestiniens ; cent quarante-sept colonies juives civiles pour environ cent douze mille habitants. En outre, une quinzaine d'implantations militaires de type nehal (unités de pionniers-combattants effectuant leur service national) et pouvant avoir vocation à devenir colonies civiles sont installées en Cisjordanie. Vingt-cinq colonies existant dans ce territoire ont reçu le statut d'agglomération urbaine. A elles seules, ces colonies, pour beaucoup implantées le long de l'ancienne « ligne verte », comptent près de la moitié des « colons » de Cisjordanie. Leur schéma-directeur, approuvé par le gouvernement sortant, prévoit

que chacune pourra atteindre cinquante mille à cent mille résidents, dans un avenir non défini. Les terrains nécessaires à la concrétisation de ces projets ont d'ores et déjà été déclarés « terres d'Etat » et confisqués.

Jérusalem-Est. – 28 km² après élargissement des limites municipales ; annexée le 30 juin 1980. Près de cent cinquante mille habitants palestiniens ; trois grands points de peuplement juif où vivent environ cent quarante-cinq mille citoyens israéliens. Compte tenu des chantiers en cours et des projets de la municipalité, les spécialistes estiment que, dès l'été prochain, le nombre d'Israéliens sera pour la première fois supérieur à celui des Palestiniens dans la Jérusalem orientale (dans la partie occidentale, il n'y a pratiquement pas de citoyens arabes).

P. C.

M. von Weizs

D

La Cour des comp

Une mission de contr

سكنا في الجليل

150

ELIENNE

politique...
ruire »

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

M. von Weizsäcker ou le ministère de la parole

Le président allemand n'a pas de grands pouvoirs. Mais, quand il parle, il peut déclencher des polémiques

Dans un livre d'entretiens avec deux journalistes de *Die Zeit*, M. Richard von Weizsäcker, le président allemand, est sorti de la réserve que semble lui imposer la Constitution. Ses critiques du régime des partis et des erreurs du gouvernement lors de la réunification ont scandalisé la classe politique. Gunter Hofmann et Werner A. Perger expliquent la position de leur illustre interlocuteur.

Et, naturellement, il doit le faire avec un certain courage. C'est seulement ainsi qu'il peut en Allemagne réussir à être un président politique.

M. Richard von Weizsäcker était le président de l'ancienne République fédérale, il est le premier président de l'Allemagne réunifiée. La signification politique de ce poste a toujours donné lieu, depuis quarante-trois ans que la Loi fondamentale est en vigueur, à des controverses de droit constitutionnel. Certains des six présidents de l'ancienne République occidentale ont bien essayé de dire leur mot sur les affaires publiques et ont eu ainsi une influence politique. D'autres ne se sont même pas lancés dans cette tentative ou bien on ne les a pas écoutés.



Les applaudissements des sociaux-démocrates

Quoi qu'on pense, de ce point de vue, de M. Richard von Weizsäcker et de ses cinq prédécesseurs à la tête de l'ancienne RFA, on ne peut guère contester qu'il est le président le plus politique de l'après-guerre. Ce fait ne s'explique pas seulement par les événements actuels ou par l'absence de leadership politique aujourd'hui en Allemagne. Qu'il ait su agir par le verbe, il l'a montré en tant que président dès la première année de son mandat. Son discours, le 8 mai 1985, pour le quarantième anniversaire de la capitulation allemande, a été généralement compris comme un signal courageux contre les premières manifestations d'un nouveau révisionnisme historique et a été salué comme tel dans le monde entier. Depuis, M. Richard von Weizsäcker est sans cesse intervenu dans la discussion politique, avec une netteté plus ou moins prononcée et un écho variable, par des contributions remarquées, non sans déplaire parfois au milieu conservateur allemand, souvent sous les applaudissements de

l'opposition social-démocrate. Aussi M. Richard von Weizsäcker, qui appartient à la démocratie chrétienne, n'a-t-il été proposé pour un deuxième mandat en 1989, de manière quelque peu ostentatoire, par les sociaux-démocrates. Le livre, pour lequel le président a eu plusieurs entretiens de

l'Allemagne en novembre 1989, de cette troisième tentative de recommencer, après le premier élan de 1945 et la tentative de rupture de 1968 en Allemagne de l'Ouest. Le soulèvement de juin 1953 aurait pu être un vrai départ pour la société de l'ancienne RDA, une révolte qui eut lieu plus tôt que dans les autres pays de l'empire soviétique. Mais ce départ a été alors refusé aux Allemands de l'Est par la violence des armées. Ainsi le nouveau départ a vraiment eu lieu lors de l'automne démocratique de 1989 et la question est de savoir s'il en est résulté un véritable renouveau pour tous les Allemands.

Ce n'est pas seulement l'état des partis politiques bonnois qui est en cause. Ce sont aussi la mémoire démocratique du mouvement civique à l'Est, la persévérance reconnue de quelques opposants, l'expérience de la table ronde, l'utopie de nouveaux espaces politiques de liberté, d'une société civile dont le symbole est le président-écrivain, entre-temps déchu, Václav Havel. Pour M. Havel, M. Richard von Weizsäcker a des mots très touchants, pleins de respect, presque admiratifs.

Ainsi le livre contient-il plus d'un message du président sur la situation d'une nation allemande unifiée juridiquement mais encore divisée socialement. Mais le livre politique sur lequel bute ce livre sur le renouveau allemand ne permet pas un examen sérieux. C'est le discours sur la crise de la «participatoire» qui a été remarqué par l'opinion. Doit-on le regretter? On est en droit de penser que c'est précisément ce message que le président avait à offrir. L'importance des réactions, depuis l'approbation enthousiaste jusqu'à la colère ouverte, peut cependant l'avoir surpris. M. Richard von Weizsäcker a occupé pendant des jours les gros titres des journaux, les commentateurs et les débats télévisés. Un institut de sondages a demandé en juin aux Allemands, dans ses nuances, ce qu'ils pen-

saient de la critique du président à l'égard des partis politiques : 87 % à l'Ouest, 88 % à l'Est étaient d'accord avec lui. Sur aucune question politique il n'y a une telle similitude d'opinions entre les Allemands de l'Est et de l'Ouest.

«Populisme d'en haut»

Dans la classe politique, les avis étaient totalement différents. Les hommes politiques ont réagi d'abord comme s'ils étaient blessés. Les nobles reprochèrent au président, arrivé lui-même au sommet de l'Etat grâce à son parti, de dévoyer sa haute charge. Il «crachait dans la soupe». M. Richard von Weizsäcker n'est pas une exception. En Italie aussi, le président Cossiga, également chrétien-démocrate, s'est retiré en s'attirant le mécontentement de la classe politique. Le nouveau président autrichien, membre du Parti populaire, Thomas Klestil, a habilement utilisé le désenchantement par rapport à la politique et aux partis, oubliant qu'il n'aurait jamais gagné les élections sans l'aide du sien.

Les critiques de ces chefs d'Etat correspondent à un sentiment qui n'est pas limité à leur propre pays. Partout dans les démocraties croissent le mécontentement et l'impatience des citoyens face au désarroi évident des couches dirigeantes traditionnelles incapables de maîtriser les problèmes actuels. Partout en Europe les grands partis sont en crise, se plaignent par exemple le chancelier Kohl, qui a cependant mis en garde ses amis contre la tentation de prêter trop d'attention à cette désaffection pour la politique. En privé, il a réagi avec indignation aux méseures du président fédéral. Il a fait dire qu'il se refusait à toute prise de position publique, ce qui en soit sonnait comme un avertissement.

Mais la désaffection par rapport à la politique et aux partis ne s'exprime

pas seulement dans ce «populisme d'en haut», comme fut qualifiée avec quelque mépris l'intervention de M. Richard von Weizsäcker dans certaines critiques. Ceux qui l'utilisent d'abord sont justement des gens avec qui les Weizsäcker, Cossiga et Klestil ne veulent rien avoir à faire, «les populistes d'en bas», surtout sur la droite de l'éventail politique, que ce soient les ligues en Italie du Nord, la clique de *Yuppies* de Haider en Autriche, les *Republikaner* de Schönhuber en Allemagne ou le Front national en France. Le ministre du travail de Bonn, Norbert Blüm, qui appartient à la CDU de M. Helmut Kohl mais qui vient du catholicisme social, a cependant reproché à M. von Weizsäcker, dans un article publié par *Der Spiegel*, d'avoir apporté de l'eau au moulin des extrémistes de droite. L'approbation, le président l'a trouvée presque uniquement du côté du SPD, bien que là aussi le scepticisme l'ait emporté. Une responsable social-démocrate a toutefois proposé un débat au Bundestag sur ce thème.

Ce serait en vérité le lieu idéal pour une discussion aussi importante. La proposition a été soutenue de divers côtés. Il est donc possible que le Parlement allemand ouvre un débat sur la crise du «régime des partis». Dans la tribune des visiteurs, il y aura peut-être, comme invité et spectateur, M. Richard von Weizsäcker, président et auteur.

GUNTER HOFMANN
et WERNER A. PERGER
► Richard von Weizsäcker im Gespräch mit Gunter Hofmann und Werner A. Perger (Richard von Weizsäcker, Entretien avec Gunter Hofmann et Werner A. Perger). Eichborn-Verlag, 1992. 184 pages.

La Cour des comptes rehaussée

Le traité de Maastricht met la Cour de Luxembourg sur le même pied que les autres institutions européennes

LUXEMBOURG de notre envoyé spécial

La Cour des comptes européenne aura attendu trente-cinq ans pour que la destination des deniers communautaires soit contrôlée par une Cour des comptes élevée au rang d'institution de la CEE à part entière. Dans le traité de Rome, il n'était question que de commission chargée de vérifier les dépenses. Le traité de Bruxelles de juillet 1975 la sortait de l'anonymat sans toutefois lui conférer un rôle de rouage essentiel de la Communauté. L'acte unique n'est pas allé au bout de la voie ouverte dix ans plus tôt.

Maastricht a réparé cet «oubli» en ajoutant dans son article 4 la Cour de Luxembourg à la liste des institutions chargées de réaliser les «tâches confiées à la Communauté», c'est-à-dire le Parlement européen, le conseil des ministres des Douze, la Commission de Bruxelles et la Cour de justice. Cette innovation va sans conteste dans le sens d'une démocratisation de la construction européenne car elle est destinée, comme le dit Daniel Strasser, membre français de la Cour, à «mieux assurer un traitement égal de chaque Etat membre et une protec-

tion accrue du contribuable européen».

Pourtant, les travaux préparatoires à la conférence de Maastricht ne laissent guère augurer d'un tel changement dans le jeu institutionnel européen. L'avenir de la Cour des comptes ne figurait pas dans les projets de l'exécutif communautaire. L'Assemblée de Strasbourg était divisée sur l'opportunité de donner à Luxembourg de nouvelles prérogatives. La commission parlementaire du contrôle budgétaire y était favorable, tandis que celle chargée des affaires institutionnelles y était opposée. Finalement, le Parlement s'est gardé de prendre position.

D'avantage de solennité

La plupart des Etats membres, occupés à un compromis sur les points délicats de la négociation, s'en sont désintéressés. En réalité, la paternité de l'opération revient essentiellement à Rudy Lubbers, premier ministre néerlandais, qui, comme président du conseil européen, a fait passer la réforme sans qu'il y ait de véritable discussion.

A Luxembourg, même si l'on tiem à marquer sa satisfaction, on se veut très prudent sur les perspectives de

développement du rôle de la Cour. Il n'empêche que le nouveau statut la met sur un pied d'égalité, sur le plan juridique, avec les autres institutions. La nécessité d'appliquer strictement le «principe de bonne gestion financière» lui ouvre des perspectives non négligeables. Elle pourra ainsi contrôler les dépenses à la fois administratives et «opérationnelles» que la Communauté serait conduite à engager au titre de sa politique étrangère et de sécurité. En d'autres termes, le coût d'une intervention armée de la Communauté serait soumis à l'examen de Luxembourg. Aujourd'hui, la Cour contrôle toutes les opérations financières des Douze, qui représentent quelque 80 milliards d'euros (560 milliards de francs). Les vérifications opérées font l'objet d'un rapport annuel qui est le document de référence du Parlement européen lorsqu'il est appelé à accorder la «décharge» de l'exercice écoulé à la Commission, qui a seule la responsabilité de l'exécution du budget européen.

Le traité de Maastricht donne plus de solennité au travail des contrôleurs de Luxembourg en leur demandant de fournir désormais au conseil des ministres et à l'Assemblée «une déclaration sur la fiabilité des comptes et la régularité et la légalité des opérations afférentes». C'est dire le parti que pourra tirer la Cour lorsqu'elle rédigera ces «certificats de conformité». Déjà, Strasbourg estime utile qu'elle puisse participer aux débats parlementaires sur la «décharge». Les «rapports spéciaux» qu'elle produit depuis des années, notamment sur les fraudes dans le secteur de la politique agricole commune ou l'utilisation des fonds régionaux, n'auront que plus de poids car ils devront, eux aussi, faire l'objet d'une «décharge».

La Cour des comptes de la CEE aura-t-elle la capacité «politique» de remplir ses nouvelles missions et d'accentuer encore, comme le pense Daniel Strasser, sa vocation à être la conscience financière de l'Europe?

MARCEL SCOTTO

Une mission de contrôle

La Cour des comptes de la CEE a été créée par le traité de Bruxelles, signé le 22 juillet 1975 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 1977. Elle est composée d'un représentant par Etat membre et son «lieu de travail provisoire» est fixé à Luxembourg. Elle est compétente pour vérifier la totalité des recettes et des dépenses des Douze, soit le budget interne à la Communauté, les activités de prêts et d'emprunts de l'Europe et les aides extérieures (tiers-monde, nouvelles Républiques de l'ex-bloc soviétique, etc.).

Sa mission l'autorise à contrôler les institutions européennes mais également les administrations nationales, régionales et locales qui participent à la gestion des fonds communautaires, d'une part, et les bénéficiaires des aides de Bruxelles dans les Douze comme dans les pays tiers, d'autre part. Pour ce faire, la Cour compte quatre cents agents dont la moitié est affectée à des tâches d'audit, le reste se consacrant aux travaux de traduction et d'administration. Son budget de fonctionnement est relativement peu élevé : 36 millions d'euros (252 millions de francs), représentant 0,1 % du budget général de la CEE.

Respecter la République de Macédoine

par Antonina Jelyazkova

La Macédoine est un nom fort ancien donné à une région politique et géographique de la péninsule balkanique, une contrée comme tant d'autres en Europe que l'histoire a attribuée au cours des ans tantôt à un seul Etat, tantôt à plusieurs à la fois. Le «problème macédonien» a été créé par le Congrès de Berlin en 1878, quand la Macédoine, abandonnée à la tutelle de l'Empire ottoman, devint une source de tension entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie qui, dès cette époque, firent valoir leurs revendications. L'hétérogénéité ethnique de ce pays ouvrit la voie à toutes sortes de prétentions. Les textes historiques indiquent de manière indiscutable les origines slaves de cette population qui tend à s'identifier à l'ethnie bulgare. Ce fait n'est pas mentionné pour alimenter les polémiques, mais pour préciser un point d'histoire.

Quand un auteur grec se réfère à l'Histoire (1), il a tort de ne pas évoquer la première phase, pré-Komintern, de la «doctrine macédonienne» : pour justifier leurs revendications, les tenants du panserbisme de la fin du dix-neuvième siècle brandissaient l'étendard du nationalisme. En 1899 fut créé un département spécialisé, le département de formation politique, auprès du ministère des affaires étrangères de la Serbie, chargé de la propagande serbe en Macédoine. Des efforts furent entrepris pour constituer des communes serbes dans le sud dessiné de promouvoir l'identité serbe à la place de l'identité ethnique locale. L'idée de «macédonisme» fut lancée et donna lieu à des manifestations violentes.

Qu'est-ce que la «macédonisme»? C'est une doctrine visant à convaincre les habitants de la région de Macédoine de leur statut national autonome, le statut de peuple macédonien, offrant cependant quelque parenté et quelques liens historiques avec les Serbes. La doctrine macédonienne évolua très vite jusqu'en 1913 (la Macédoine, en majorité, fait alors partie de la Serbie) puis à partir de 1918 (elle devient alors un élément

constitutif du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes). Les autorités serbes de l'époque refusent toute référence au «macédonisme» pour imposer une «serbisation» brutale. Cette assimilation forcée a des effets contraires au but recherché : la population insiste sur son identité «macédonienne». Ce n'est qu'en 1934 que les responsables du Komintern, fidèles aux théories de Staline sur les nationalités, adoptent une résolution fédérale. Il a fait dire qu'il se refusait à toute prise de position publique, ce qui en soit sonnait comme un avertissement.

Une doctrine artificielle

Depuis plus de cent ans, une doctrine ethnico-politique, créée dans des circonstances bien déterminées, en fonction d'intérêts politiques, a été développée. La République de Macédoine a connu des évolutions complexes, mais mettant en évidence la formation d'une nouvelle ethnie. C'est sans doute regrettable pour les Bulgares, les Grecs et les Serbes, mais c'est ainsi. Une grande partie de la population de Macédoine se considère comme «macédonienne» et s'exprime dans une langue dite «macédonienne». Le droit à l'autodétermination s'applique aussi aux Macédoniens, même si de nombreux historiens contestent l'existence d'une ethnie macédonienne indépendante et de formation récente, même si des linguistes affirment, arguments à l'appui, que le macédonien ne serait qu'une variante d'un patois bulgare.

Le refus formel de reconnaître l'indépendance de la République de Macédoine ainsi que l'intention proclamée de ne pas accepter un nom contenant une quelconque allusion à la Macédoine apparaissent comme une manifestation anachronique, contraire au droit fondamental des peuples à l'autodétermination. La nouvelle politique étrangère bulgare est fondée sur le respect

de la paix et des relations de bon voisinage avec tous les Etats balkaniques. Elle plaide pour une coopération excluant les revendications territoriales. Les Bulgares considèrent que les craintes des Grecs à propos de la République de Macédoine sont injustifiées. Le problème est à résoudre par le dialogue, le diplomate, le respect de l'indivisibilité des frontières, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des voisins, la dénonciation de toute propagande hostile.

La méfiance et la mise en avant de revendications excessives ne peuvent qu'aggraver la crise yougoslave et provoquer de nouvelles tragédies. Il suffit de rappeler que, y a des siècles, la région du Kosovo portait un nom particulièrement apprécié des Serbes : l'Anniee Serbie. Vers la fin du dix-septième siècle, à l'issue d'une longue guerre de la Sainte Alliance contre l'Empire ottoman, des milliers et des milliers de Serbes ont été contraints de fuir leurs foyers. Le patriarche Arsène III Tcherno-vid guidait leurs pas. De cette époque date aussi un exode massif des Albanais. Faudrait-il suivre l'exemple de la Bosnie et faire couler le sang au Kosovo sous prétexte d'héritage historique ou de contradictions religieuses et ethniques?

La carte ethnique des Balkans est extrêmement complexe ; des problèmes nationaux et territoriaux se sont accumulés au cours des siècles sans espoir de solution. Les sacrifices ne suivent aucune logique. Aussi les peuples des Balkans n'ont-ils qu'une chance : renoncer au passé pour mieux gérer l'avenir, un avenir pacifique et prospère à édifier avec les autres peuples européens.

(1) Nikos Dimadis dans *Le Monde* du 19 mai.

► Antonina Jelyazkova est professeur d'histoire, spécialiste des études ottomanes. Elle est conseillère du président de la République bulgare pour les problèmes ethniques et religieux.

ESPACE EUROPEEN

REVUE
DE PRESSEG7 : le « Waterloo »
de Munich

« Rarément réunion du G7 a été aussi infructueuse que celle de Munich », écrit le Volkskrant d'Amsterdam. « Le sommet n'est pas parvenu à dépasser le catalogue de bonnes intentions », poursuit Publico de Lisbonne. « Brasser autant d'air pour si peu », constate le Guardian de Londres. Dans l'ensemble, les commentateurs de la presse européenne au lendemain du sommet des sept pays les plus industrialisés du monde, qui s'est tenu la semaine dernière dans la capitale bavaroise, sont plutôt moroses.

Le quotidien néerlandais de Volkskrant discerne trois motifs de « déception ». Tout d'abord, « il n'a quasiment pas été question de coordination financière et économique : chaque pays suit sa propre politique, centrée sur ses propres problèmes ». Ensuite, les Sept « ne sont pas parvenus, une fois de plus, à sortir les négociations du GATT de l'impasse, bien qu'ils aient affirmé d'une seule voix que la levée des barrières commerciales stimulerait la croissance économique et profiterait au monde ». Enfin, affirme le journal néerlandais, « l'aide accordée à la Russie est légitime, mais soumise à toutes sortes de conditions. Mais la politique réformatrice de Boris Eltsine ne peut réussir que si l'Ouest le soutient fortement. Le président russe est encore l'ultime rempart contre le glissement de la Russie dans le chaos économique et politique : le G7 ne paraît pas avoir apporté une attention suffisante à cet aspect ».

« Si l'on n'avait pas eu Eltsine, rattaché à l'un des principaux quotidiens portugais, Diario de Notícias, Munich pourrait être considéré comme la plus insipide des réunions des Sept. » Malgré le « paquet très présentable de 24 milliards de dollars » que le président russe a réussi à négocier, note le Soir de Bruxelles, « on est loin du grand marché ou du plan Marshall, à hauteur de 100 milliards de dollars, que sollicitait déjà l'an dernier Mikhaïl Gorbatchev. Le Japon, seule puissance dégageant un surplus à la mesure de l'enjeu, est resté braqué sur son problème territorial [les îles japonaises des Kouriles, occupées par l'URSS à la fin de la deuxième guerre] et n'a pas lâché un yen de plus ».

« Les pays du G7 sont-ils vraiment trop pauvres ? » se demande le Financial Times. Et de répondre aussitôt qu'ils « ont les ressources et les capacités de relever les défis, comme toute modeste, d'aujourd'hui. En revanche, les dirigeants, n'ont montré aucune aptitude à diriger. S'ils continuent à déchoquer, il ne serait alors pas surprenant que les peuples de certains des pays du G7 commencent à chercher d'autres dirigeants ». Or, estime le Daily Telegraph, c'est justement parce que « la cote de popularité de la plupart des représentants du G7 est au plus bas, qu'ils ont évité des engagements qu'ils auraient eu du mal à faire accepter par leur propre opinion publique ». Un constat qui pousse Neue Presse de Hanovre à dire que « le chancelier Kohl aura du mal à assumer que son » sommet aura été un échec. Quant au président américain, George Bush, préoccupé par sa réélection, le sommet « Waterloo » de Munich pourrait lui être fatal ».

Reprenant à son compte le proverbe « Qui trop embrasse mal étreint », El Pais, constate que « depuis la première réunion des pays industrialisés en 1975 à Rambouillet, l'ordre du jour des sommets s'est progressivement élargi. Et c'est précisément cette évolution, poursuit le quotidien madrilène, qui pourrait remettre en cause la raison d'être de telles rencontres ».

Y.-M. R.

« M... »

Francis Létard, la cause est entendue, les pourfendeurs du traité de Maastricht n'ont pas vu la « révolution culturelle » qu'il recèle et qui modifie profondément la nature de la construction européenne. Le génie de Maastricht, derrière un texte ardu, serait d'être parvenu à renvoyer des à dos « le jacobinisme bruxellois sans espoir et une Europe des nations sans perspectives ». Pour l'ancien ministre de la culture, qui s'exprime dans la Revue des affaires européennes (1), les États retrouvent avec Maastricht une primauté que la Commission de Bruxelles, adroitement conduite par Jacques Delors, s'était arrogée. Mais cette primauté, qui s'affirme à travers le rôle du conseil européen, reconnu comme instance de direction, d'impulsion et de coordination de l'Union, les États ne s'en saisissent pas pour « revenir sur le processus d'unification, ni pour le retarder », mais « pour le porter au-delà des limites qu'il ne pouvait dépasser jusqu'alors sur le terrain de la souveraineté ». Dans ce cas de figure, plus d'État voudrait dire plus d'Europe.

C'est pour Francis Létard la preuve que Maastricht tend vers l'exercice en commun de douze souverainetés nationales : « Il est en cela l'héritier du modèle impérial et multinational, justement caractérisé par la pluralité des souverainetés et la possibilité pour plusieurs nations d'exercer sans la perdre une partie de leur souveraineté par des organes étatiques communs » agissant par délégation. Et l'ancien ministre de conclure que « loin des rêves pan-européens comme des nostalgies nationalistes, c'est peut-être une Europe des communautés qui naîtra du retour des nations ».

Moins philosophique et plus juridique, la contribution, dans la même revue, du professeur Joël Rideau sur les aspects institutionnels du traité de Maastricht permet de faire une très utile revue de détail des arcanes institutionnelles européennes. Pour lui, il va sans dire que l'élargissement de l'Europe des Douze à seize avec l'entrée des quatre pays de l'ALE : Finlande, Suède, Autriche, Suède, a été « le plus grand événement institutionnel des trois dernières décennies ». Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, suivent également le même chemin impliquant une refonte profonde du système institutionnel communautaire.

Cette mutation inévitable condamne donc, à terme, l'Union européenne « à se renouveler selon des rythmes différents de celles qui ont prévalu jusqu'ici, et de provoquer une réflexion sur [son] avenir étalé ».

Une feuille
de vigne

La question de la « subsidiarité » (le Monde du 30 juin) ne devrait pas manquer de connaître de nouveaux développements, notamment avec l'élargissement de la Communauté évoquée par le professeur Rideau. Ce principe de philosophie politique, qui commande de ne jamais confier à une grande structure ce qui peut être mieux réalisé par une plus petite, n'a pas fini de soulever des débats comme ceux qui à susci-

Les guides pratiques
de l'Europe des Douze

■ **Voyages à l'intérieur de l'Europe**, de Jean de la Guérivière. Collection « Actualité », Le Monde Éditions. 200 p., 98 F. La meilleure façon de pénétrer ce monde obscur pour la plupart des Français. Un livre servi par une plume pleine d'humour.

■ **50 mots de l'Europe**, de Robert Toulmond. Desclée de Brouwer. 190 p., 68 F. Un petit dictionnaire pour se retrouver rapidement dans le dédale des concepts et des sigles européens.

■ **Mieux comprendre le traité de Maastricht**, de François Deschamps. Les Éditions d'Organisation. 40 p., 38 F. Des explications brèves, de nombreux schémas et tableaux : c'est ce que l'on fait de plus court et de plus clair sur Maastricht.

■ **Traité de Maastricht, mode d'emploi**. Introduction de Alain Barenboim et Jean-Claude Zerbini. Collection « 10-18 ». 630 p., 60 F. Un document de base avec les traités de Rome et de Maastricht assortis de brefs commentaires.

ti, il y a quelques jours au Parlement européen de Strasbourg, l'interaction sur ce thème du secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd (le Monde du 11 juillet).

Jean Raux, professeur à l'université Rennes-I, souligne, dans un numéro spécial de La Documentation française consacré à Maastricht (2), que si ce principe ne s'applique pas aux domaines qui relèvent exclusivement de la Communauté (la PAC par exemple) il trouve son plein champ d'application avec les nouvelles politiques créées ou renforcées par Maastricht : « Les notions d'encouragement », d'appui ou d'action « complémentaires » sont en effet un des leitmotivs des nouvelles politiques d'éducation, de formation professionnelle, de culture, de santé publique, de protec-

tion des consommateurs, de réseaux trans-européens ou d'industrie. Dans tous les cas, il y a compétences partagées entre la Communauté et les États membres. La Communauté n'a pas, dans ces domaines, vocation à se substituer aux États membres, mais à collaborer avec eux et à déléguer un partenariat, un peu à la manière de l'État français vis-à-vis des régions sa politique de contrats État-régions ».

Mis au fronton de Maastricht, ce vieux principe de la doctrine sociale de l'Église n'est pas aussi pur qu'il y paraît. Et le fait que la Grande-Bretagne en ait fait sa marotte ne laisse pas d'inquiéter les Européens fervents. Léo Tindemans, président du groupe PPE au Parlement européen, ne cache pas sa méfiance à l'égard d'un principe dont son professeur

de philosophie sociale lui a appris, jadis, à se méfier, en rappelant qu'il était « toujours invoqué par les réactionnaires pour justifier une passivité au niveau supérieur, même quand on ne fait rien au niveau inférieur ».

« Quand je vous mentionne, estime Léo Tindemans, que ce sont précisément ceux qui sont contre toute intégration européenne et contre une Europe fédérale qui l'invoquent à tout moment, je commence à me poser des questions. Invoquer la subsidiarité et l'appliquer à une construction qu'on ne connaît pas encore et qu'on n'a pas encore clairement définie (...) pourrait cacher une opération de destruction (3) ». M. Delors lui fait écho, en rappelant que la solidarité est consubstantielle au principe de subsidiarité : « Ce n'est pas seulement une limite à l'intervention d'une autorité supérieure vis-à-vis d'une personne ou d'une collectivité qui est en mesure d'agir elle-même, c'est aussi une obligation, pour cette autorité, d'agir vis-à-vis de cette personne ou de cette collectivité pour lui offrir les moyens de s'accomplir ». « J'ai souvent l'impression que la subsidiarité est une feuille de vigne qui cache l'absence de volonté d'appliquer des engagements déjà souscrits », ajoute encore le président de la Commission, sans dire si ses pensées sont tournées vers la Grande-Bretagne, qui a fait de la subsidiarité le cheval de bataille de sa présidence de la CEE...

PIERRE SERVENT

(1) Revue des affaires européennes, n° 2, 300 F. L. G. D. J. : 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris.

(2) « Spécial Maastricht ». Regard sur l'actualité, n° 180, 27 F. La Documentation française (29, quai Voltaire, 75007 Paris).

(3) L'Union européenne après Maastricht. Preuves universitaires de Bruxelles. Compte rendu de la Journée d'étude du 21 février 1992 de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles : 34, avenue F.-D. Roosevelt, 1050 Bruxelles (Belgique).

Que lire avant le référendum ?

Les guides pratiques
de l'Europe des Douze

■ **Rapport d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes** présentant, sous forme de tableau comparatif, les dispositions du traité sur l'Union européenne modifiant le traité de Rome. Présenté par M. Michel Pezet. Disponible au kiosque de l'Assemblée nationale.

■ **L'Union européenne, les traités de Rome et de Maastricht**. La Documentation française publie le rapport de la délégation parlementaire. 250 p., 65 F.

L'Europe
de Rome à Maastricht

■ **Le Grand Pari. L'avenir du traité de Rome**, de Christian Pineau et Christine Rimbaud. 360 p., 120 F. Tout ce qu'il faut savoir sur la construction européenne depuis son lancement.

Les hommes politiques
prennent la plume

■ **De l'Europe en général et de la France en particulier**, de Marie-France Garaud et Philippe Séguin. Le Pré aux clercs. 260 p., 110 F. Maastricht passé aux cribles d'une critique sans concession.

■ **Discours pour la France**, de Philippe Séguin. Grasset. 117 p.,

68 F. Il s'agit de la reprise de ce qui restera comme l'un des grands discours parlementaires de la V^e République à l'occasion du débat sur la réforme constitutionnelle liée à Maastricht.

■ **Plaidoyer pour l'Europe**, de Henri Emmanuelli. Flammarion. 153 p., 75 F. La réponse au député RPR Philippe Séguin, ou les mille et une raisons de dire « oui » à Maastricht et non au « nationalisme chauvin ».

■ **Le Nouveau Concert européen**, de Jacques Delors. Éditions Odile Jacob. 350 p., 130 F. Un recueil des interventions du président de la Commission européenne.

Ouvrages généraux

■ **L'Europe en danger**, de Laurent Cohen-Tanugi. Fayard. 250 p., 98 F. Une approche équilibrée et très accessible de la construction européenne et des obstacles qui s'accumulent sur son chemin.

■ **Qui gouverne en Europe ?**, de Dominique Pélassy. Fayard. 430 p., 180 F. Un ouvrage touffu sur les arcanes des pouvoirs en Europe.

Un entretien avec
le président autrichien

Suite de la première page

» En politique intérieure, le temps où deux grands partis trouvaient des majorités automatiques est aussi terminé. Comme dans le reste de l'Europe occidentale, des partis plus petits prennent une importance de plus en plus grande dans la discussion politique.

» Troisièmement, l'électeur autrichien est devenu plus conscient, plus mobile, moins lié à un parti, plus attiré par une personnalisation du pouvoir, par une personnalisation de la politique qu'il ne s'identifie.

» Vous avez fait une réponse très complète, mais vous n'avez pas dit un mot de votre prédécesseur...

» Dans les relations internationales, il ne s'agit pas de savoir qui a tort ou raison. Je ne veux pas entrer dans la discussion sur les causes de tout ça. En tant qu'ambassadeur à Washington, j'y ai été moi-même. Je pense que c'est un fait, que, à tort ou à raison, avec les pays qui pour nous sont les plus importants, aucun contact n'a eu lieu au niveau des chefs d'État. Ce temps est révolu. Maintenant je suis invité partout.

Une responsabilité
continentale

» Si vous allez aux États-Unis, parlez-vous de la « liste noire » sur laquelle se trouve Kurt Waldheim ?

» Le point a été mentionné à la fin de la dernière visite du chancelier Vranitzky à Washington et on ne peut pas définitivement l'oublier. On doit expliquer aux Américains et à bien des Européens que l'inscription sur la liste des personnes indésirables aux États-Unis n'est pas un jugement d'un tribunal à partir de faits prouvés.

» Considérez-vous que votre tâche principale, en politique extérieure, est d'amener l'Au-

triche dans la Communauté européenne ?

» Oui. Mais cela n'exclut pas l'autre priorité, à savoir que l'Autriche, membre de la Communauté, peut apporter une contribution précieuse à ce qu'on appelle à Bruxelles une responsabilité continentale, c'est-à-dire que nous devons essayer de proposer des solutions permettant de considérer nos voisins d'Europe centrale et orientale comme faisant partie de l'Europe.

» Après votre adhésion à la Communauté, serez-vous partisan d'un nouvel élargissement en direction de l'Est ?

» Je suis pour que des négociations commencent le plus vite possible avec l'Autriche, les autres pays neutres. Voilà l'objectif autrichien. Dans quelle mesure, à l'avenir, d'autres élargissements seront possibles, ce sera à la Communauté elle-même d'en juger. Il y en a qui pensent, et je le comprends, que la Communauté doit d'abord approfondir ses institutions.

» A propos de la neutralité, voyez-vous une difficulté dans la définition d'une politique de défense et de sécurité commune, telle qu'elle est évoquée dans le traité de Maastricht ?

» Dans la conscience des Autrichiens, la neutralité joue un rôle plus important que ce qu'elle est en réalité. Dans la loi, il est dit que nous n'adhérons à aucune alliance militaire et que nous ne permettons pas le stationnement de troupes étrangères sur notre sol. C'est beaucoup moins que ce que les Autrichiens s'imaginent généralement. Ils pensent que la neutralité est la base de notre bien-être, de la paix sociale, de notre réputation dans le monde. Nous devons avoir une discussion ouverte, honnête, à propos de la neutralité. Celle-ci n'est pas un but en soi, mais elle sert la sécurité du pays. S'il y a une organisation de sécurité collective en Europe, alors la sécurité de l'Autriche est aussi la sécurité de l'Europe. C'est ma réponse.

» La CSCE par exemple ?

» La CSCE est un instrument très précieux, par exemple pour ce qui concerne les droits de l'homme, les réfugiés. C'est une plateforme permettant aux États de l'ancienne Union soviétique de se présenter comme européens. Mais ce n'est pas un instrument pratique et efficace. Nous le voyons malheureusement aujourd'hui en Bosnie.

» Considérez-vous l'UEO comme une alliance militaire que la loi vous interdit d'intégrer ou comme une expression de cette solidarité que vous recherchez ?

» Il y a des discussions pour transformer l'UEO en composante militaire de la Communauté européenne. Je suis un pragmatique. Le traité de Maastricht prévoit comme perspective à long terme une politique de sécurité commune, qui sur le fond ne doit être fixée qu'à partir de 1996. Je pense que nous devons commencer au début de l'année prochaine nos négociations pour l'adhésion. Assurons-nous que lors de notre adhésion nous ne disions pas « oui » seulement à l'union économique mais aussi à l'union politique. Ce que cela signifie en matière de sécurité pour l'Autriche, nous aurons à le décider alors. Il s'agit de sécurité, et la neutralité était un moyen de notre sécurité. Et quand je dis que la sécurité de l'Autriche est notre sécurité, et que nous aurons à y apporter notre contribution, je crois que cette position est claire.

Le rôle de la France
en Yougoslavie

» Que peut faire l'Autriche pour aider à la stabilisation en Europe centrale ?

» Dans le passé, quand il y avait encore le rideau de fer, nous avons donné à nos voisins l'exemple de ce qu'un petit pays, détruit, occupé, peut obtenir par la liberté, l'économie de marché, le travail de ses habitants. Nous avons toujours cherché les contacts par-delà les frontières fermées. Nous avons été une vitrine. Peut-être pouvons-nous l'être encore. Dans notre voisinage, nous n'avons, pour la première fois dans notre histoire, que des démocraties (y compris la Slovaquie et la Croatie), avec lesquelles nous devons coopérer, et l'Autriche est, après l'Allemagne, le pays qui a le plus de joint-ventures en Europe de l'Est. La menace la plus immédiate, ce sont les mouvements de population.

» L'Autriche vient de rétablir l'obligation de visa pour les ressortissants yougoslaves.

» Je suis déchiré par un conflit intérieur, entre d'un côté la nécessité d'aider les gens pour des rai-

sons y imprimer notre marque, même en tant que petit pays.

» Ces dernières années, la diplomatie autrichienne a été menée par deux personnes : le chancelier et le ministre des affaires étrangères. Pour les raisons que nous avons évoquées, le président était absent. Comment allez-vous maintenant vous partager les rôles ?

» C'est un retour à une situation normale, parce que la Constitution donne une responsabilité particulière au président dans deux domaines : le premier est la défense du pays — le président fédéral est le chef des armées — et le second est la politique étrangère. Je ne conçois pas cette charge comme étant purement représentative, mais comme participant activement à la définition de la politique extérieure. Aujourd'hui, quand il est si important de garantir la place de l'Autriche dans cette Europe en mouvement, un « troisième homme » peut apporter une contribution essentielle.

Le rôle de la France
en Yougoslavie

» Que peut faire l'Autriche pour aider à la stabilisation en Europe centrale ?

» Dans le passé, quand il y avait encore le rideau de fer, nous avons donné à nos voisins l'exemple de ce qu'un petit pays, détruit, occupé, peut obtenir par la liberté, l'économie de marché, le travail de ses habitants. Nous avons toujours cherché les contacts par-delà les frontières fermées. Nous avons été une vitrine. Peut-être pouvons-nous l'être encore. Dans notre voisinage, nous n'avons, pour la première fois dans notre histoire, que des démocraties (y compris la Slovaquie et la Croatie), avec lesquelles nous devons coopérer, et l'Autriche est, après l'Allemagne, le pays qui a le plus de joint-ventures en Europe de l'Est. La menace la plus immédiate, ce sont les mouvements de population.

» L'Autriche vient de rétablir l'obligation de visa pour les ressortissants yougoslaves.

» Je suis déchiré par un conflit intérieur, entre d'un côté la nécessité d'aider les gens pour des rai-

sons humanitaires, et de l'autre côté le soutien « objectif » qu'on apporte à la politique de déportation des populations en acceptant les réfugiés. Je pense en particulier à la Bosnie. Nous avons envoyé un expert du Conseil de l'Europe dans les camps de réfugiés bosniaques en Hongrie pour connaître exactement la situation. Je crois qu'on peut faire la différence entre les vrais réfugiés, qui sont en danger chez eux et que l'on doit protéger, et les immigrants qui sont en sécurité chez eux mais qui viennent ici pour des raisons économiques. Cependant, mise à part la Yougoslavie, notre voisinage est calme. Si les Tchèques et les Slovaques se séparent, je suis sûr que ce sera une séparation pacifique.

» Il y a aussi un problème de minorité en Slovaquie, avec la population d'origine hongroise.

» L'existence de minorités constitue un enrichissement pour nos cultures. Nous avons réglé le problème du Sud Tyrol avec l'Italie ; certes il nous a fallu du temps, mais ce pourrait être un modèle pour le règlement des questions de minorités. Quand les frontières seront ouvertes partout en Europe, il n'y aura plus de difficultés. Le drame de la Yougoslavie, c'est que le droit des minorités n'y est pas respecté et qu'on cherche à créer des États ethniquement homogènes.

» Considérez-vous la visite de M. François Mitterrand à Sarajevo comme le signe d'un changement dans la politique française à l'égard de la Serbie ?

» Certainement, mais cette visite a surtout été une démonstration courageuse qui a été immédiatement suivie de mesures concrètes d'aide. Elle a permis une percée précieuse pour l'aide humanitaire et je crois que nous devons continuer. Quand en Autriche nous parlons de mesures militaires, nous ne voulons pas qu'une guerre soit menée partout contre l'armée serbe, mais que la sécurité de l'aéroport de Sarajevo soit assurée, qu'on étende cette zone protégée à toute la ville et à d'autres villes. Nous avons toujours pensé que la France pourrait avoir un rôle-clé.

Propos recueillis par
WALTRAUD BARYL
et DANIEL VERNET

السلامة العامة

ESPACE EUROPEEN

de Maastricht

Disques pirates en Europe centrale

Les Tchèques et leurs voisins sont passés de l'interdiction de reproduire les œuvres des dissidents à l'édition pirate de cassettes

PRAGUE
correspondance

Au temps du communisme, ordinateurs et photocopieuses, instruments pernicieux de propagande, étaient l'apanage des proches du parti. Les Havels, Vaculík et Klíma, frappés d'interdit par la censure, devaient recourir à des éditions artisanales tapées sur papier cigarette par quelques bonnes volontés (!); les fameux *samizdat* (en tchèque, auto-édition) circulaient alors sous le manteau dans le cercle restreint des amis.

Ce n'est sans doute pas un hasard si, après la « révolution de velours », en novembre 1989, les premières boutiques à voir le jour furent des imprimeries, des échoppes de photocopieuses et d'ordinateurs ainsi que des magasins de photo. Il fallait reproduire à tout prix.

Symbole de cette liberté reconquise, le duplicata s'est, comme beaucoup de ces fruits défendus par le passé, libéralisé à l'excès : du pharmacien d'Ostrava qui traduit — ni vu ni connu — un livre sur les médecines douces en vingt exemplaires aux éditions pirates de Targov, c'est, si l'on peut dire, la loi de la jungle.

Si tous les domaines créatifs sont concernés, c'est dans celui de l'audiovisuel que les enjeux sont les plus grands : « L'importation illégale de cassettes pirates bon marché fait perdre à nos éditeurs de musique quelque 5 millions de couronnes (1 million de francs) par mois », s'insurge Drabonir Ilík, membre du conseil d'administration de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (International Federation of Phonography Industry - IFPI), dont il est le directeur pour la section de Prague.

La mafia polonoise

Les rues de la ville de Kafka sont, il est vrai, pleines de ces vendeurs à la sauvette qui offrent pour la somme modique de 30 couronnes (6 francs) les meilleurs tubes de Michael Jackson ou de Madonna. « Si l'on tient compte des droits d'auteur (environ 8 500 deutsche-marks pour 3 000 exemplaires), le prix de vente de ces cassettes devrait être au minimum de 125 couronnes », dit encore Drabonir Ilík.

Face à cette concurrence déloyale, les éditeurs de musique tchèques, Supraphon, Multisonic, Panton, Opus, Bonton, en sont réduits à supprimer les variétés internationales de leur répertoire. Ils se consacrent à l'édition de la musique classique qui, sans doute faute de hit-parade, ne fait pas encore l'objet de contrefaçons. Sur le banc des accusés : la mafia polo-

naise. Varsovie est en effet la seule capitale d'Europe centrale à avoir refusé de signer les diverses conventions internationales concernant les droits d'auteur (2). Jusqu'à présent, les sommations de la Communauté européenne sont demeurées lettre morte. La menace faite par les Etats-Unis de priver la Pologne de son statut de nation la plus favorisée si elle ne se met pas au diapason d'ici à la fin de l'année devrait la ramener à de meilleures dispositions.

Le vide juridique est largement exploité grâce à un réseau très organisé qui fonctionne dans l'ensemble des pays ex-soviétiques : « En Bulgarie, en Roumanie, en Yougoslavie et, naturellement, en Pologne, les cassettes pirates polonaises représentent 90 à 100 % du marché », déplore Drabonir Ilík. Bien qu'en Tchécoslovaquie et en Hongrie cette proportion soit deux fois moindre du fait de l'existence d'une industrie nationale, en chiffres absolus, le volume concerné est autrement plus important : véritable manne pour les pirates, Prague et ses environs attirent des visiteurs par an constitue une cible de choix.

Un détournement

Les Polonais avaient d'ailleurs l'intention de faire de la capitale de la Bohême leur plaque tournante : quelques mois après la « révolution de velours », la société mixte polono-tchèque Gramophone GZ Zavody s'installait en Bohême, à Lodonic, et commençait à produire massivement des disques laser pirates. Il faudra attendre le vote de la loi sur les droits d'auteur, à la fin de 1990, pour que la section praguaise de l'IFPI puisse légalement mettre fin à l'activité de l'usine en avril 1991.

En dépit du renforcement du contrôle en Tchécoslovaquie et en Hongrie, les pirates ne désarment pas. Ils se contentent de changer de tactique : les cassettes copiées en Pologne ont par exemple été envoyées à Berlin, à la société mixte polono-allemande Memphis, qui, le plus légalement du monde, en réexporte vers la Tchécoslovaquie à des prix défiant toute concurrence. Une opération démantelée il y a à peine deux mois. Au total, en 1991, les services de sécurité ont procédé à quelque 1 000 arrestations et 380 incriminations dont six ont abouti à des peines de prison avec sursis. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, une grande partie des importateurs tchèques en infraction

se recrutent parmi de très honorables entreprises d'Etat. Pour n'en citer que deux, le grand supermarché KOTVA ou encore la division énergie de Skoda Export : « Faute de pouvoir continuer à vendre des centrales nucléaires dans les pays du COMECON, Skoda s'est mis à importer des cassettes des Bee Gees. Belle reconversion ! », ironise Drabonir Ilík.

Il ne s'agit que de la partie visible de l'iceberg, la police, tout comme les cours de justice, manquant cruellement d'expérience : « Lorsqu'on condamne des pirates à 20 000 couronnes (4 000 francs) d'amende, ce qui aux yeux de nos procureurs est une somme importante (cinq mois de salaire moyen), si les pirates en gagnent 200 000, ils n'ont aucune raison de mettre fin à leur trafic », souligne-t-il encore.

Quant aux vendeurs de rue, s'ils sont pris pour la première fois, ils ne sont pas susceptibles de poursuites judiciaires : ils risquent tout au plus une amende de 3 000 couronnes (600 francs). Jusqu'à présent, la police ne disposait d'aucun fichier centralisé, il était difficile de prouver le délit. Confronté à cette lacune, l'IFPI, en collaboration avec les services de sécurité, va mettre en place une banque de données dans la ville de Brno : celle-ci devrait permettre de recouper les diverses informations sur tout le territoire de la Tchécoslovaquie.

Ce savoir-faire sera encore accru par l'étroite collaboration établie avec le Syndicat national de l'édition phonographique (le SNEP), branche française de l'IFPI. En février dernier, l'ancien directeur de Polygram, Noël Castaing, est venu à Prague animer un séminaire sur la question et, sous peu, les Tchèques cesseront à Paris un avocat pour en faire leur expert en la matière.

Et, parce qu'il faut toujours lier le juridique au symbolique, Drabonir Ilík propose d'entasser les milliers de cassettes saisies sur la place de la Vieille-Ville et de les briser au bulldozer...

CATHERINE MONROY

(1) Voir à ce propos l'exposition sur les samizdats au Musée de Strahov, sur les collines de Prague.

(2) La convention de Rome pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de 1961, révisée en 1971 à Paris, a été adoptée en 1980 par la Tchécoslovaquie, qui, par ailleurs, a ratifié, en 1984, la convention pour la protection des producteurs de son de 1971.

Les nouvelles solidarités transatlantiques

Vivre sans l'ennemi

Au début de la perestroïka, Gueorgui Arbatov, vieux routier des relations américano-soviétiques, avait eu cette formule : « Nous allons leur faire le pire coup, nous allons les priver d'ennemi. » Il ne savait pas alors que, concernant l'URSS, la réalité était bien autre que ses prédictions et que le pays disparaîtrait avec l'image de l'ennemi. Mais il avait au moins raison sur un point : privés du ciment qui représentait l'hostilité aux régimes communistes d'Europe de l'Est, les Occidentaux sont obligés de s'interroger sur les valeurs communes — ou les intérêts — qui les lient des deux côtés de l'Atlantique. C'est à quoi Européens et Américains du Nord (avec les Canadiens) se sont employés récemment à Strasbourg, lors d'un colloque organisé par le Conseil de l'Europe.

La coupure du monde en deux blocs idéologiques et stratégiques qui a prévalu pendant quarante ans a facilité grandement les prises de position, même si les relations transatlantiques n'ont jamais été caractérisées par le calme permanent. Mais lors des grandes crises la solidarité de l'Alliance n'a jamais été entamée, y compris par les pays qui dans les périodes tranquilles s'ingéniaient à jouer les francs-tireurs. La nécessité de la coopération aurait-elle sombré avec l'ennemi commun ?

Certainement pas. Il est même relativement facile d'énumérer à grande traite les valeurs partagées par les Occidentaux des deux côtés de l'Atlantique : attachement à la démocratie, à l'Etat de droit, aux droits de l'homme, à l'économie de marché. Les nuances commencent à apparaître quand on examine la mise en pratique de ces idées générales, et ce sont des divergences qui se font jour s'il s'agit de défendre ces valeurs menacées. Personne ne sait comment réagirait l'Occident à un défi mettant en cause ces valeurs en Europe. Par exemple : effondrement de l'économie russe et mise en place d'un gouvernement autoritaire, ou extermination

des chrétiens d'Arménie ; modification des frontières par la force ; exercice violent du droit des peuples à l'autodétermination aux dépens des droits individuels ou des droits des minorités, etc.

L'exemple de ces incertitudes est donné par les positions différentes dans la crise yougoslave. La prudence affichée par Washington contraste avec la mobilisation immédiate intervenue dans les semaines qui ont suivi l'invasion du Kosovo par l'Irak. Les mêmes valeurs sont certes en jeu, mais pas les mêmes intérêts. Pourtant Américains et Européens sont d'accord pour considérer que la principale menace de désintégration vient de l'Europe de l'Est où le vide culturel et politique, le chaos économique laissés par le communisme donnent une chance à la démocratie et au libéralisme. Mais ils portent aussi en eux un risque de troubles durables qui pourraient contrecarrer l'Europe occidentale et contraindre ses efforts réussis d'intégration, au moment où une indifférence à la politique, un décalage entre les dirigeants et les citoyens, sont de plus en plus manifestes.

Deux conceptions de la sécurité

L'Europe postcommuniste a non seulement besoin de capitaux, mais encore d'experts qui l'aident à créer les institutions et les structures politiques et sociales sans lesquelles il ne saurait y avoir ni démocratie ni économie de marché. Et il ne suffit pas que quelques grands noms occidentaux de la politique ou de la finance fassent de brefs séjours dans les grandes villes des capitales postcommunistes ; il y faut une présence massive et permanente.

Même entendus au sens large, les problèmes de sécurité opposent toujours les Européens — ou certains d'entre eux — et les Américains. La fonction des institutions actuellement en place n'est pas très claire. L'UEO sort de sa torpeur, la CSCE est handicapée par la règle de l'unanimité, l'OTAN voit

sa raison d'être menacée pour, précisément, avoir atteint son but. Elle avait été créée pour répondre à une menace aujourd'hui disparue et elle n'est pas adaptée aux nouveaux risques.

Les Français, et quelques autres plus discrètement, soutiennent l'idée d'une défense européenne indépendante. Les Américains ne cachent pas qu'ils veulent conserver leur leadership tout en demandant aux Européens de consacrer plus de moyens à leur propre défense. Les positions des deux protagonistes ne sont pas exemptes de contradictions internes, et sans doute le gouvernement français pourrait-il faire entendre ses arguments avec plus d'efficacité s'il ne se tenait pas à l'écart des institutions intégrées de l'OTAN, par respect pour une décision prise par le général de Gaulle en 1966.

Dans les interventions des participants américains au colloque du Conseil de l'Europe à Strasbourg, la crainte est apparue d'une Europe qui, parce qu'elle s'étendrait aujourd'hui « de l'Atlantique à l'Oural », serait tentée de distendre ses liens avec les Etats-Unis. Aussi venaient-ils mieux, dans une première étape au moins, une structure spécifique de l'Europe de l'Est, plutôt qu'une intégration de cette Europe de l'Est dans les institutions occidentales. L'objectif de Washington reste d'édifier une communauté euro-atlantique — de Vancouver à Vladivostok — fondée sur des valeurs occidentales communes. L'Europe qui est en train de se construire autour de la Communauté de Bruxelles n'a-t-elle pas au contraire intérêt à cultiver sa spécificité ? Le débat risque de durer encore longtemps. Outre ses missions fondamentales pour l'établissement de la démocratie à l'Est, le Conseil de l'Europe, parce qu'il rassemble tous les pays du continent, est un cadre favorable à la poursuite de cette discussion, avec les interlocuteurs d'outre-Atlantique.

D. V.

FINS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



Avec la fin du communisme impérial, notre siècle a manifesté jusqu'au bout sa vocation de fossoyeur d'empires. Les puissances austro-hongroise, ottomane, germanique et russe ont péri dans la Grande Guerre. Le III^e Reich nazi a flambé à Berlin en 1945. Le pouvoir bolchevique lui-même a rendu les armes. Dans le monde, pendant tout l'été, une équipe d'historiens retrace sur quarante-trois siècles les avatars de l'idée impériale. De la Perse à Rome, de Byzance à Vienne ou à Moscou, une rétrospective des violences, des échecs et des espoirs qui ont fait et défaits tant d'empires.

Fins d'empires, un grand feuilleton à lire cet été.

dans

Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 20 JUILLET 1992 (numéro daté mardi 21)

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourd, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppert
directeur de la rédaction
Jacques Buis
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Vice-Président :
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurent (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE CAPECECE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur 49-60-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

ESPRIT

juillet 1992

L'Europe
de toutes les migrations

Le numéro : 75,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 530 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48 04 08 33

Jean-Claude Chenu
Pierre Hassner
Remy Leveau
Anne de Tanguy
Catherine de Wenden

Le Monde de l'éducation

EXCLUSIF

● UNIVERSITÉS :
LE PALMARÈS DES ÉTUDIANTS
Dans un sondage exceptionnel, 14 000 étudiants notent leurs faces. Locaux, cours, ambiance, avenir, découvrez le profil des 71 universités, discipline par discipline, ville par ville.

● BANC D'ESSAI :
LES CAHIERS DE DEVOIRS DE VACANCES
Comparer pour mieux choisir : 19 cahiers de vacances de l'école primaire ont été testés par des enseignants, des parents et des enfants.

● DOSSIER :
LA RÉUSSITE AUX DEUG
Tous les résultats aux DEUG, filière par filière, université par université.

● SÉLECTION VACANCES
Des livres et des activités pour l'été. Contes, romans, albums, BD, les choix du Monde de l'éducation, pour les tout-petits, les enfants et les ados. Et aussi des sorties, des spectacles et des festivals, avec ou sans les parents.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

POLITIQUE

Le congrès extraordinaire

« Rennes fut le congrès du déchirement. L'Arche fut le congrès du rapprochement. Bordeaux est le congrès du rassemblement », s'est félicité M. Laurent Fabius en concluant, dimanche 12 juillet, le congrès du Parti socialiste, ouvert deux jours auparavant. Les militants socialistes ont, en effet, à la fois manifesté une solidarité sans faille à M. Henri Emmanuelli et prouvé qu'ils étaient prêts à se ranger, tous courants confondus, derrière M. Michel Rocard lors de la prochaine élection présidentielle. Cette unité retrouvée n'a

pas empêché la confirmation de quelques divergences : M. Jean-Pierre Chevènement a maintenu son refus global de la ligne politique décidée par son parti ; MM. Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray ont refusé de faire partie de la direction du parti qui sera désignée par le comité directeur convoqué le mercredi 15 juillet ; M. Lionel Jospin a fait nettement entendre sa différence.

Ce congrès a aussi été l'occasion d'un préambule dans le lancement de la campagne des socialistes pour le « oui » au référendum du 20 septembre

sur la ratification du traité de Maastricht. Si M. Jacques Delors ne s'est pas présenté en candidat potentiel à la candidature pour la future élection présidentielle, il a fourni aux congressistes un argumentaire charpenté pour justifier le soutien apporté par la gauche à la construction d'une Europe européenne. Le premier secrétaire du PS a profité de l'occasion pour annoncer que M. André Billardon, ancien numéro deux du parti, serait le directeur de sa campagne référendaire, et que celle-ci s'achèverait, le 17 septembre, par une

réunion nationale à Paris avec MM. Rocard, Bérégovoy et Fabius.

Le congrès a adopté, par 85,30 % des suffrages exprimés, les « premières propositions pour un contrat de législature ». Il s'est également, comme dans toute réunion de ce genre, intéressé à la situation internationale. Il a ainsi entendu un message du nouveau premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, qui lui a fait part du programme de son gouvernement, dont la constitution l'a empêché d'être présent à Bordeaux.

M. Fabius refuse d'«enjamber l'échéance de 1993»

BORDEAUX

de nos envoyés spéciaux

Comme M. Michel Rocard allait le faire après lui, M. Lionel Jospin a refusé que « la volonté d'unité et de rassemblement » affirmée au congrès socialiste de Bordeaux interdise la « lucidité » ni restreigne la « liberté de pensée ». Il a souligné la « déception » et l'« incertitude » des militants. C'est à eux qu'il s'est adressé essentiellement, et ils ont manifesté qu'ils appréciaient l'analyse de leur ancien premier secrétaire.

Répondant au discours prononcé le matin par M. Pierre Bérégovoy (le Monde daté 12-13 juillet) et anticipant sur celui de M. Rocard, M. Jospin a développé le thème du « contrat social » et de la « vertu de la citoyenneté », opposés aux « corporatismes », en soulignant que se réclamer de ces valeurs à une contrepartie : « Il faut nous-mêmes, au pouvoir, dans nos pratiques et dans notre style, dans nos choix fondamentaux, incarner le mieux possible, à-t-il dit, ce sens de l'intérêt général et cette vertu à laquelle nous appelons les autres ».

L'ancien ministre de l'éducation nationale a évoqué, aussi, le fonctionnement des institutions, pour souhaiter « des fonctionnements collectifs » et « des fonctionnements collectifs ». Il a demandé, aussi, que les « pratiques politiques » à tous les niveaux de responsabilité des socialistes, aillent « dans le sens de la simplicité dans les comportements, pour maintenir et même, souvent, rétablir les liens qui ont fait hier (leur) force, avec le peuple et nos concitoyens ».

M. Jospin :
solidaire du gouvernement

Il a donné un exemple du dysfonctionnement institutionnel qu'il déplore en expliquant, à propos du traité de Maastricht, que son « architecture » n'avait pas été « examinée et débattue » dans le gouvernement dont il était membre, « ce qui pose le problème fondamental de la prise de décision politique dans notre pays ».

Sur l'Europe, M. Jospin s'est dit en désaccord, et sur le « fond » et sur la « forme », avec M. Jean-Pierre Chevènement. Car, pour lui, il s'agit de « construire cette civilisation de l'Europe tout entière à laquelle, comme vous tous, a-t-il dit, moi aussi j'aspire ». Pour lui, cette construction européenne « ne relève pas de la clause de conscience », c'est une question politique et, « comme toute autre décision politique, elle devrait relever de la règle démocratique, c'est-à-dire de la majorité ». Il a ajouté : « Ne plus respecter les décisions majoritaires dans notre parti, sur ce sujet, mais aussi sur d'autres, plus futures, devient le nouveau jeu à la mode, une latitude que chacun s'accorde, et ce sont des jeux qui, à terme, peuvent détruire une formation comme la nôtre ».

A l'égard du gouvernement, M. Jospin a affirmé la nécessité d'« être solidaires » et, « dans la difficulté », de « de serrer les coudes », même s'il a observé que ce gouvernement avait « choisi de renoncer à quelques textes, d'édulcorer certaines réformes », et, a-t-il ajouté, « pas toujours en nous faisant plaisir ». Il a cité, notamment, l'accord avec l'enseignement privé, « certaines décisions touchant les femmes » (le maintien de la pénalisation de l'auto-avortement) et « un changement de pied qui nous a surpris sur la fiscalité » (le report de la réforme de la taxe d'habitation). Il a illustré sa volonté de « solidarité avec le gouvernement » par le fait d'accepter un « programme pour les législatives » dont la « première caractéristique » est d'« accompagner l'action » de M. Bérégovoy et de son équipe.

Interpellé pour ses positions sur l'Europe, M. Jean-Pierre Chevènement s'est montré, lui aussi, abrupt, voire provocateur. « Ce qu'on nous demande avec le traité de Maastricht, a-t-il affirmé, c'est une conversion définitive au libéralisme ». Pour lui, « la banque centrale indépendante, c'est l'Europe

des banques, ce n'est pas l'Europe des peuples ». Plus grave, il voit dans l'Europe annoncée « la fin de la démocratie républicaine, fondée sur la citoyenneté active ». Pour l'ancien ministre de la défense, « l'Europe de Maastricht, c'est l'Europe de Giscard continuée, c'est l'Europe par la monnaie ». Il assure qu'elle oblige à se rallier « aux courants libéraux qui dominent l'Europe » et, donc, qu'elle « empêchera toute alternative véritable ».

M. Chevènement :
« Une forte odeur de CDS »

Pour M. Chevènement, « le traité de Maastricht apparaît comme un instrument de recomposition de la vie politique, l'alliance de ce qui reste du Parti socialiste avec les libéraux ». « Si le but du parti est de rester au pouvoir en faisant bouger les lignes, il le peut en faisant une politique toujours plus à droite, a-t-il déclaré. A court terme, c'est habile, mais à long terme c'est désastreux ». Humant « une forte odeur de CDS » dans les décisions récentes du gouvernement, il ajoute que le programme que doit adopter le congrès est un texte « passe-partout », qui « ouvre l'alliance à droite ».

S'il n'arrive pas à la même conclusion, M. Jean Poperey redoute que les électeurs ne fassent le même constat sur l'Europe. « Quand M. Létard souligne qu'au tour de la table de Maastricht, ils étaient douze et qu'il n'y avait que deux socialistes, et donc, que cette Europe, c'est l'Europe libérale, s'il n'y a pas dans notre discours nos raisons de gauche d'appeler à voter « oui », croyez-vous que ce genre de propos va amener les autres, déjà parfois hésitants, incertains, craintifs, à rejoindre notre combat ? », avait demandé l'ancien ministre des relations avec le Parlement en fin de matinée. Les arguments qui pourraient convaincre les électeurs récalcitrants de voter « oui » le 20 septembre ont été rassemblés par M. Jacques Delors.

L'argumentaire européen
de M. Delors

Intervenant juste après M. Emmanuelli, le président de la Commission européenne n'a pas

été écouté avec beaucoup d'attention par une assistance sous le coup de l'émotion. A ceux qui dénoncent « l'égotisme de la Communauté », il a répondu : « Nous constituons la référence pour tous les pays européens, depuis ceux qui, à l'ouest de notre continent, demandent leur adhésion à la Communauté, jusqu'à ceux qui, à l'est, aspirent à nous rejoindre ». Pour lui, l'image du « rideau d'argent », ayant remplacé le rideau de fer, relève « de l'ignorance ou de la démagogie ». Rappelant « l'aide que la Communauté apporte aux pays d'Europe centrale et orientale », il a assuré : « La Communauté n'est ni une sorte de club de riches ni une forteresse commerciale ».

Les institutions de Bruxelles servent trop souvent de « bouc émissaire », a affirmé M. Delors, qui a défendu un système « original », qui lui paraît être de nature à lutter contre « la crainte d'une technocratie toute-puissante, la crainte de l'absence d'un vrai contrôle démocratique, la crainte d'un déplacement clandestin des pouvoirs ». Enfin, il a assuré qu'il existe un modèle européen de société, que les idées et les actions du socialisme démocratique ont largement contribué à créer.

Le projet de programme du PS n'a été véritablement contesté que par M. Jean-Luc Mélenchon, qui a reproché au texte rédigé par M. Michel Charzat de « biser l'Europe de la question centrale du temps de travail », de ne plus comporter « aucune allusion à la réforme fiscale », de ne traiter de la laïcité que pour proposer que les musulmans « s'y conforment, sans qu'un mot soit dit ni une précaution prise contre le retour de l'intégrisme de l'Eglise catholique ».

Sur la stratégie, l'animateur de la Gauche socialiste d'accord avec l'ouverture vers les écologistes, regrette que la conversion à l'alliance avec les Verts s'accompagne « d'un retraitement aussi spectaculaire » vis-à-vis de « nos alliés de fait », le Parti communiste.

Certains arguments de la Gauche socialiste ont été entendus, comme en a témoigné, dimanche matin, le rapport de la commission des résolutions présenté par M. Charzat. En effet, le chapitre du programme intitulé « Aménager le travail » a été moins mauvais, le plus transparent et le mieux à même de faire barrage à la corruption et à l'enrichissement personnel ». Et, dénonce l'hypocrisie des républicains successives, dont, souligne-t-il, jusqu'à la loi de 1990 sur le financement des partis et des campagnes électorales, « aucune n'avait daigné s'apercevoir que la démocratie avait un coût ».

« Faire mouche
sur l'opinion »

La « révolte » de l'ancien trésorier est d'autant plus forte que cette situation « injuste » lui est « infligée au nom de la justice ». Dans cet « acharnement à exclure un passé », M. Emmanuelli ne veut voir que la « partialité » d'un juge, M. Renaud Van Ruymbeke, chargé notamment de l'instruction de l'affaire Urba, et la « volonté de discréditer les socialistes ». Face à ce « procès politique », M. Emmanuelli ne serait qu'une « cible de choix pour faire mouche à coup sûr sur l'opinion ». « Pré-incident par voie de presse d'un ancien trésorier du PS, est qualifié, c'est une manière de pré-inculper le PS, personne morale, que le code pénal ne permet pas d'inculper en tant que telle », a souligné M. Emmanuelli, avant de rappeler qu'« inculper un parti, cela ne s'est pas fait depuis 1941... ».

Mais justement parce qu'il est une « cible de choix », « un privilège », M. Emmanuelli a voulu rappeler à la solidarité des congressistes d'autres militants socialistes et, au premier rang d'entre eux, M. Gérard Monatte,

re baptisé « Mieux répartir le travail » et comporte « l'objectif d'une réduction du temps de travail au terme d'une négociation pouvant aboutir à un dispositif réglementaire ou législatif ».

Il recommande de chercher à augmenter l'emploi en incitant les entreprises à « instaurer une gestion prévisionnelle des effectifs », en « modulant les cotisations sociales patronales de manière à favoriser les entreprises qui préservent l'emploi » et en soutenant « une pratique de gestion plus économe de main-d'œuvre dans les secteurs les moins exposés à la concurrence internationale ». Le nouveau texte se prononce, aussi, contre l'extension du travail de nuit. Il réclame un meilleur « dialogue social dans les administrations ». Il évite, a indiqué M. Charzat, de « traiter l'islam de façon particulière » dans le paragraphe consacré à la laïcité. Quant aux universités, le programme se prononce pour qu'elles développent « l'autonomie contractuelle, la professionnalisation, la souplesse des passerelles » et pour que la recherche y soit « soutenue ».

La « moralisation »
est indispensable

M. Laurent Fabius a souligné, à son tour, qu'« il n'y aura pas de solution au problème du chômage si l'on n'est pas plus ambitieux, plus déterminé, plus efficace que nous ne l'avons été sur la question centrale du partage et de la de la réduction de la durée du travail ». Réaffirmant que, « dans le socialisme », il y a « social », le premier secrétaire a demandé à M. Bérégovoy l'inscription à l'ordre du jour du Parlement, l'autonomie prochain, d'un « projet de loi permettant la prise en charge des personnes âgées dépendantes ».

Il a souhaité, toujours à l'adresse du premier ministre, que le budget de l'éducation nationale pour 1993 « soit un bon budget ». Il a affirmé, enfin, la convergence des vision écologiste et socialiste en lançant : « Qu'on nous explique comment on pourrait réduire l'écart entre riches et pauvres par les seules lois du marché, tout en préservant l'environnement ».

Le premier secrétaire a tiré, surtout, les conclusions de son « premier congrès » dans cette fonction

Le message de M. Mitterrand

« Faites-vous entendre, faites-vous comprendre »

M. François Mitterrand, comme lors de tous les congrès socialistes depuis mai 1981, a fait parvenir à celui de Bordeaux un message. En voici le texte :

« Chers amis,

« A l'heure où votre congrès vous rassemble à Bordeaux, je viens vous redire l'attachement qui me lie à vous comme à votre démarche. Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre, malgré les difficultés qui s'attachent à toutes actions politiques, l'œuvre entreprise, de moderniser l'Etat, d'étendre le champ des libertés, d'assurer à chacun son droit dans le respect des autres. Il s'agit, comme toujours, de préserver la paix, mais aussi de la rétablir. Il s'agit de donner à

leurs revenus ». Sans attendre, le premier secrétaire du PS va proposer « au comité directeur de décider que, pour les prochaines législatives, tous nos candidats devront, pour être candidats, déclarer à la fois leur revenu et leur patrimoine ».

Traitant à son tour de l'Europe, M. Fabius y a mis de la conviction, et il l'a communiquée au congrès lorsqu'il a répondu à M. Chevènement et à ceux qui, comme ce dernier, opposent la construction européenne actuelle aux idéaux de la gauche, en observant que « le seul parti à travers l'ensemble des pays d'Europe, ait donné consigne de voter « non », c'est l'extrême droite ».

Il a ajouté que « tous les partis socialistes de la Communauté (...) et l'ex-parti communiste italien appellent à voter « oui ». « Ces partis-là, que je sache, n'ont pas pour vocation de construire l'Europe de M. Giscard d'Estaing », a-t-il lancé. Evoquant Jean Jaurès au congrès de Bâle à la veille de la guerre de 1914-1918, il a martelé : « La tradition socialiste internationale est en faveur du « oui » à l'union européenne ».

« Cher Michel... »

Deuxième échéance, les élections législatives de 1993, car « rien ne serait pire que d'enjamber l'échéance de 1993 ». Se référant à l'intervention de M. Julien Dray, M. Fabius a refusé, comme le député de l'Essonne, de considérer qu'« une cure d'opposition serait salutaire pour le Parti socialiste ». « Nous nous battons bec et ongles », a-t-il affirmé. D'accord avec la Gauche socialiste pour refuser le défaitisme, le premier secrétaire ne l'est pas sur l'alliance avec le Parti communiste. « Je ne pense pas qu'il puisse être crédible d'aller aux élections en disant que les membres dirigeants responsables du Parti communiste seront avec les socialistes dans le prochain gouvernement », a-t-il expliqué.

Pour lui, les rapports avec ce parti doivent se limiter à l'application de la règle du « désistement républicain ». En revanche, avec les écologistes, il est prêt à l'alliance s'il « existe accord sur le fond et dès lors, bien sûr - sinon ce serait une duperie, - qu'on est capable de se mettre d'accord en termes électoraux ». M. Fabius a souligné ce que cela implique : « Il faudra avoir à l'esprit que toutes les circonscriptions ne pourront pas être socialistes ». M. Fabius a prévenu : « Le Parti socialiste restera le parti de gauche ».

Partant, enfin, de l'élection présidentielle, M. Fabius, se tournant vers M. Rocard, a lancé : « Nous nous en occuperons le moment venu, mais nous voyons déjà, cher Michel, que le cheminement se fait et qu'il se fait dans l'unité. C'est une condition de notre succès, et je m'en réjouis pour nous tous ». L'essentiel était dit.

PASCALE ROBERT-DIARD

Th. B. et P. J.

Menacé d'inculpation dans l'affaire Urba

M. Emmanuelli exclut de se démettre de ses mandats

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Lorsque M. Henri Emmanuelli a pris la parole, samedi 11 juillet, au congrès socialiste de Bordeaux, c'est d'abord un homme atteint dans son « honneur » qui, la voix étranglée d'émotion, a voulu se défendre « pour lui-même et aux yeux des siens ». C'est encore un militant, qui a voulu garder l'amitié et le respect d'autres militants et mériter leur « solidarité ». C'est aussi un président du Congrès à Versailles, et qui, à ce titre, a « apposé sa signature sur le sceau de la République », au bas de la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, qui ne peut « accepter que subsiste un doute sur sa probité, sur sa culpabilité, aux yeux de l'opinion et des parlementaires ». C'est, enfin, un ancien trésorier du PS qui n'admet pas qu'à travers son nom, ce soit « tout un parti, son présent, son passé, ses dirigeants, ses militants » que l'on cherche à inculper.

Alors, au nom de toutes ces causes, M. Emmanuelli s'est battu, a riposté à ceux qu'il accuse de mener un « procès politique ». On l'accuse sur Urba, le bureau d'études du PS chargé de récolter des fonds ? L'ancien trésorier du PS assure : « Oui, l'Urba a existé dans une période où, faute de moyens légaux de financement des partis politiques, tous les partis recouraient à des moyens parallèles pour faire face à la nécessité d'exister ». Il défend « ce moyen, le

moins mauvais, le plus transparent et le mieux à même de faire barrage à la corruption et à l'enrichissement personnel ». Et, dénonce l'hypocrisie des républicains successives, dont, souligne-t-il, jusqu'à la loi de 1990 sur le financement des partis et des campagnes électorales, « aucune n'avait daigné s'apercevoir que la démocratie avait un coût ».

« Faire mouche
sur l'opinion »

La « révolte » de l'ancien trésorier est d'autant plus forte que cette situation « injuste » lui est « infligée au nom de la justice ». Dans cet « acharnement à exclure un passé », M. Emmanuelli ne veut voir que la « partialité » d'un juge, M. Renaud Van Ruymbeke, chargé notamment de l'instruction de l'affaire Urba, et la « volonté de discréditer les socialistes ». Face à ce « procès politique », M. Emmanuelli ne serait qu'une « cible de choix pour faire mouche à coup sûr sur l'opinion ». « Pré-incident par voie de presse d'un ancien trésorier du PS, est qualifié, c'est une manière de pré-inculper le PS, personne morale, que le code pénal ne permet pas d'inculper en tant que telle », a souligné M. Emmanuelli, avant de rappeler qu'« inculper un parti, cela ne s'est pas fait depuis 1941... ».

Mais justement parce qu'il est une « cible de choix », « un privilège », M. Emmanuelli a voulu rappeler à la solidarité des congressistes d'autres militants socialistes et, au premier rang d'entre eux, M. Gérard Monatte,

PDG d'Urba, déjà condamné et de nouveau inculqué dans ce dossier. Un propos que M. Jean-Claude Boulard, député de la Sarthe, également susceptible d'être inculqué par le juge Van Ruymbeke, a dit avoir entendu lui-même, avant l'intervention de l'ancien trésorier, avoir exprimé le vœu que les « réactions de solidarité [du PS] soient de même nature et de même niveau, lorsque des noms plus modestes de militants seront évoqués ».

Après avoir témoigné, sous les applaudissements des congressistes, son « estime » à M. Monatte, « militant de toujours, homme respectable, entré dans la vie par le chemin des armes au service du rétablissement de la légalité républicaine, policier intérieur », M. Emmanuelli a évoqué le non-lieu dont avait bénéficié l'ancien responsable de la milice lyonnaise, Paul Touvier, « Gérard Monatte doit méditer sur l'étrangeté d'une époque, a-t-il ajouté, où le recul d'abus de biens sociaux au service d'un parti démocratique est possible de condamnation, alors que le massacre de juifs et de résistants ne serait pas un crime ».

Réformer
l'instruction

C'est, enfin, au nom de ceux qui n'ont ni « tribune de congrès » pour s'exprimer, ni les « mêmes moyens de défense », que M. Emmanuelli a demandé au gouvernement de revoir, en urgence, la

procédure de l'instruction, en déposant devant le Parlement le projet de loi relatif à la réforme du code de procédure pénale. « Il n'est pas acceptable, à notre époque, que le sort d'un homme puisse dépendre tout entier de l'intime conviction d'un autre homme, fût-il un juge ! » a déclaré le député des Landes, en soulignant que si « le pouvoir judiciaire doit avoir les moyens d'exercer sa fonction », il doit comprendre, « en retour, que le pouvoir législatif ne peut vivre sous la pression ou la menace ».

Parce qu'il veut laver son « honneur » et donner « la preuve, de manière irréfutable », qu'il a « toujours gagné sa vie honnêtement » et qu'il ne s'est pas « enrichi de manière illégale », M. Emmanuelli a annoncé qu'il avait demandé par lettre au garde des sceaux « de faire procéder sans délai à une enquête préliminaire sur [son] patrimoine et sur [sa] situation personnelle ». Et à l'intention de ceux qui auraient pu concevoir prématurément quelques espérances de la situation difficile dans laquelle il se trouve, M. Emmanuelli a prévenu : inutile d'attendre du président de l'Assemblée nationale qu'il tire « des conséquences automatiques qui présenteraient un risque grave de dysfonctionnement de notre démocratie ». Autrement dit, il n'est pas question pour lui de s'appliquer la « jurisprudence Létard », en se démettant de ses mandats électifs dès son inculpation.

PASCALE ROBERT-DIARD

Th. B. et P. J.

150 61 111

A Brunoy, la violence fait place à la concertation

Le MRAP en campagne les « potes » en concert

« Le racisme, c'est la bêtise. Le racisme dégrade l'Aure, [...] dégrade aussi », proclame un texte rédigé d'une écriture d'écolier, qui rappelle aussi « la loi punit l'expression du racisme », même « la loi ne peut pas tout contre la bêtise ».

De graves inondations ravagent plusieurs provinces du sud de la Chine

FRANCIS DERON

L'application du traité de Maastricht

Patrons et syndicats des Douze préparent la mise en œuvre de la Charte sociale

La voie conventionnelle, celle de la négociation entre patrons et syndicats, permettra-t-elle de mettre au point le douze, malgré les réserves du Royaume-Uni, la thèse sociale adoptée en décembre 1982, et surtout l'AMM au niveau de la Communauté des règles minimales concernant le droit du travail? La réunion qui s'est organisée en début de juillet, à Bruxelles, entre les partenaires sociaux (syndicats, organisations d'employeurs publics et privés, au niveau européen) permet de l'espérer.

La Grande-Bretagne thatcherienne ne doit l'une des principales préoccupations avoir été de réduire un pouvoir syndical jugé responsable des déboires économiques du Royaume-Uni. Elle ne considère avec horreur l'idée de renouer avec le réveil des dits syndicats par la "révolution" des droits sociaux communautaires. Le gouvernement britannique n'est donc pas à l'écart de la Charte des droits sociaux fondamentaux qui fut adoptée en 1988, en 1989, sous la présidence française.

sociaux, que les États membres peuvent leur confier, s'ils en font la demande, l'application des directives adoptées et, surtout, que les objectifs poursuivis (et donc aussi le statut) approuvé par les Onze peuvent être atteints aussi bien par des accords entre les partenaires sociaux que par

En France, les syndicats, s'ils acceptent le négocier et s'ils abouissent, pourront aller à la Commission, mais ils ne pourront pas aller au Parlement européen, et les représentants contractuels pourront prendre la place des directives. Le 3 juillet, la réserve de la CBI, ont confirmé qu'ils étaient prêts à jouer le jeu. L'organisation patronale britannique donne finalement son feu vert, il devrait donc devenir possible de négocier.

grâce à la voie conventionnelle.

■ L'hypothèse d'un tiers ratifié, les partenaires sociaux doivent donc s'approprier à négocier. L'accord du 1997 est un accord communautaire pour le plus aigü problème de représentativité. En France, le CGT peut-elle être la seule ?

Les partenaires devront s'interroger sur leur véritable intérêt. La Commission a le conseil ne seront-ils pas tentés de légiférer dans le domaine de l'écologie, par exemple, dans le but de couvrir les besoins de la communauté? M. Jacques Delors, assisté de M. Padoa-Schioppa, commissaire chargé de la politique sociale, leur a donné la garantie: «Le subsidiaire jouera pleinement au profit des partenaires»: la Commission n'interviendra comme médiateur qu'à leur demande.

qu'à leur demande.

■ questions à traiter : ■
ment les accords-cadres conclus par
le dialogue social communautaire
réputés au niveau national ?
Négociera-t-on des branches ?
Et, surtout, que commencera-t-on
à négocier en 1993 ? Au siège de la
Commission, on croit que le dialogue
social nouvelle manière pourrait
porter sur des thèmes ayant
fait l'objet de propositions de direc-
tives bloquées au niveau conseil
des ministres, comme l'information
et la consultation des salariés
dans les entreprises transnationales ou
l'encadrement organisation du travail
atypique.

SANDRO LEBATO

PHILIPPE LEMAITRE

Censés développer les coopérations, les programmes de recherche communautaires sont l'objet d'une avancée de critiques. La lourdeur de leur mise en œuvre nuit à leur efficacité. Le traité de Maastricht pourrait aggraver ce travers. Pour introduire plus de démocratie, il prévoit que les programmes seront adoptés non seulement à l'unanimité des Etats membres, mais aussi avec l'accord du Parlement, qui n'avait jusqu'à présent qu'un rôle consultatif. Un rôle qui avait déjà retardé de deux ans l'adoption des projets du présent programme-cadre.

ment ont ralenti le processus, me permettant à celui-ci de redémarrer réellement. C'est là que la Commission a eu sa seconde raison spécifique au secteur médical. Un très long et méticuleux système de sélection nous a permis de sélectionner 300 projets sur les 1 000 déposés. Restait la dernière phase : nous devions nous pencher sur le choix définitif de 100 projets. Or le processus fut interrompu à la fin de la semaine où vingt demandeurs déçus. Leurs reproches ont ému le directeur de la Commission des Communautés européennes, chargé de la recherche, M. Filippo Maria Pandolfi. La Commission a décidé de redémarrer la procédure à zéro. Nul ne sait quand les 100 projets de la recherche médicale pourront être véritablement

« Le Parlement européen dispose de cinq moyens pour se renseigner sur les faits, alors que le Congrès américain a un service de près de 250 personnes, l'incurie du Parlement ne nous permet pas de décider sur la "bonne cause" », s'insurge M. Michel Hervé, député français au Parlement européen, à l'auteur d'un rapport d'information du Parlement européen en matière scientifique et technologique. Or le traité de Maastricht prévoit que les budgets de recherche communautaire seront pris en co-décision, c'est-à-dire par le Conseil et le Parlement. Il y a donc périé en la mesure. D'autant plus que les programmes de recherche communautaire ont subi de la part des gouvernements une avalanche de critiques de la part des industriels, des chercheurs et de certaines instances gouvernementales. En France, tout au moins. La lenteur des procédures est incriminée. Par ailleurs, les décisions ont été prises en cause.

« Les **lourds** et **diffi-**
ciles **monter** », explique **Frouin**,
un **groupe** agroalimentaire **Bongrain**.
« Ils **nécessitent** **chacun** **deux**
mois de **travail** d'**ingénieur**, soit un
budget de **phos** de **120 000 F**. Comme
il **une** **chance** sur **dix** qu'un **dossier**
est **accepté**, la **démarche** ne **se** **justifie**
que **pour** des **projets** d'un **coût** élevé.
« **Un** **million** de **francs** ne **se** **justifie**
pas la **peine** de **poser** le **problème** de **phos**.
Il **ajoute** **celui** **déjà** **déjà**. Il **faudrait** **envi-**
rager **une** **centaine** de **dossiers** et **un**
travail **bibliographique** **de** **recherche** **de** **phos**.
« **Un** **feu** **vert** **des** **autorités**
nucléaires ».

Si tout se passe bien. Ce qui est loin d'être toujours le cas... M. Philippe Lazard, président de l'Institut national des études démographiques (INED), sera élu à la présidence de la France pour représenter ce pays en matière de population dans les instances de l'Organisation mondiale de la Santé. En quelque sorte. Le 9 septembre 1986, à quinze jours de la fin de la présidence française de la Communauté, les douze ministres de l'Union européenne ont adopté un nouveau programme-cadre pour la politique de développement (le troisième CCRD). Son budget : 5,7 milliards de francs (40 millions de dollars) pour quatre ans (1986 à 1989). À quoi servira-t-il ? À faire passer au cours de ces quatre années le nombre de personnes souffrant de sida de 10 à 20 millions.

M. Lazard,

Deux **réformes** se sont cumulées pour arriver à cette **réforme**. D'une part, d'interminables navettes entre la Commission, le Conseil et le Parle-

Les craintes des industriels

Maintenant, la politique industrielle n'est plus un tabou, la recherche communautaire s'infléchit vers l'aval, c'est-à-dire vers le marché. Un virage qui pourrait être le goût de l'ère industrielle déjà inquiète du non-respect de certains examinateurs du caractère confidentiel des dossiers soumis. Un changement qui trouble aussi les d'Eureka : ils redoutent qu'on ne vienne chasser sur leurs terres et les dispositifs mieux articulés pour préserver les complémentarités.

Certes, ce noir ne doit pas faire oublier les progrès réalisés aux dépens des équipes qui ne sont pas d'apprendre à travailler ensemble. Et les motivations conjoncturelles expliquent en partie les critiques actuelles : « A l'encontre de la recherche conjoncturelle de la fin de la période », comme dans tout lancement de produit », M^{me} Girault. En outre, la période rigueur budgétaire il est évident d'envoyer des brûlots pour justifier la volonté de réduire les dépenses en faveur la remise cause. Les procédures semblent néanmoins nécessaires pour que les nombreuses et

ANNIE KAHN

**En renonçant à la garantie
de change de l'Etat**

□ Une banque **allemande** acquiert
 la **troisième** banque **slovene**.
 A **banque** **privatisée** en 1991,
 vendra **35 %** de son capital à la ban-
 que **autrichienne** Raiffeisen Zentral-
 bank. La banque **américaine** IFC
 devrait également, d'ici la fin
 l'année, faire **entrée** dans le
 capital **de la banque** **allemande** **haut-**
teur **15 A** **date**, **moitié**
du capital **de la banque** **slovene**, qui
 s'élève à **451 millions** de dollars
 (**2,2 milliards** de francs), **des**
moins d'actionnaires étrangers.
 Selon son directeur général,
M. Miroslav Kert, la banque dispose
 d'avoirs d'une **montante** **de 42 millions**
 de francs). (140,7 millions de francs).

□ **Le scandale des caisses d'épargne aux Etats-Unis** : Charles Keating et ses associés - M. Charles Keating, ex-président de la Lin-

coln Savings and Loans, caisse d'épargne en faillite, a été condamné à verser à ses créanciers, le 10 juillet, la somme de 12 milliards de dollars (10,5 milliards de francs) pour les dommages causés par ses fautes de gestion à des investisseurs victimes de leurs malpratiques. Ce jugement est le dernier épisode d'un scandale qui avait commencé avec la faillite de la Lincoln Savings and Loans en 1989 et qui avait coûté 2,6 milliards de dollars au contribuable américain. M. Keating, dont l'entreprise avait été déclarée en faillite, est accusé de manipulations d'obligations à hauts risques (les « junk bonds »), d'avoir fait passer en avril 1989 dix ans de prison et 250 000 dollars d'amende par le tribunal de Los Angeles (le Monde du 19 au 21 avril). C'est aussi lui qui a été condamné criminellement par M. Keating à comparaître.

**En renonçant à la garantie
de change de l'Etat**




Deutsche Airbus enterr la hache de guerre avec les Américains

L'Etat fédéral allemand va faire don à Daimler-Benz des 20 % qu'il détient dans Deutsche Airbus. En contrepartie, Daimler renonce à sa garantie contre les variations de change que l'Etat lui avait consenties. Un accord en ce sens pourrait être signé fin septembre. Daimler-Benz contrôle déjà indirectement les 80 % restants de Deutsche Airbus et détendra donc quatre ans plus tard la totalité du capital.

Cette décision donne satisfaction aux Américains, qui ont fait de la suppression de cette garantie l'échange d'un de leurs chevaux d'attelage dans les négociations commerciales multilatérales du GAT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Ils avaient porté plainte devant cet organisme. La garantie en cause prévoit que l'Etat allemand doit compenser l'absence du dollar en dessous de 1,60 deutschemark. En 1990, cette garantie avait rapporté au groupe industriel 1,3 milliard de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**COMMUNIQUE CONJOINT
ACCOR / WAGONS-LITS / S.I.H.S. / PLM**

Les Conseils d'Administration  **ACCOR, Compagnie Internationale des Wagons-Lits**
 du Tourisme,  S.I.H.S. viennent de décider du principe de la fusion de PLM et
de S.I.H.S. dans ACCOR.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- rassembler ■ façon plus rationnelle l'ensemble des actifs hôteliers ■ France ;
- assurer ■ actionnaires des sociétés absorbées une meilleure liquidité et leur proposer, ■ le titre ACCOR, une plus grande diversité de leurs risques.

En même temps que la fusion de PLM ■■■ S.I.H.S. sera proposée celle de S.M.N. et ■■■ C.I.R. Les trois premières sociétés regroupent la quasi-totalité des marques hôtelières ■■■ France : Sofitel, Pullman, Novotel, Mercure et Altea ; C.I.R. est une société de portefeuille ■■■ activité opérationnelle.

Les démarches et études habituelles, notamment les conclusions des Commissaires aux apports, permettant de proposer les parités de fusion dans l'intérêt de tous les actionnaires concernés, seront soumises aux Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires des sociétés avant la fin de l'année.

Au terme de ces opérations, seuls les actionnaires de PLM et S.I.H.S. auront reçu en échange de leur participation des actions ACCOR, les sociétés S.M.N. et C.I.R. étant déjà contrôlées totalement par ACCOR.

SPORTS

SPORTS ÉQUESTRES : le CSIO de Dinard

Tous derrière et les Français devant

En réalisant le sans-faute du Grand Prix de Bretagne, le Français Jean-Louis Roudaut sur *Paladin* s'est imposé. Le Grand Prix du Concours de saut d'obstacles international officiel (CSIO) de Dinard dont les épreuves ont été dominées par les cavaliers français. Les tricolores ont notamment emporté la Coupe des nations face aux Britanniques. Une victoire de haut augure à la veille des Jeux olympiques (1) et pour les années à venir.

DINARD

■ *envoyé spécial*

A peine descendu de cheval, après le tour d'honneur, Jean-Louis Roudaut se précipite vers le cavalier d'élevage. Le vainqueur du Grand Prix du Concours de saut d'obstacles international officiel (CSIO) de Dinard prodigue quelques conseils à ses amis sur les meilleurs croisements à envisager pour faire les meilleurs poulains. Aujourd'hui, plus que jamais, il peut affirmer sans rougir qu'il est un spécialiste. Avec *Paladin* des 16 ans, champion du monde en 1985, il vient de gagner les meilleurs, son compatriote Eric Navet, le champion d'Europe et champion du monde *Quito de Baussy*, et le numéro un mondial, le Britannique John Whitaker sur *Milton*.

Belle et surprenante victoire dans le cirque verdoyant du maritime du Val Poiré. Le Grand Prix n'aura pas connu la traditionnelle épreuve des barrières, mais Jean-Louis Roudaut a accompli un sans-faute. Quand les cavaliers se sont cassés la dent sur un parcours d'obstacles difficile et traître, le futur vainqueur a choisi la patience, dépassant seulement le temps qui était imparti, réalisant ainsi une prestation presque parfaite.

A quarante ans, Jean-Louis Roudaut n'est pas un vieux briscard de l'équitation française. *Paladin* des 16 ans n'est pas un cheval connu du grand public. *Quito de Baussy* ou *feu Jappellou*. Ancien cavalier de concours complet à la fin des années 80, ce jeune homme a ensuite suivi l'élevage des chevaux de selle. Installé depuis six ans à Bonneville-Louvet, en Normandie, il gère une entreprise avec sa femme et court quand *Paladin* des 16 ans le lui permet, entre autres, à la recherche d'un cheval pour la police. L'homme est très vaillant sur le circuit. Il est membre de l'équipe de France

de saut d'obstacles depuis un an. Il peine, quand il a pensé que *Paladin* des 16 ans était à son meilleur niveau. Avec lui, il a participé à la formation victorieuse de la Coupe des Nations du CSIO de Hickstead (Grande-Bretagne) en 1985. Puis il a terminé troisième de celui de

Offres mirobolantes

La victoire de Dinard, l'aboutissement d'une carrière d'éleveur de saut d'obstacles, est le symbole. « C'est le cheval de ma vie », affirme-t-il, un sourire dans les yeux bleus. Acheté à quatre ans, *Paladin* des 16 ans a grandi sous sa tutelle. Cet étalon est le père de jeunes poulains qui tiennent dans les épreuves réservées à leur âge. Et pourtant Jean-Louis Roudaut n'a pas failli le filer l'an dernier. Pour mettre fin à la tentative de *Paladin* des 16 ans de gagner la Coupe des Nations, l'éleveur, dénué de sponsor, a dû se contenter d'un produit d'entreprise (un produit de films) afin de garder *Paladin* des 16 ans en investissement pour son élevage.

Copropriétaire du cheval, Jean-Louis Roudaut est également, dimanche, le meilleur copropriétaire d'une victoire française totale à Dinard. Eric Navet, Hervé Godignon, Édouard Couperie et les jeunes Alexandra Ledermann ou Eric Levallois, pendant quatre jours, les tricolores ont tenu les huit premières places des huit épreuves du CSIO, jusqu'à envahir le podium passionnant de samedi. Sur leurs chevaux, *Paladin* des 16 ans, *Quito de Baussy*, *Quidam de Revel*, *Rosmarie de Dampierre*, *Nickel V* ou *Sisou de Château*, les cavaliers ont affiché une forme remarquable et la victoire de l'élevage français.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) L'équipe de France de saut d'obstacles pour Barcelone se compose d'Hervé Godignon sur *Quidam de Revel*, Michel Robert sur *Norox*, Hubert Bourdy sur *Razzia du Pont* et Eric Navet sur *Quito de Baussy*. Le tournoi de saut d'obstacles se disputera du 25 au 31 juillet à Lausanne. Le tournoi de saut d'obstacles se disputera du 25 au 31 juillet à Lausanne. Le tournoi de saut d'obstacles se disputera du 25 au 31 juillet à Lausanne.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne

Nigel Mansell fait des envieux

Le Britannique Nigel Mansell (Williams-Renault) a poursuivi sa marche triomphale le titre de champion du monde de formule 1 automobile en signant sa septième victoire de la saison dans le Grand Prix de Grande-Bretagne, disputé dimanche 12 juillet à Silverstone. L'italien Riccardo Patrese, deuxième, a complété le succès de l'équipe anglo-française, qui a réussi son système doublé en neuf courses. Comme en France une semaine plus tôt, la troisième place est revenue au Britannique Martin Brundle (Benetton-Ford).

Trois champions pour deux volants

Avant de s'engager, le pilote britannique a déclaré connaître le volant de son prochain coéquipier. Les rumeurs selon lesquelles la venue d'Alain Prost, transféré par Renault à Elf, avait déjà acquis pour 1991 ne sont pas faites pour le pilote après l'expérience malheureuse de son ancien pilote français, en 1990, chez Ferrari.

La troisième place postulant à la victoire chez Williams-Renault, le pilote britannique a déclaré connaître le volant de son prochain coéquipier. Les rumeurs selon lesquelles la venue d'Alain Prost, transféré par Renault à Elf, avait déjà acquis pour 1991 ne sont pas faites pour le pilote après l'expérience malheureuse de son ancien pilote français, en 1990, chez Ferrari.

Le choix de la Williams-Renault, d'un carburant sans plomb, a été une surprise. Le pilote britannique a déclaré connaître le volant de son prochain coéquipier. Les rumeurs selon lesquelles la venue d'Alain Prost, transféré par Renault à Elf, avait déjà acquis pour 1991 ne sont pas faites pour le pilote après l'expérience malheureuse de son ancien pilote français, en 1990, chez Ferrari.

Le choix de la Williams-Renault, d'un carburant sans plomb, a été une surprise. Le pilote britannique a déclaré connaître le volant de son prochain coéquipier. Les rumeurs selon lesquelles la venue d'Alain Prost, transféré par Renault à Elf, avait déjà acquis pour 1991 ne sont pas faites pour le pilote après l'expérience malheureuse de son ancien pilote français, en 1990, chez Ferrari.

La réduction de la largeur des monoplace (de 18 cm, de la hauteur des ailerons (de 5 cm) et de la largeur des pneus (de 18 à 15 pouces), devrait entraîner une baisse de la vitesse des courses et un allongement des distances de freinage favorisant les dépassements. Si le spectacle devrait y gagner, il n'en est pas forcément de même pour la sécurité. « Je pense que beaucoup trop de pilotes ont déjà de la piste dans les virages. La réduction de la largeur des pneus rendra le pilotage encore plus difficile avec des pneus qui sont gagnés en puis- sance l'an prochain. Je ne suis pas d'accord avec ces changements », dit Mansell.

Ces réserves sont partagées par Goodyear, le fournisseur exclusif des pneus de formule 1. « Ces changements vont à l'encontre de la sécurité », affirme Barry Griffin, porte-parole de la firme américaine. Une réduction de 3 pouces de la largeur des pneus se traduit par une perte de plus de 100 km/h de vitesse. Les appuis vont diminuer. Les pilotes auront plus de mal à maîtriser leurs freinages, leurs dérivés et leurs accélérations. Les têtes-à-queue vont se multiplier avec les risques d'accidents. Or si la formule 1 nous est utile, ce n'est pas la technique, mais l'image en tant que produit performant et sûr.

Le choix, par la Williams-Renault, d'un carburant sans plomb, a été une surprise. Le pilote britannique a déclaré connaître le volant de son prochain coéquipier. Les rumeurs selon lesquelles la venue d'Alain Prost, transféré par Renault à Elf, avait déjà acquis pour 1991 ne sont pas faites pour le pilote après l'expérience malheureuse de son ancien pilote français, en 1990, chez Ferrari.

L'annonce prise dans ce domaine par Elf, présent en formule 1 depuis 1968, est telle que les pilotes, principalement anglo-saxons, préféreraient aujourd'hui limiter les recherches pour consacrer les dépenses à la promotion de leur marque. « Mobil a été très clair avec nous, explique Flavio Briatore, directeur de l'écurie Benetton. Si sur un budget de 1 million de dollars qu'ils entendent consacrer à la formule 1, ils doivent dépenser 4,5 millions pour la publicité d'un carburant spécial, ils ne nous donneront

plus que 500 000 dollars. » Une telle démarche est réfutée par Alain Guillon, président d'Elf-France. « Sur un chiffre d'affaires de 100 milliards de francs, le budget global consacré à la recherche atteint chez nous 5 milliards, dont une part infime est consacrée au point carburants pour la formule 1 », affirme-t-il. La formule 1 nous permet de démontrer que les carburants ont une meilleure connaissance des produits qu'il nous a permis, je considère même que nous avons une recherche de Solaise n'est pas une affaire de dépenses mais de profits.

Le rôle de Frank Williams

Au cours de récentes entretiens avec les responsables de la FISA et de la FOCA, Alain Guillon s'est attaché à leur démontrer que les recherches sur les carburants pouvaient, contrairement aux idées reçues, réduire la pollution. « Pour obtenir la puissance maximale d'un moteur, nos carburants doivent leur apporter un excès d'oxygène », explique Jean-Claude Fayard, directeur du service de Solaise. Alors que 200 litres d'essence d'aviation libèrent 21 kilogrammes d'hydrocarbures à l'échappement, une pollution est ramenée à 15 kilogrammes. Nos carburants sont spéciaux. « L'augmentation des régimes (jusqu'à 13 000 tours/minute pour V10 Renault) implique une amélioration de la qualité de combustion. Nos carburants, ajoute Bernard Dudoit, directeur technique de Renault-Sport, nous serions amenés à dépenser plus pour trouver d'autres solutions à nos problèmes de combustion. »

Avec le soutien de Guy Ligier, autre utilisateur du moteur Renault, Frank Williams a parié en guerre contre ces nouvelles réglementations souhaitées par le Conseil mondial. Les accords de la Concurrence, signés entre la FISA et la FOCA, prévoyant que l'annulation des règlements de sécurité nécessaires pour assurer les modifications des règlements pour la saison en cours ou pour la suivante, l'opposition de Frank Williams devrait mettre à l'arrêt le projet jusqu'en 1994. Ses « volants » pour 1991 n'en seront que plus convoités.

DÉBARD ALBOUY

CYCLISME : le 79^e Tour de France

Cocoricos

Après une nouvelle victoire d'étape française, celle de Gilles Delion (Helvetia), samedi 11 juillet à Valkenburg, Pays-Bas, suivie de la première victoire d'étape belge, celle de Jan Van Marcke (Lotto), dimanche 12 juillet à Coblenz, l'Allemagne, le Tour devait connaître, lundi 13 juillet, sa première épreuve avec un contre-la-montre individuel de 15 km autour de Luxembourg.

LUXEMBOURG

■ *envoyé spécial*

Ces caux qui, grincheux ou puristes, se laissent le tour, l'épingleaient pour un caractère trop européen, le Tour, en pleine terre étrangère, répond à ses détracteurs par un joli pied-de-nez. Samedi, sur le podium d'accueil, le vainqueur du jour, aussi les détenteurs des maillots les plus convoités de l'épreuve, il avait, pour les couleurs françaises, des allures de triomphe.

Vainqueur de la 7^e étape Bruxelles-Valkenburg, Gilles Delion, de l'équipe Helvetia, qui avait remporté sur la ligne l'Irienne Stephen Murillo, Maillot jaune (depuis la 3^e étape) et Lino, l'équipe française RMO, Maillot rose (depuis la 1^{re} étape), le plus jeune des vainqueurs de l'épreuve, Laurent Jalabert, l'équipe Once, vainqueur de la 6^e étape, du meilleur jeune (moins de vingt-cinq ans) et les trois Français ont occupé les quatre premières places, dont la première, occupée par Richard Virenque.

Economiement faible

Mais, surtout, une domination paradoxale, celle de la couleuse, il n'est question que de la crise d'un cyclisme français réduit à la compétition d'économiquement faible. Car, si les coureurs français pétillent, pour la première fois, trois seulement des vingt-deux équipes participant au Tour sont françaises : Castorama, Z et L. Et si la première est assurée de son avenir pour deux prochaines saisons, la deuxième, suspendue à la performance de l'Américain Greg LeMond, espère l'arrivée de nouveaux coureurs.

Quant à RMO, son patron, l'industriel Marc Bréillon, lui-même, en 1990, pour une survie marquée par une crise d'austérité, en attendant un deuxième partenariat susceptible de l'aider à briser le budget de 20 millions. Dans l'immédiat, et pour la durée du Tour, c'est l'entreprise de réparation industrielle d'Alain qui a accepté de mettre la main à la poche. Un investissement pourtant payant si l'on juge par le feu d'artifice réalisé par les coureurs de RMO. Avec quelque chose d'émouvant, une équipe qui, sur un mur, se défend chaque jour pour revenir à la course.

Comment, face à cette avalanche de succès, expliquer la morosité ambiante, la tristesse du chômage, la haine à l'étranger, la timidité des financiers ? Manque de confiance sur l'avenir ? Manque de confiance sur l'avenir ? Manque de confiance sur l'avenir ?

Mais, surtout, une domination paradoxale, celle de la couleuse, il n'est question que de la crise d'un cyclisme français réduit à la compétition d'économiquement faible. Car, si les coureurs français pétillent, pour la première fois, trois seulement des vingt-deux équipes participant au Tour sont françaises : Castorama, Z et L. Et si la première est assurée de son avenir pour deux prochaines saisons, la deuxième, suspendue à la performance de l'Américain Greg LeMond, espère l'arrivée de nouveaux coureurs.



capable de contrôler la route pendant vingt-trois jours.

Handicap majeur dans la première du Tour de France reste l'épreuve la plus prestigieuse du cyclisme international. Au point, même, il reprochent certains, d'étouffer toutes les autres. « Pour un groupe français, confirme Cyrille Guimard, directeur sportif de Castorama, le Tour est une importance capitale. D'où les espoirs placés dans le nouveau champion de France, Luc Leblanc, vingt-cinq ans, et de la filie de Castorama, peut-être un jour, leader du cyclisme français. Depuis 1981, depuis le Tour, il espère faire bien qu'en 1991, il a été terminé à la cinquième place. Juste derrière un Français, Charly Mottet, également vainqueur des deux étapes.

Baisser les salaires

Gagner le Tour, est-ce, pour le cyclisme français, la promesse d'un salut ? Pour Jacques Michaud, directeur sportif de RMO, plus qu'une hypothétique place sur le podium final, mieux vaut désormais viser les victoires d'étape, très médiatisées, notamment grâce à l'impressionnante victoire de l'étranger, ce qui permet d'occuper la « une » à plusieurs reprises. Pour Richard Hinault, c'est la médiatisation des courses d'aujourd'hui qui est en cause. « Déjà, expliquait-il récemment, je baisserais les salaires si, en échange, je recevais des primes de victoire. Il faut privilégier pour avoir l'argent. »

PATRICK FRANCÈS

Les résultats

MOTOS

LA FRANCE BAT L'ARGENTINE

En luttant les Français, 33 à 11, ont battu l'Argentine, 11 à 33, dans la manche de saut d'obstacles. Après une première mi-temps difficile, les Français ont inscrit trois essais, qui valent cinq points, en dix minutes, sur Aubin Hubert, Stéphane Viret et Philippe Saint-André. Ils ont remporté ainsi leur première victoire en Argentine, ce qu'ils n'avaient plus obtenu depuis 1974, contre l'équipe d'Argentine. Une victoire marquée par deux essais à deux essais contre des sélections provinciales.

CYCLISME

TOUR DE FRANCE

Septième étape : Bruxelles-Valkenburg (196,5 km)
1. Delion (Fra.), 4 h 21 min 47 s ;
2. Roche (Bel.), même temps ; 3. Jaermann (Sui.), à 4 s ; 4. Tebaldi (Ita.), à 8 s ; 5. Ghirelli (Ita.), à 1 min.

Huitième étape : Valkenburg-Coblenz (208,5 km)
1. Delion (Bel.), à 4 h 11 min 23 s ;
2. Skibby (Dan.), à 4 s ; 3. Lemerle (Ita.), même temps ; 4. Lemerle (Ita.), même temps ; 5. Vanzella (Ita.), à 56 s.

Classement général. - 1. Lino (Fra.), 35 h 35 min 25 s ; 2. Hoggner (Aut.), à 2 min 51 s ; 3. Skibby (Dan.), à 2 min 54 s ; 4. Bauer (Can.), à 3 min 11 s ; 5. Ledanoia (Fra.), à 3 min 23 s.

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE DE FORMULE 1

1. Mansell (G-B, Williams-Renault), 1 h 30 min 33 s ; 2. Patrese (Ita.), à 1 min 42 s ; 3. Brundle (G-B, Williams-Renault), à 1 min 45 s ; 4. Benetton-Ford, à 1 min 48 s ; 5. Berger (Aut., McLaren-Honda), à 56 s ; 6. Hakkinen (Fin., Lotus-Ford), à 1 min 20 s.

Championnat du monde des motos (après neuf courses). - 1. Lino, 76 pts ; 2. Patrese, 40 ; 3. Schumacher, 29 ; 4. Berger, 20 ; 5. Senna, 15.

Championnat du monde des constructeurs. - 1. Williams-Renault, 112 points ; 2. Benetton-Ford, 42 ; 3. McLaren-Honda, 38 ; 4. Ferrari, 13.

MOTOCYCLISME

GRAND PRIX DE HONGRIE

L'Américain Eddie Lawson (Cagiva) a offert à la marque italienne sa première victoire dans une course de championnat du monde de vitesse (500 cc), dimanche 12 juillet à Budapest, à l'occasion du Grand Prix de Hongrie. Il a devancé le champion du monde Doug Chandler (Suzuki) et le 14^e de la course Randy Mamola (Honda) qui s'est imposé dans la manche de la saison de 250 cc.

SPORTS ÉQUESTRES

CSIO DE DINARD

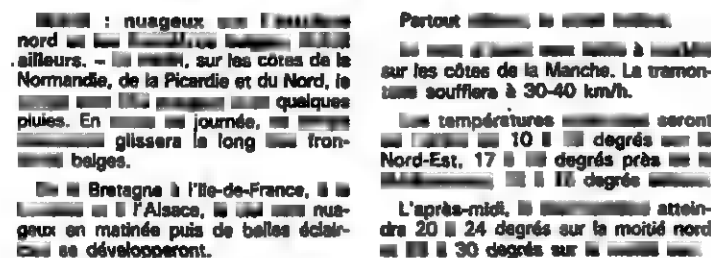
Grand Prix de Bretagne
1. Jean-Louis Roudaut (Fra.), sans faute avec dépassement de temps ; 2. Markus Beerbaum-Alinx-Peter (All.), à 4 s ; 3. Roger-Yves Bost-Raspail SF (Fra.), à 4 s ; 4. Alexandra Ledermann-Nickel V (Fra.), à 4 s ; 5. John Whitaker (G-B), à 4 s ; 6. Eric Navet (Fra.), à 4 s.

Grand Prix de France
1. France, 11 pts ; 2. Grande-Bretagne, 12 ; 3. Italie, 24,25.

Le conseil régional d'Ile-de-France a décidé de créer 100 000 places au PSG. - La région Ile-de-France a décidé d'acheter 100 000 places pour le football de Paris-Saint-Germain qui seront joués à Paris, pendant la prochaine saison. Les places seront distribuées aux lycéens et apprentis d'Ile-de-France et, à partir du 1^{er} juillet, aux jeunes qui participent aux activités proposées par les trente-trois établissements scolaires qui sont ouverts.

RADIO-TÉLÉVISION

■ programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine ■ ■ ■ ■ ■ supplément ■ ■ ■ ■ ■ Signification ■ ■ symboles
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 1 heure en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

RADIO-TÉLÉVISION

Concert donné le 8 juillet dans le Cour d'honneur des Invalides par 120 musiciens et 300 chanteurs. Les œuvres variaient sur la Marseillaise, le Guy Fautel ; Sonneries, le Guy Fautel, l'Épave Gagneur, Philippe Gumpowicz ; Les Morts au repos du répertoire militaire ; Les Chœurs à triples chœurs, de Gabrieli ; Les Morts, première version ; transcription de l'orchestration de Berlioz ; Dernière version : orchestre de Guy Fautel.

00.05 **Cinéma : Tremors.** ■
Film américain de *Phil Trachtenberg* (1990).
Avec Kevin *Bacon*.

00.10 **Plan de l'Influence.** ■
C'est le pied.

00.15 **Cinéma : Le Lauréat.** ■
Film américain de *Mike Nichols* (1967).
Avec *Burt* Hoffman, Anne *Bancroft*,
Barbra Streisand (v.o.).

0.10 **Cinéma : Bad Influence.** ■
Film américain de *Clare* Hanson (1980).
Avec *Rob* Lowe, James *Spader*, *Charles*
Clemenson (v.o.).

20.40 Téléfilm :
Le Monstre des profondeurs.
De *Russ Carter*, avec *Joseph Bottoms*,
David Deacon.
Horreur sur une plate-forme pétrolière.

22.30 Cinéma : *Les Pius* *Richard Attenborough*
sur notre vie. *en*
Film américain de *William Wyler* (1944).
Avec *Freddie March*, *Frank Lloyd*, *Dana*
Anderson.

22.35 Journal et Météo.
22.55 **Frankenstein.**
 De **James** Smight, avec **Leonard** Whiting.
Page **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100** **101** **102** **103** **104** **105** **106** **107** **108** **109** **110** **111** **112** **113** **114** **115** **116** **117** **118** **119** **120** **121** **122** **123** **124** **125** **126** **127** **128** **129** **130** **131** **132** **133** **134** **135** **136** **137** **138** **139** **140** **141** **142** **143** **144** **145** **146** **147** **148** **149** **150** **151** **152** **153** **154** **155** **156** **157** **158** **159** **160** **161** **162** **163** **164** **165** **166** **167** **168** **169** **170** **171** **172** **173** **174** **175** **176** **177** **178** **179** **180** **181** **182** **183** **184** **185** **186** **187** **188** **189** **190** **191** **192** **193** **194** **195** **196** **197** **198** **199** **200** **201** **202** **203** **204** **205** **206** **207** **208** **209** **210** **211** **212** **213** **214** **215** **216** **217** **218** **219** **220** **221** **222** **223** **224** **225** **226** **227** **228** **229** **230** **231** **232** **233** **234** **235** **236** **237** **238** **239** **240** **241** **242** **243** **244** **245** **246** **247** **248** **249** **250** **251** **252** **253** **254** **255** **256** **257** **258** **259** **260** **261** **262** **263** **264** **265** **266** **267** **268** **269** **270** **271** **272** **273** **274** **275** **276** **277** **278** **279** **280** **281** **282** **283** **284** **285** **286** **287** **288** **289** **290** **291** **292** **293** **294** **295** **296** **297** **298** **299** **300** **301** **302** **303** **304** **305** **306** **307** **308** **309** **310** **311** **312** **313** **314** **315** **316** **317** **318** **319** **320** **321** **322** **323** **324** **325** **326** **327** **328** **329** **330** **331** **332** **333** **334** **335** **336** **337** **338** **339** **340** **341** **342** **343** **344** **345** **346** **347** **348** **349** **350** **351** **352** **353** **354** **355** **356** **357** **358** **359** **360** **361** **362** **363** **364** **365** **366** **367** **368** **369** **370** **371** **372** **373** **374** **375** **376** **377** **378** **379** **380** **381** **382** **383** **384** **385** **386** **387** **388** **389** **390** **391** **392** **393** **394** **395** **396** **397** **398** **399** **400** **401** **402** **403** **404** **405** **406** **407** **408** **409** **410** **411** **412** **413** **414** **415** **416** **417** **418** **419** **420** **421** **422** **423** **424** **425** **426** **427** **428** **429** **430** **431** **432** **433** **434** **435** **436** **437** **438** **439** **440** **441** **442** **443** **444** **445** **446** **447** **448** **449** **450** **451** **452** **453** **454** **455** **456** **457** **458** **459**

13.30 C'était les 70's.
Cycle « Peace and Love ».

15.15 Téléfilm :
La Nouvelle Vie de Sarah.
De Jordan, F. Closs, Christopher Walken.

16.50 Documentaire :
Les Aventuriers du lac fantôme.

18.00	Ca se Superchene. Canaille peluche. Le pas l'Étoile.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Dessin animé : Beetle Juice.
18.55	Le Top.
19.30	Planète de l'Éducation.
19.36	Dessin animé : Les Simpson.
20.00	Les Nuls... l'émission.
20.30	Le Journal de J. C.
20.35	Le pas l'Étoile.
<p>19.00 : Les Sydney de l'Éducation (19.00).</p> <p>Avec le Radford, Lina Olin, Alan</p>	

M 6

18.50 Musique : Zygomachie.
17.15 Musique : Frottole.
7.11 Musique : Brigade de nuit.
18.30 Série : L'Étalon noir.
19.00 Série :
La Fête Maigre nous le prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.10 Série : Les hommes au service.
20.35 Magazine : Ecolo 6.
20.38 Série : Les plages.
20.40 Série : Capitaines courageux.

22.30 Cinéma :
■ la conquête
de l'Atlantide. ■■
 Film italo-français ■ Vittorio Cottafavi
 (1961). ■■ Reg Park, Fay Spain, ■■
 Mennil.

Documentaire : Rachel de Frieder Meyrhofer et Suzanne Wagner. 1949, une infirmière de la Croix-Rouge se rend en France se faire soigner d'Amérique du Nord. Quelques années plus tard, elle rejoint sa famille.

Documentaire : Sœurs de Hans Joachim Bergmann. Elles sont trois. Et pendant plus de soixante-dix ans, elles ont vécu une petite vie d'hommes.

1/2 Journal

20.40 Cinéma : Aniki Bobo. ■■
Film portugais de Manoel de Oliveira
(1942). Avec Nascimento Fernandes, Maria
Santos, Antonio Palma.

22.00 Interview de Manoel de Oliveira.

22.30 Cinéma : L'Homme volant. ■
Film allemand d'Erwin Krisor (1936). Avec
Hans Maly, Hans Krüger, Rolf Emert.

20.30 L'Histoire en direct. Les Gaulois nous font découvrir la vie à Paris au temps de la Renaissance. **20.45** **Le Radio dans les yeux.** Les radios internationales nous font découvrir la photographie.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Anne Cartier-Bresson (histoire mondiale de la photographie).

0.50 Musique : Les Beatles nous font découvrir la musique (8).

17h Solrée concert. La solrée de François
Degeorges. Les grands
1895 et 1901 : quatre-vingt-huit ans
de la solrée de Verdi. R. 21.00. Concert
direct : l'Opéra (Monspellier) : Altis
opéra en quatre ... Verdi, par le
Chœur de Radio-France, ... philhar-
monique : Montpellier, dir. ...
sol : ... Veughn, ...
Schemtschuk, ... Oslén, Erich Knodt
Struckmann, ... Monici,
Legrance, Franck

19h Bleu nuit. Par Jean-Michel Proust.

20.50 **Le monde du décor.** Chat Baker, Bud Powell, Charlie Mingus... une scène.

21.15 **Le monde.** Film réalisé de Shirley Clarke (1963). Avec H. Clinton, Y. Rodriguez, B. Felton.

21.55 **Le Kid d'Oklahoma.** La fulgurante carrière du guitariste Charlie Christian.

22.10 **Documentaire.** Gentlemen Jazz. Une histoire de Dizzy Gillespie en Californie. Une leçon de musique du saxophoniste Sonny Rollins à Paris en 1980.

23.10 **Musique.** Swing to Bop. Dizzie Gillespie, Duke Parker, Duke Ellington, Thelonius Monk, Holiday, Bud Powell, Miles Davis...

20.30 Archipel [1].

21.30 Le [2] de Rio. Quel avenir pour la planète (2) ?

22.40 Nuits magnétiques. Du côté de [3].

0.05 Du jour au lendemain. Avec [4]. fessol (la transfiguration du politique).

0.50 Musique : Coda. Les lies grecques : l'archipel du [5] (7).

19.08 **concert.** La **chambre** et **Fugue** en ré mineur, ■ **Bach**: **Præstidium**, ■
■ **Brahms**: **Prélude** non terminé, ■ **Chopin**:
■ du soir, ■ **Don**: **Le Cid**, ■ 21.00
Concert (donné ■ 6 ■ **Châtelet**) :
■ **Prigioniéro**, **opéra** ■ un **prologue** et ■ **acte**
■ de **Deliaepica**, par ■ **le Chœur** **Almaenn**
■ **Wangen**, ■ **l'Orchestre** **radio-symphonique** de
■ **Suisse**, ■ de ■ **Essa-Peter** ■ **Chor** ■ **sol** :
■ **Jennie Curry**, ■ **Keller**, ■ **David Pittman** ■
■ **Denning**, ■ **Sven-Erik** ■ **Alexandersson**, ■
■ **Magnus** ■ **le fin** du **temps**, ■ **22.30**, ■ **Quatuor**
■ **l'air**

Les armes de Drouot.
Le regard inattendu,
ironique, décapant,
d'écrivains,
journalistes
et chercheurs thaïs.

Un ouvrage collectif
des éditions Autrement
232 p. 89 F.
En librairie

autrement

صدا عن الوطن

Le Monde ■ Mardi 14 juillet 1992 ■

Le Monde

Mobilisation pour les déchets



Les Ciments Lafarge ont inauguré... vieux pneus servent... combustible. Il a fallu... dix ans... tâtonnements pour... forme de recyclage, qui allie économie et écologie.

page 24

L'agriculture chilienne modernisée



Ni les... ni les civils ne sont... réforme agraire. En donnant la préférence à la modernisation des exploitations, ils... de l'agriculture un des facteurs de développement économique du pays.

page 27

Industries de terroir : Centre



Le Massif central... pourtour abritent... nombreux bassins industriels spécialisés... la coutellerie, la porcelaine de Limoges ou la ganterie, trouvent leur salut dans la gamme.

page 28

MODE D'EMPLOI... 24
Humeur, par... Doyère : Plein temps. La... : Royalties.

ACTUALITÉ... 25 et 26

PERSPECTIVES... 27

OPINIONS... 29

RAISONS... 29

Livres : Retour... lecture. R. signaler.

CONJONCTURE... 30

Le commerce extérieur :... française. La construction... pléissance :... contrats.

L'économie mondiale : Singularités. Le commerce international :...

L'ÉCONOMIE

Le cognac des mandarins

Après quarante ans d'interruption, la nouvelle bourgeoisie chinoise reprend goût à une boisson prisée dans tout l'Extrême-Orient

PÉKIN
de... correspondant

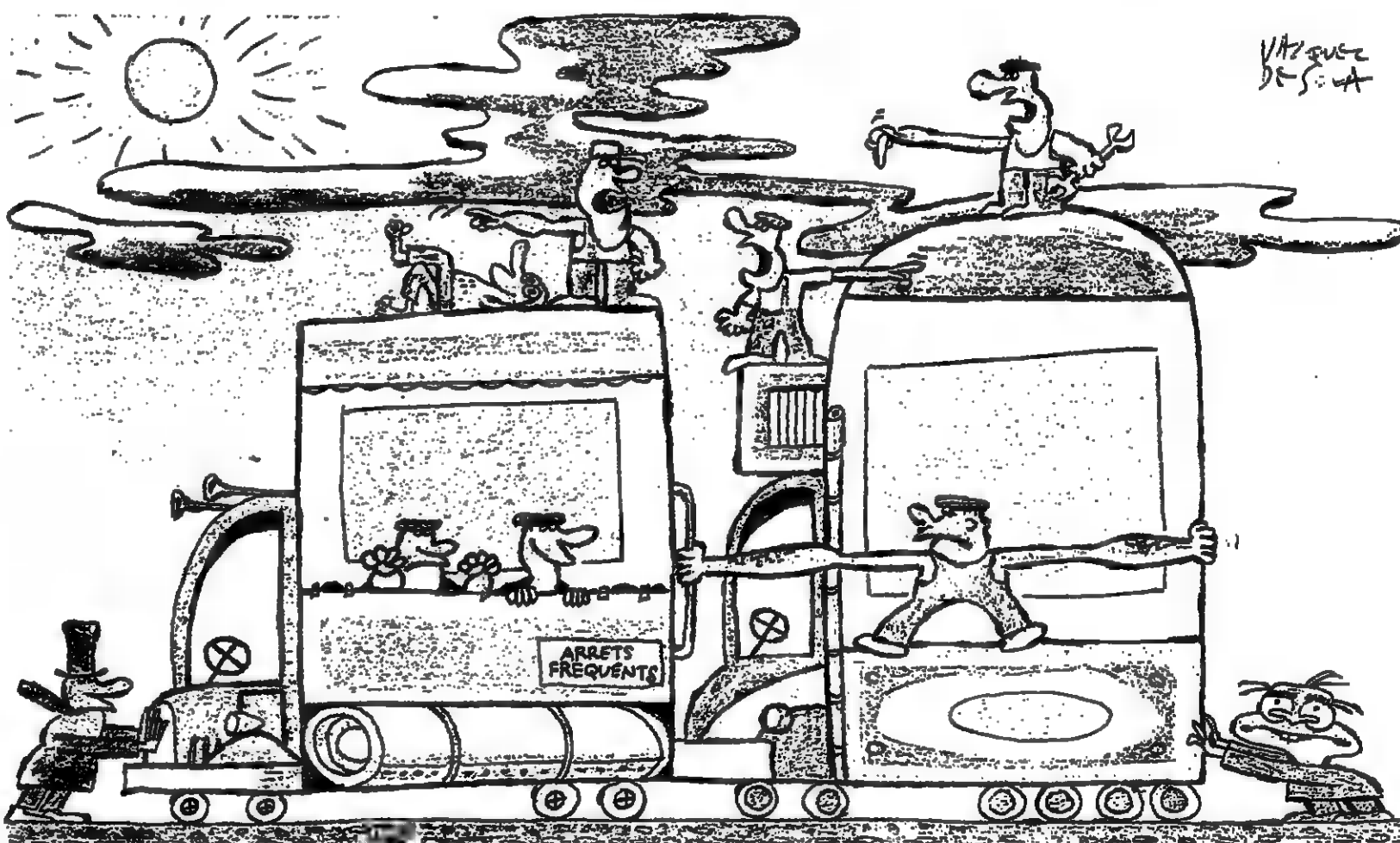
«QUAND la reprise économique se produira au Japon, ce ne sera pas les économistes qui le sauront le premier. C'est moi», assure froidement Gilles Hennessy, descendant à la septième génération du... La raison de sa certitude est simple : «Le cognac est le baromètre de l'économie asiatique». Sur 32 millions de bouteilles vendues... le monde par sa société en 1991, l'Asie en a englouti 20 millions. De la meilleure qualité, de surcroît.

De fait, dans cet Extrême-Orient en pleine croissance économique rapide, le français, en général lourdement taxé, est devenu la boisson par excellence pour une classe aisée volontiers portée à l'ostentation. Au point qu'à Hongkong, on trouve dans les supermarchés des bouteilles de prix qu'à Paris on traiterait volontiers comme des bouteilles de luxe de la place de la Madeleine.

La nouveauté incongrue de l'apparition de la Chine populaire parmi ces marchés fort peu prolétaires. L'empire du Milieu, politique d'ouverture économique aidant, a vu ses... d'alarme. Dans les années 20, raconte Gilles Hennessy, sur le sujet, la firme vendait près d'un million de bouteilles par an en Chine. L'avènement du communisme en 1949 fit toutes livraisons.

François Daron
Lire la page 21

Routiers : le spasme corporatiste



La France a été aux prises, entre le 29 juin et le 8 juillet, avec un nouveau type de conflit social. Incontrôlé, irrationnel, il diffère par son ampleur des précédents mouvements de camionneurs (1984 et 1991), et par son atomisation des différentes « coordinations » souvent éphémères apparues ces dernières années (infirmières, médecins, étudiants, cheminots). Le gouverne-

ment s'est trouvé désemparé devant cette action. Les corporatismes s'expriment sporadiquement en France dans le vide laissé par l'action syndicale « classique ». Qui saura gérer et surtout prévenir ces mouvements où quelques milliers de personnes parviennent à entraver le fonctionnement de l'économie ?

Lire page 25 l'article de Michel Noblecourt

La Banque d'Angleterre dédouanée

Un an après le scandale de la BCCI de nouvelles normes ont été fixées pour la supervision des groupes bancaires internationaux. La Banque d'Angleterre, sur sa sellette, sauve la face...

LONDRES
correspondance

«L' fait pas un doute que la BCCI n'aurait pas poursuivi ses activités aussi longtemps qu'elle l'a fait si les normes minimales avaient eu vigueur...» : la présentation, le 6 juillet, la Banque d'Angleterre, par Gerald Corrigan, président de la Réserve de New-York et du Comité de Bâle (composé de gouverneurs de banques centrales du groupe de Dix), des normes de la surveillance des groupes bancaires internationaux et leurs filiales à l'étranger avait une dimension emblématique.

Parce qu'un plus tôt, jour pour jour, au même endroit, le gouverneur de l'institut d'émission britannique, Robin Leigh-Pemberton, annonçait la fermeture de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) après la découverte de fraudes à grande échelle. Parce que les nouvelles dispositions de contrôle plus strictes supposées empêcher la répétition de pareilles mésaventures, fortement dommageables pour les banques

banques. Faut-il que, enfin, la vieille banque huppée de Threadneedle à aujourd'hui quelques années.

Un « trou » d'au moins 10 milliards de dollars, 800 000 déposants sur le sol britannique, 170 000 en voie d'indemnisation... La Banque d'Angleterre aurait-elle pu éviter ce désastre bancaire ? Force est de constater, au vu des premières fuites sur le rapport Bingham sur les problèmes de la BCCI, qu'elle a essayé de le faire... mais trop tard.

AUTONOMIE Ce manquement devrait pourtant être sanctionné après la publication de ce document, prévue pour l'automne. Le Bingham a porté en effet l'accent sur le cabinet comptable de la BCCI, l'ancien Waterhouse, et l'actionnaire principal, l'émirat d'Abou-Dhabi, d'avoir averti trop tard la Banque d'Angleterre des problèmes financiers de la BCCI.

Par ailleurs, l'approbation probable, le 20 juillet, par le tribunal de Luxembourg, du plan d'indemnisation partielle des déposants

clients, conclu par l'administrateur judiciaire Touch Ross et le ministre Zayed, devrait calmer les inquiétudes.

Si « The Bank » devrait ainsi épargner des malheurs de l'après-Bingham, l'honorable Leigh-Pemberton n'est pas près de quitter la rubrique des faits divers pour l'anonymat de son palais, qui sied davantage à un gentleman élevé dans la plus belle tradition d'Eton et d'Oxford. Les suites financières des incommensurables scandales - BCCI mais aussi Maxwell, Brent Walker, Polly Peck, Harrod's - et les retombées de la plus grave récession depuis 1945 (crise de l'immobilier et difficultés des banques commerciales) ne cessent de susciter l'opprobre de la City et de défrayer la chronique. Pour la gardienne de la livre sterling, le choc est d'autant plus rude que les mini-catastrophes interviennent en continu où la Banque d'Angleterre est en quête d'une plus grande autonomie vis-à-vis du ministère des finances, dans le cadre de l'Union monétaire européenne.

Marc Roche

Lire la suite page 26

3^e CYCLE SPECIALISE

UNE FORMATION SPECIALISEE EN UN AN AUX CARRIERES INTERNATIONALES

MANAGEMENT DES OPERATIONS INTERNATIONALES

L'ENVIRONNEMENT, LES OUTILS ET LA GESTION STRATEGIQUE DES OPERATIONS INTERNATIONALES

Admission sur dossier et entretien :
• 1^{er} + 4 : Maturité, Ecoles de Gestion...
• Inscription : le 4 Septembre 1992 (2^e session)

ESC ROUEN
Direction des Programmes Spécialisés
BP 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. 57 82 74 14 - Fax : 35 76 62

CHAMPION DE L'ECONOMIE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

MODE D'EMPLOI

ENVIRONNEMENT

Mobilisation pour les déchets

Sous l'impulsion de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, les industriels se mobilisent pour traiter et valoriser les résidus

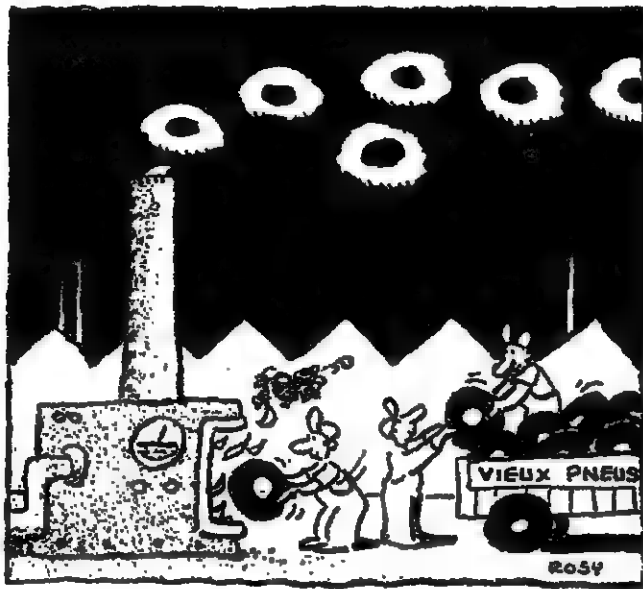
DEPUIS deux mois, l'usine des Ciments Lafarge de La Malle (Bouches-du-Rhône) brûle dans ses fours une moyenne de 1 000 vieux pneus par jour. Ceux-ci sont le carburant d'appoint pour la cuisson de la chaux vive qui donnera le ciment. Une première en France. Voilà quinze ans pourtant que la chose se pratique au Japon, que les États-Unis, l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse ont suivis. Dans l'Hexagone, la valorisation des vieux pneus n'a mis dix ans à aboutir. Au début des années 80, l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) s'efforça de trouver une filière de valorisation des vieux pneus. On imagina les broyeurs « pour-uretre », afin d'en soustraire la partie métallique qui, elle, ne brûle pas. Echéec total : l'opération broyage rend le combustible beaucoup trop cher. En 1983, l'usine Lafarge de l'Estaque, à Marseille, mit à brûler des pneus, mais l'établissement fut fermé l'année d'après pour cause de redéploiement.

La seule tentative fut, en 1990, la mise en place d'un atelier de désassemblage des véhicules en fin de vie à Saint-Pierre-de-Chandieu (Rhône), l'égide du groupe PSA et de la Compagnie française des ferrailles. Les résidus de broyage automobile — morceaux de pneus, plastique, terre mélangée — envoyés dans une usine des cimenteries Vicat pour y être brûlés comme combustible d'appoint.

La chaîne digne de son nom ne brûlait les pneus entiers jusqu'en mai dernier. France. Les Ciments Lafarge d'abord assurés d'un stock de pneus suffisant. La décharge de l'Estaque a donc été réactivée depuis trois ans, afin de constituer une réserve pour permettre un brûlage en continu, 24 heures sur 24, l'année. Un réseau de collecte des pneus a ensuite été mis en place : l'aide de la région, de la direction régionale de l'industrie, de la recherche (DRIRE) et de la chambre de commerce de Marseille. Enfin, un savant montage financier a permis d'installer à La

Malle un entrepôt de 100 000 m² une chaîne de brûlage : les Ciments Lafarge ont investi 14 millions de francs (avec amortissement de cinq ans), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), qui a succédé à l'ANRED, a prêté 1,5 million de francs, le conseil régional a offert 1 million et le syndicat des professionnels du pneu 1 million de francs.

A raison de 300 francs la tonne, les cassiers (qui font le tri des pneus) rachètent ou détruisent les pneus hors d'usage à l'usine de La Malle. Cet exemple montre, s'il en était besoin, combien il est difficile de mettre en place une filière industrielle de valorisation des déchets. C'est



pourquoi le rapport que vient de publier Paul-Henri Bourrellet mérite d'être examiné. Ancien directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), président des Houillères du Centre et du Midi, ingénieur des mines à balayé le champ des recherches sur le traitement des déchets. Un champ pour l'instant encore restreint, puisque les grandes entreprises comme Générale Eaux ou Lyon-

naise-Dumez ne s'y sont intéressées qu'à partir de 1985.

Le rapport préconise de confier à l'ADEME le pilotage de l'ensemble du programme, qu'il s'agisse de recherche publique ou privée. L'ADEME disposera pour ce faire d'un budget annuel de 75 millions de francs, dont 40 millions fournis par ses ministères de tutelle (recherche, environnement, industrie) et 35 millions provenant de la nouvelle taxe sur la mise au décharge, qui devrait entrer en vigueur l'année prochaine. L'ADEME propose en outre d'obtenir une quinzaine de millions de francs de la Commission de Bruxelles en répondant aux appels d'offre de la DG 12 (chargée de la recherche) ou de la DG 11 (environnement).

L'Agence peut en effet aider les entreprises à constituer et présenter leur dossier (1). L'ADEME disposerait ainsi de 90 millions de francs pour lancer et piloter des programmes de recherche entièrement financés au traitement des déchets. Les 1 750 entreprises françaises qui, aux termes de la circulaire de mars 1991, doivent fournir aux préfets un rapport sur la production et l'élimination de leurs déchets, ont donc tout intérêt à se mettre en rapport avec l'ADEME, ou avec les associations créées sous son égide, comme l'ECRIN (Réseau coopération recherche déchets) à Lyon et Angers, ou le Toxicologie santé, à Grenoble. On peut aussi s'adresser à l'association ECRIN (Echange et coordination recherche industrie), présidée par le directeur de la recherche de Lyonnaise-Dumez, Thierry Chambolle (2). L'association a constitué des « clubs CRIN » spécialisés, dans l'emballage ou l'inertage des déchets par exemple.

Roger Cans

(1) ADEME, 27 rue Louis-Vicat, 75357 Paris Cedex 15. Tél : 47-65-20-00.
(2) ECRIN, Maison de la Chimie, 28 rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél : 45-30-48-11. Fax : 47-53-02-91.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

LA CROISSANCE EST DANS LES CHIFFRES MAIS PAS DANS LES TÊTES, a déclaré Michel Sapin, ministre de l'économie, lors de son discours annuel du 7, le groupe des Sept, regroupant les chefs d'Etat et de gouvernement des grands pays industrialisés, qui s'est réuni à Munich du 6 au 7 juillet. Le Fonds monétaire international a accordé un prêt de 1 milliard de dollars à la Russie qui sera débouqué le 7 août (le Monde daté 5-6 et des 7, 8, 9 et 10 juillet).

LIVRE DES BARRAGES ROUTIERS. Les professionnels de la route, qui manifestaient leur mécontentement par rapport à la loi de 1987 sur les barrages, ont levé le 8 juillet le drapeau de la révolte. Ils ont lancé un appel à la grève des barrages qui paralysaient le réseau routier depuis le 27 juin. Le 7 juillet, les forces de l'ordre ont défilé devant plusieurs barrages. Un accord a été signé entre les organisations professionnelles et les syndicats de transporteurs routiers, dans la nuit du 6 au 7 juillet, sur l'aménagement du temps de travail et l'application du permis à points (le Monde daté 5-6 et des 7, 8, 9, 10 juillet).

PENTLAND A RACHETÉ ADIDAS A BERNE. L'accord a été signé le 7 juillet par le prince britannique Pentland. Il permettra à Pentland de prendre la totalité du capital de la société Adidas GmbH, qui contrôle Adidas, dont il détenait déjà 20,05 %. La transaction s'est faite au prix de 2,11 milliards de francs au comptant (le Monde daté 10 juillet).

AIRBUS INDUSTRIE VEND CINQUANTE AVIONS A UNITED AIRLINES. La compagnie américaine a annoncé le 8 juillet ce contrat avec le consortium européen portant sur l'achat de cinquante biracteurs A-320 et la réservation de cinquante options. Le contrat est de la commande de l'ordre de 1 milliard de dollars (10 milliards de francs) (le Monde daté 10 juillet).

ACCORD CONCLU ENTRE LES BNP ET L'ASSURANCE ALLEMANDE. Les Assurances générales de France et Achener und Muenchener Beiteiligung ont mis fin à deux années de conflit. L'accord du 7 juillet permettra à la compagnie française d'avoir des droits de corresponsabilité à la part du capital de l'assureur allemand (le Monde daté 10 juillet).

MARDI 14 JUILLET. Paris. Traditionnelle intervention du président de la République François Mitterrand à l'occasion de la fête nationale.

Genève. L'Association mensuelle du conseil du GATT. États-Unis. Le président mexicain Carlos Salinas de Gortari a visité San-Diego (Californie) le président américain George Bush. Résultats de l'enquête devant déterminer si les vins et fromages français seront frappés de droits de douane prohibitifs.

MERCREDI 15 JUILLET. Paris-Ile-de-France. Augmentation du tarif des taxis gris de 27 francs par cheval (Paris). France. Publication par l'Agence internationale de l'énergie du rapport sur la politique énergétique en France. États-Unis. Réunion formelle en présence de plusieurs ministres des affaires étrangères de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) sur la situation en Afrique du Sud.

JEUDI 16 JUILLET. Paris. Présentation du rapport de Gérard Vanderpote sur la situation dans le cadre de la formation en alternance. Paris. Réunion du groupe de pays donateurs d'organismes internationaux chargé de coordonner l'aide au développement à l'Indonésie (jusqu'au 17 juillet).

Strasbourg. Comparution en référé de la compagnie Air Inter, assignée par deux familles de victimes du crash du vol Sainte-Odile.

Oslo. Visite officielle en Norvège du chancelier allemand Helmut Kohl (jusqu'au 17 juillet).

Athènes. La Grèce devient membre à part entière de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

VENDREDI 17 JUILLET. Paris. Réunion sur l'UNEDIC. L'assurance-chômage. Le patronat pourrait accepter un relèvement des cotisations.

SAMEDI 18 JUILLET. Londres. Election du nouveau chef du Parti travailliste, en remplacement de Neil Kinnock.

Grande-Bretagne. L'Union du périple européen élu président mexicain Carlos Salinas.

LUNDI 20 JUILLET. Athènes. Réunion du Parlement grec en session extraordinaire pour examiner le traité de Maastricht (jusqu'au 30 juillet).

HUMEUR ■ par Josée Doyère

Plein temps

Vous avez une lettre d'employé administratif, triant, écrivant, répondant, agrafant, réponse à double de lettre, classant, rangeant, classant, rangeant... Non? Moi non plus. Cependant, il faut bien se coller à la papeterie, le samedi après-midi, quand il ferait si bon faire la sieste, le dimanche, quand il est si bon se reposer, quand on épique partie de Scrabble avec les enfants, ou encore le soir, quand on lit le journal ou qu'on s'occupe des devoirs de l'enfant (qui vraiment ne va bien finir par se débarrasser d'une minable, au lycée) — ou l'inverse.

Ça prend un temps! On n'en finit pas, les factures, les comptes, les relevés bancaires, la Tiens, qu'est-ce c'est encore que 53,83 francs de frais divers? Il faut falloir que je leur téléphone... d'essayer de bien viser la personne à laquelle il faut impérativement dénoncer le contrat d'assurance. Ils sont hors de prix, ceux-là, j'ai trouvé une compagnie beaucoup moins chère, comme de toute façon la ne rembourse presque rien en cas de pépin...), de préparer une lettre administrative (« Oul, monsieur, ça que vous deman-

dez... »). Il vous suffit de nous envoyer un courrier, nous nous enverrons le document par retour... ». Et le soir, le samedi, le dimanche, si on s'est muni d'un recueil de lettres-typées, on choisit en publiant la lettre de consommation : faute d'être un clavier, il faut plusieurs fois la même lettre, pour qu'elle soit présente.

Après cela, il faut tout classer, soigneusement — un document mal classé, perdu, simplement : les secrétaires ne font pas cela par plaisir — à ranger les lettres ou on stocke les précieux papiers. Et on prend une place! On se prend à rêver non! une pièce de plus dans l'appart, pour séparer les deux pièces, pour un peu à l'étroit dans leur petite chambre, mais à un bureau, avec une table en ordre, des classeurs, une photocopieuse et l'inévitable machine à écrire le traitement de texte, tant qu'à faire... Réviser de mémoire tout l'univers du travail, c'est tout! même un comble. Mais ce n'est pas tout. Il faut aussi gérer les papiers d'une famille devenue presque un métier, il faut dire, une occupation à plein temps.

LOIS ET DÉCRETS

Artisans

1992, Journal officiel du 27 juin 1992, p. 8473.

Rémunération des stagiaires

La rémunération mensuelle effectuée par les demandeurs d'emploi est portée de 3 877 francs à 3 947,10 pour ceux dont la rémunération peut être calculée sur la base de l'ancien, pour les mères d'au moins trois enfants, les femmes divorcées, ou séparées judiciairement depuis moins de trois ans.

Cette rémunération est fixée à 100 francs pour les femmes veuves, divorcées, séparées, abandonnées ou célibataires qui ont la charge d'un ou plusieurs enfants, et les femmes enceintes seules.

Décret n° 92-561 du 26 juin 1992, Journal officiel du 27 juin 1992, p. 8533.

Contrats locaux d'orientation

L'aide forfaitaire aux contrats locaux d'orientation (le Monde de l'économie du 19 mai) est fixée à 24 francs l'heure. Arrêté du 19 juin, Journal officiel du 25 juin 1992, p. 8367.

Travail temporaire

Un décret pris en Conseil d'Etat fixe la prise en charge des coûts des accidents graves de travailleurs intérimaires — accidents mortels ou entraînant une incapacité de travail importante. Un décret du 19 juin, Journal officiel du 25 juin 1992, p. 8367.

L'entreprise utilisatrice, qui assure la gestion du risque, est tenue de verser une aide financière à l'organisme dont relève l'entreprise de travail temporaire. L'entreprise doit lui adresser les justificatifs des dépenses et des cotisations de déclaration d'accident, des cotisations de salaires, doubles des cotisations de prise en charge — ou de refus de prise en charge — au titre des décisions attributives de prestations. Les litiges relatifs à la répartition de la charge financière relèvent du conseil général de la Sécurité sociale.

Décret n° 92-558 du 25 juin

LA COTE DES MOTS

Royalties

L'anglicisme *royalties* a été accepté trop d'états d'âme, apparemment, par les dictionnaires usuels — qui font refléter un emploi courant — fort proche d'un *royauté* familial à des oreilles françaises.

C'est outre-Manche que l'équivalent de *royauté* a pris, au XIX^e siècle, l'acception d'impôt payé au roi, puis d'un droit payé au propriétaire d'une mine, le ou les exploitants. Traversant le Channel au XIX^e siècle, le mot a été adopté de plus en plus — et on peut dire exclusivement, au pluriel, *royalties* — surtout utilisé dans les domaines de l'industrie minière et pétrolière, l'édition (livres, disques, etc.) et des brevets d'invention. Les milieux de l'industrie ont adopté les *royalties* des intermédiaires qui ont permis la conclusion heureuse de contrats de production-exploitation, par exemple.

On note un emploi familial, populaire, où le mot prend, global, le sens d'argent, de « recette », de « rentrée ». Les cousins Canadiens français s'en tiennent à *royautés*, mais ce n'est pas l'usage dans l'Hexagone... Il ne semble pas avoir de chance d'être mieux accueilli dans l'avenir. On ne s'en chagrine pas outre mesure, puisque *royalties* peut — doit — être remplacé par différents substituts fort bon aloi : *redevance* (versée soit à l'Etat, soit à un propriétaire étranger), soit à un propriétaire, droits d'inventeur (sommes versées aux inventeurs qui utilisent un brevet), droits d'auteur (perçus par les écrivains, compositeurs...), les éditeurs, en « droits dérivés », et même, parfois, *commission* ou *pourcentage*.

La redevance peut revêtir différentes formes. Ainsi, dans le domaine du pétrole, le pays possesseur des gisements — l'Etat — voit son territoire traversé par le pipeline permettant le transport dudit pétrole. Le pays possesseur des gisements (de gros chèques!) est bien payé des produits pétroliers, voire en pétrole brut. Dans ce dernier cas on parle de *pétrole-redevance*.

Jean-Pierre Colignon

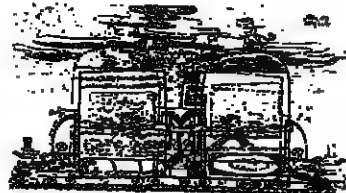
150

150

ACTUALITÉ

NUMÉRO • par Jean-Denis Lacroix

Plein temps



Routiers : le spasme corporatiste

Atypique, atomisé, incontrôlé, voire irrationnel, inextricable, faute d'organisations vraiment représentatives, le mouvement des camionneurs a exprimé du façon radicale une montée des corporatismes que les dirigeants ne savent ni écouter ni gérer

Le face-à-face qui s'est opposé, pendant dix jours, sur la route de France, à un Etat semblant naviguer à vue, à une France déjà assoupie par les vacances, a eu tous les ingrédients d'un conflit atypique. A l'origine, le mouvement d'une corporation, il y a eu un petit air de mai 1968... Pour un peu, le blocage perdurant, on aurait pu imaginer qu'une poignée de manifestants colères - quelques milliers de gens groupés autour de deux barrages - allaient mettre en hibernation avec un succès comparable à celui obtenu par plus de dix millions de grévistes en mai 1968.

Car le paysage industriel a considérablement changé en vingt-quatre heures. A l'heure de la généralisation des flux tendus - système qui permet aux entreprises de diminuer leurs stocks, de limiter au maximum leurs stocks, de rendre dépendantes les bases fournisseurs de leurs transporteurs (le Monde du 3 juillet), - un enchaînement infernal aurait pu en empêcher beaucoup d'entreprises de tourner, leurs lignes approvisionnées. Avec une pénurie de matières premières, une pénurie alimentaire, la chaîne des bouches...

PAGAILE • La catastrophe ne s'est pas réalisée que le « syndrome chilien » - les camionneurs contribuant, en 1973, à la chute du régime Allende. Mais nos voisins européens se sont inquiétés de cette pagaïe qui a fait fuir les importations par milliers et perturbé les approvisionnements de plusieurs pays. La France a été prise avec un nouveau type de conflit social, inédit dans l'histoire des routiers de 1984 et de 1991. Atypique, atomisé, incontrôlé et, dans une large mesure, irrationnel.

Ses interlocuteurs vraiment représentatifs, d'abord. Même si FO a pris, dès le départ, des positions en faveur des permis à points, voté par le Parlement il y a trois ans, et a incité les routiers à lui faire barrage, elle a été débordée par le déclenchement du mouvement, lundi 29 juin. A la différence de Marc Blondel, omniprésent, Jean Kaspar, le secrétaire général de la CFDT, a attendu le 11 juillet pour exprimer sa « compréhension » et appeler les parties à la modération, laissant intervenir en première ligne le Fédération des transports (aux côtés des conducteurs) et son organisation de consommateurs (aux côtés des usagers).

Les syndicats ont d'autant plus couru derrière les grévistes que leur présence sur les routes est faible dans le secteur. Aux métiers professionnels, les taux de non syndiqués sont majoritaires (47,35 %). Et le secteur est un véritable désert syndical : rien d'étonnant quand on sait que 30 762 entreprises de transport de marchandises, 80 % comptent moins de dix salariés (42 % ayant seulement un ou deux salariés) et 0,2 % plus de 200 employés...

CONTRAINTES • En fait, artisans et chauffeurs ont subi de nombreuses contraintes horaires variables et des tentatives de dépassement idéologiques, ce qui les a conduits à se retrouver en situation de blocage. Si, comme le dit le patron d'une entreprise nationalisée, le conflit a été « une preuve supplémentaire du danger de syndicalisme en état de déliquescence », il a fait apparaître une nouvelle fois les risques liés à l'absence de corps intermédiaires. Mais dans ce secteur où l'individu est habitué à se débrouiller seul (avec son camion), le syndicalisme n'est pas évident. Il a simplement oublié d'exister.

Un autre fait identique peut être fait à propos des organisations patronales, qu'il s'agisse de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), majoritaire, ou de l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA), minoritaire représentée chez les chauffeurs. Elles ont plus subi ou, à la limite, suivi le

vement qu'elles ne l'ont impulsé. Si la FNTR avait déposé un recours au Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation du permis à points, elle s'attendait le 6 juillet à l'appeler, comme l'UNOSTRA, à « laisser les routiers au garage ». Et les deux organisations se seraient d'autant moins enclines d'assumer le relevé des conclusions du 6 juillet, pourtant signé au prix de quelques souffrances, qu'elles ont, le lendemain, maintenu pendant une journée leurs consignes... avant de retrouver un semblant d'autorité en appelant à la levée des barrages.

HORS COURSE • Syndicats absents, patronat hors course, cette situation a entraîné l'incapacité croissante des organisations professionnelles devant la montée des corporatismes. Nul ne sait la gérer. Le corporatisme est complexe - difficile en lui-même dans une profession où la concurrence interne est exacerbée - et s'est même matérialisé d'un côté du nouveau permis à points, d'une réforme à une nouvelle loi, d'une réforme à une réforme de la route à géométrie variable suivant l'usage du véhicule ou la profession du conducteur et, plus globalement, d'une réforme de l'Europe. Mais ces derniers mois, beaucoup de voix ont exprimé des corporatismes : celui des médecins contre la « médicalisation des soins », celui des agriculteurs contre la réforme de la politique agricole commune après une myriade de manifestations catégorielles menées par des infirmières, des gardiens de prison, des magistrats, des contrôleurs aériens, des agents de la métro ou de RER, etc.

Mais le corporatisme des routiers s'est montré radical, réduisant et parfois supprimant la liberté et la liberté de circulation. Qui dit corporatisme dit souvent « coordinations », surtout lorsque le syndicalisme est absent. On avait vu celles-ci en 1984 avec les chauffeurs et les cheministes, plus tard avec les infirmières et les enseignants sociaux. Pourtant, elles ont été souvent éphémères ou ont provoqué de graves divergences stratégiques internes. Chez les infirmières, la coordination de 1991 n'avait plus la même force que celle de 1988. Chez les médecins, la coordination « Action santé » n'a profité qu'en partie à l'effacement du syndicalisme traditionnel. Chez les agriculteurs, la Coordination rurale, qui, à l'origine, amalgamait courants politiquement antagonistes, a été bloquée par son blocus aux portes de Paris.

PETITS CHEFS • Chez les routiers, le phénomène des coordinations n'est pas apparu. Ou plutôt, il y a eu une sorte de corporatisme amateurisme militant, ont fleuri. De petits groupes avec des petits chefs et des gros camions ont résisté, mais sans paraître avoir une véritable stratégie ou une réflexion à moyen terme sur l'avenir de leur profession. L'équation est simple : le permis à points, c'est la mort professionnelle puisqu'il entraîne la perte des six points conduisant à la perte du permis à points au chômage.

A partir de là, ce fut l'heure du « Tazaa », pensant agir pour leur propre survie au milieu d'une jungle européenne supposée de plus en plus hostile et ne se préoccupant qu'à peine des flots d'âme du barrage voisin. La grève des routiers a eu ses règles propres, échappant à l'ABC traditionnel du mouvement du travail.

Rien d'étonnant si le gouvernement s'est trouvé désemparé, ayant tenté de réagir classiquement à une situation qui ne l'était pas. Il a manqué tantôt la carotte, tantôt le bâton, tantôt des concessions sur la mise en œuvre du permis à points et l'envoi de chars AMX-30, ouvrant des négociations et, parallèlement, reculant, pour la première fois depuis 1981, l'armée.

Pour Pierre Bérégovoy, en effet, cette épreuve a force ne pouvait pas plus mal tomber. Politiquement, le premier ministre se voyait reprocher son immobilisme ou ses reculades (de la maîtrise des

économies de santé à la maîtrise de l'habitation). Il devait donc faire preuve de déterminisme et de fermeté, tout en évitant de laisser le trouble à l'arrière-plan de la Maastricht. Economiquement, le mouvement des routiers ne pouvait être que dommageable. Pour un gouvernement qui célèbre un permanent état de crise, la politique de la France a échappé à la récession et à la croissance. La loi, qui de plus en plus inopportune qu'un conflit qui retarde le redémarrage de la demande intérieure, perturbe la production industrielle et gâche le départ de la saison touristique ?

MÉDIATISATION • Les routiers comptent sur la médiatisation de leurs barrages. Le gouvernement aussi. Mais avec des objectifs opposés. Pour les pouvoirs publics, le blocage de la route des camionneurs ne pouvait que se résoudre par une initiative. Pour les chauffeurs, l'« effet médiatique » de leur action devait permettre de populariser leurs revendications.

Comme tant d'autres avant eux, les « bloqueurs » partaient perdants : leurs victimes étaient les vacanciers, les hôteliers et... les agriculteurs. Les sondages révélaient une majorité en faveur du permis à points. Et les médias diffusaient un message plutôt hostile.

En dépit d'un environnement défavorable, de l'aspect « prise en otage » de la collectivité par une corporation, les routiers ont gagné la sympathie de leurs victimes et plus globalement de l'opinion publique. Comme elle plébiscitait ceux qui, à travers leur ras-le-bol, exprimaient aussi de manière diffuse, éparse, le mécontentement des catégories sociales et des intérêts divers mais liés à leur niveau de vie et à la montée du chômage. Paradoxalement, les Français ont ainsi vu un mouvement corporatiste dont les manifestations sapent l'autorité de l'Etat, théoriquement porteur de l'intérêt général, alors qu'ils reprochent à ce même Etat une faiblesse et ses hésitations.

Face à cette situation quasi

inextricable, le permis à points servait de « remède » à un problème de conditions de travail, le gouvernement devait passer de l'un à l'autre : la solidarité entre patrons et salariés ne pouvait que voler en éclats. Et des améliorations - d'horaires notamment - ont été annoncées. Mais la mesure la plus délicate que les « serfs des temps modernes », selon l'expression quelque peu excessive du président de la République, ne mettaient pas en œuvre en faveur de leurs conditions de travail...

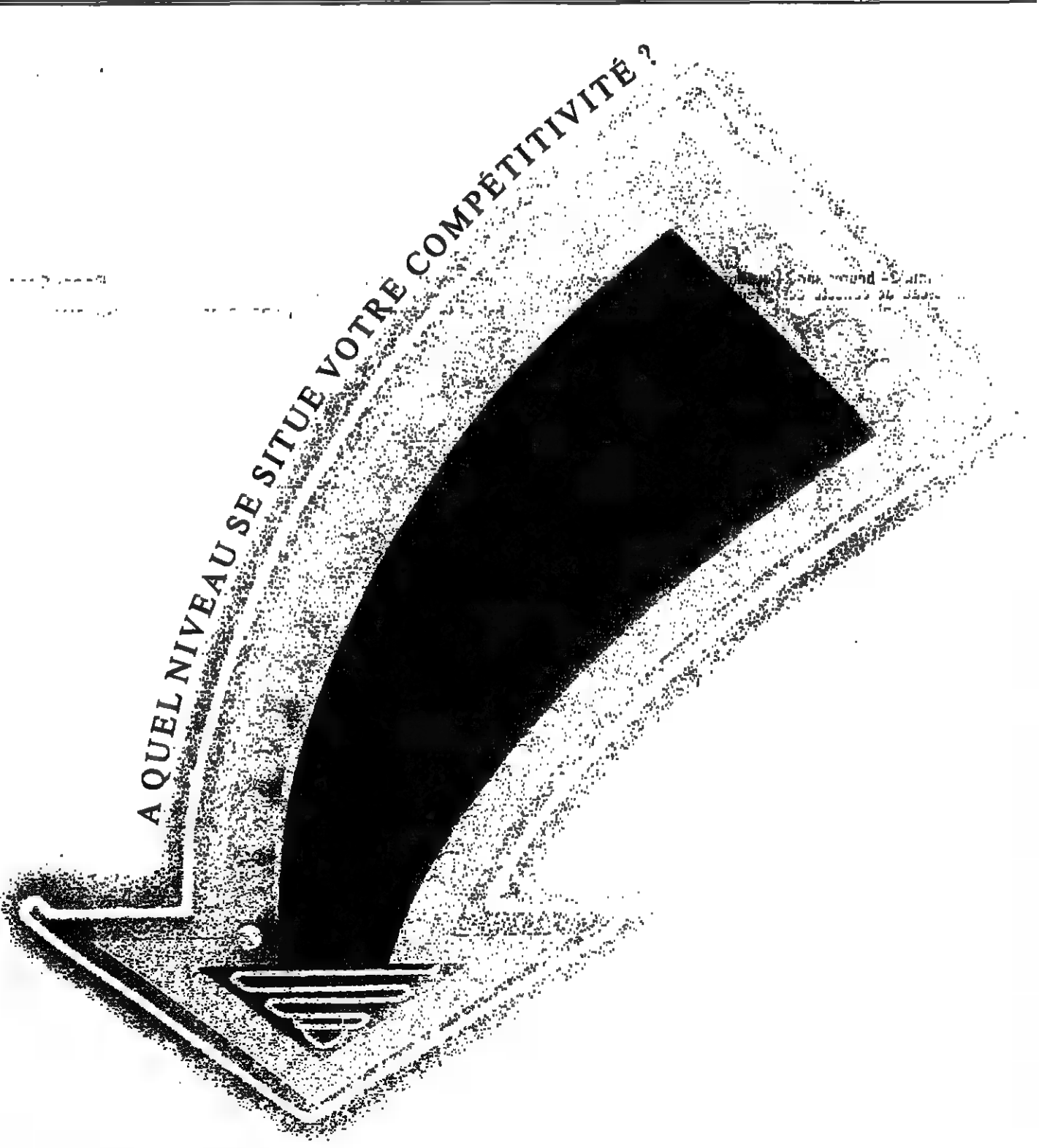
A L'ENVERS • Tout s'est ainsi déroulé comme si on avait pris depuis le début le problème à l'envers. N'aurait-il pas fallu s'attaquer au préalable aux conditions de travail des routiers avant de mettre en œuvre le permis à points, les trois ans écoulés depuis le vote de la loi ayant fait un délai suffisant ? Si les camionneurs dépassent allègrement le temps normal de conduite - 53,2 heures par semaine, en moyenne, pour la durée maximale légale de 44 heures, -

c'est en grande partie à cause des contraintes et des cadences imposées par les chargeurs et les donneurs d'ordres dont ils sont extrêmement dépendants.

Ce conflit, atypique, a particulièrement marqué le souvenir de la sociologue François Dupuy (Le Monde du 11 juillet) - ni les pouvoirs publics ni les organisations professionnelles, - n'a su « comprendre ni interpréter la demande » des chauffeurs en colère.

Cette panne de l'écoute est alors que le vide syndical s'installe. Aujourd'hui, les routiers ont fait l'expérience. Mais demain, d'autres corporatismes, d'autres particularismes, aiguës par une certaine peur de l'Europe, peuvent se lever et se lancer aussi une grève thrombose. Dans la santé, l'industrie, l'éducation, les transports. Qui saura gérer - et surtout prévenir - les conflits et les efforts, dès maintenant, d'écouter une demande de plus en plus atomisée et éclatée ?

Michel Noblecourt



Il existe en Europe plus de 20 millions de PC basés sur une technologie Intel ou antérieure.

Ces ordinateurs sont aujourd'hui complètement dépassés, le coût de leur maintenance est très élevé et ils ne sont adaptés aux derniers logiciels. Cela signifie tout simplement que l'efficacité de beaucoup d'entreprises n'est pas au top niveau. Ça c'est la mauvaise nouvelle.

La bonne nouvelle, c'est que Intel vient de réduire considérablement les prix des processeurs i486.

Alors songez à vous débarrasser de vos vieux PC.

Intel Corporation, Intel486 et i486 sont des marques déposées de Intel Corporation.

vous pouvez dès maintenant acheter la plus récente et la plus rapide des technologies à un prix très attractif. Une technologie parfaitement adaptée aux plus récents logiciels.

Pour ramener à son plus haut niveau la compétitivité de votre entreprise, interrogez dès aujourd'hui votre fournisseur sur les ordinateurs intégrant un processeur Intel486.

Et si vous êtes le point d'investir pour la première fois dans un PC, commencez donc par choisir celui qui se fait le mieux. Un modèle à la hauteur des logiciels d'aujourd'hui.

intel

La Banque d'Angleterre dédouanée

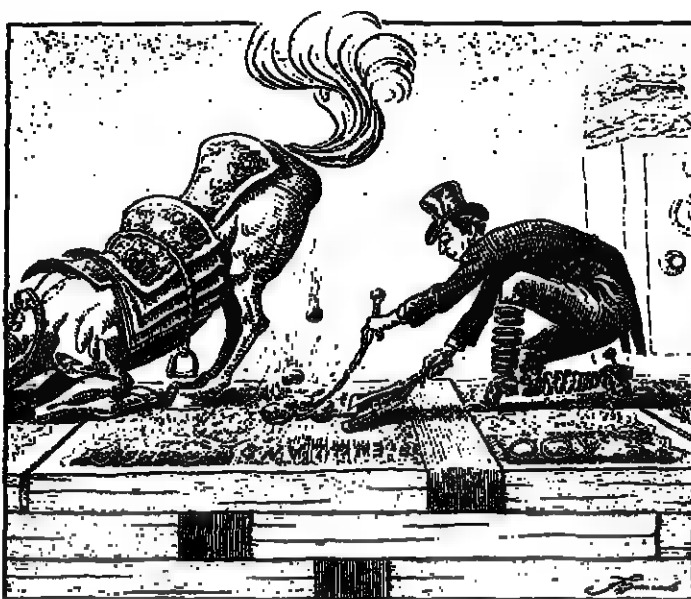
Suite de la page 23

Le renforcement de la surveillance bancaire. Les conclusions du rapport Bingham. La longue saga de l'indemnisation des épargnants. Ont précipité l'énigmatique Banque d'Angleterre. Une « une » de toute la presse. Une véritable irruption sur la scène publique pour cette banque de fonctionnaires plus habitués à l'ombre des antichambres qu'à l'éclat des médias. A commencer par les « incorruptibles » du département-phare, le Banking Supervision Department (BSD), chargé de l'encadrement de banques locales étrangères. Ces inspecteurs cultivaient suavement la persuasion discrète. Le frottement de sourcils, la tape sur l'épaule, l'air pendant longtemps merveille auprès des professionnels du « mile doré » (surnom donné à la City).

OPAQUES En revanche, cette méthode nématique s'est révélée inefficace dans le monde d'organisations opaques et hétérodoxes comme la BCCI. Ses réseaux clandestins faisaient tourner la planète des fonds, propres sales, la plupart du temps non comptabilisés, en utilisant des paradis fiscaux. Avec un siège légal au grand-duché de Luxem-

bourg, un centre économique à Londres, une présence dans soixante-neuf pays, une direction essentiellement composée de banquiers du sous-continent indien, investisseurs du Proche-Orient... La création en 1972 par le financier pakistanais Agha Hasan Abedi, un tel groupe était en fait incontrôlable, vertu des critères normatifs en vigueur.

RE-RÈGLEMENTATION Par ailleurs, l'internationalisation des mouvements de capitaux, les politiques de déréglementation financière et de libéralisation économique menées par les gouvernements Thatcher, Major, fortement réduits la marge de manœuvre de l'institut d'émission insulaire. Paradoxalement, le ministère des finances, derrière ses discours officiels libéraux, a pratiqué une sévère re-réglementation des circuits financiers. Résultat : alors que, il y a une décennie, la Banque d'Angleterre tenait les commandes de la City, aujourd'hui elle compte une poignée de ministères, sont également chargés de contrôler ce qui s'y passe. De tout le monde, la Banque d'Angleterre est la plus apte à éviter les excès périodiques de certains. La manque de coordination



entre toutes ces autorités est un grand obstacle à une action collective pour assainir la place de Londres. explique Richard Bracey, professeur à la London Business School. The Bank of England aujourd'hui a des pouvoirs la tutelle vigilante et tatillonne du chancelier de l'Echiquier, qui

notamment porte-parole au Parlement. Les exemples d'ingérence ouverte sont toutefois dans le monde feutré des seigneurs de l'argent, des contacts noués depuis des générations, du cercle magique de l'establishment. Les membres de la Banque traitent de plain-pied avec de la haute administration de

Whitehall. Un représentant du gouverneur ne participe-t-il pas, exemple, au fameux comité interministériel des services secrets (le JIC, selon les initiales anglaises) quand il s'agit d'affaires de tourisme ou de drogue ? Threadneedle Street sait

L'autonomie par rapport au pouvoir politique aurait permis de bien distinguer les responsabilités de chacun de cette série noire de scandales.

très différente de celle qu'elle a eue si elle avait pu agir en toute indépendance ? Robin Leigh-Pemberton en est persuadé. Les experts n'en sont pas convaincus.

Mais l'autonomie par rapport au pouvoir politique aurait permis au moins de bien distinguer les responsabilités de chacun dans cette série noire de scandales. Aujourd'hui, ce sont les cabinets comptables qui apparaissent comme les coupables tout désignés.

SOUÇONS Après la publication de nouvelles directives du groupe Bâle, la Banque d'Angleterre a annoncé, mercredi 11 juillet, que les prérogatives des auditeurs seraient réduites. Désormais, il aurait le devoir, non plus simplement le droit, de l'informer de la fraude de fraude pesant sur un de leurs clients.

Avec le renforcement des liens avec la police, c'est là la seule mesure concrète décidée par le gouverneur après avoir tiré les leçons des erreurs qui ont conduit au scandale de la BCCI, la plus grande arnaque bancaire de ces temps. Honni soit qui mal y pense.

Marc Flichy

Le cognac des mandarins

Suite de la page 23

Depuis 1978, date des premières réformes du système, les affaires reprennent, encore que de manière confuse.

Officiellement, l'importateur exclusif est la China National Cereals, Oils and Foodstuff Import Export Corporation, dite « Cerofils », qui taxe à 135 % le produit qui fait la fièvre des Charentes. Mais plusieurs centaines de milliers de bouteilles pénètrent aussi en Chine, principalement méridionale, dans les bagages des Chinois à Hongkong, à Taiwan, d'outre-mer, visite sur le continent. Le phénomène illustre l'apparition d'une nouvelle classe aisée, qui emboîte le pas aux privilèges de la dirigeante frotée à l'étranger : certains hauts responsables communistes au discours politique très doctrinaire ne cachent nullement leur penchant pour le boisson qui symbolise, partout ailleurs en Asie, la prospérité capitaliste.

LABEL Le choix de cette nouvelle classe s'est naturellement porté sur la qualité de cognac qui est le plus de succès à Hongkong, à Taiwan : le « X. O. », un label facile à prononcer, l'un des plus chers, dont la toute première

de Sète, accosta à Shanghai un yacht de croisière de 44 mètres, le modèle de ceux qui, jadis, transportaient, dans un sens, le vin de Chine pris en Europe et, dans l'autre, les marchandises que l'empire du Milieu daignait accepter, avec réticence. La vitesse élevée que procurait à ces petits navires une voilure importante leur permettait d'échapper aux pirates. Que la Chine populaire, mal adaptée au monde moderne, permette aujourd'hui une reconstitution de livraisons anciennes, opérées au fond de batailles - comme la destruction de la flotte orientale en 1884 par l'amiral Courbet à Fuzhou, - permet à Gilles Hennessy d'affirmer que « dans quinze ans ce sera peut-être le premier marché mondial ».

MODERNE Pour l'heure, la place reste détenue par le Japon, marché estimé à 11 millions de bouteilles par an. Les premières livraisons remontent à 1868, mais l'envoie se produisit en 1976, une fois tombés les quotas d'importation de licence. Le pourquoi du boom est un mystère. Le produit du VSOP, « Very Superior Old Pale », presque exclusivement - tomba bien, au bon moment, avec une image de boisson « plus légère et plus moderne » que ses concurrents. Derrière le Japon, viendra bientôt Taiwan. La déréglementation, qui a déjà permis au whisky de faire une entrée en force, bénéficiera, avec dix-huit mois de retard, au produit français. Jusqu'à présent, le Taiwan Tobacco and Wine Monopoly Bureau n'importait que 30 000 à 40 000 caisses (de douze bouteilles) par an. Le reste arrivait en contrebande. A terme, le marché taiwanais représenterait 1 milliard de francs par an pour l'industrie du cognac. Mais Gilles Hennessy proteste contre ce qu'il estime être l'absence de soutien politique français. « Le lobby écossais du whisky est très puissant, et la France a un complexe vis-à-vis de ses produits de luxe ».

Lui n'hésite pas à apporter ses bouteilles de « X. O. » à main pour un banquet offert à des clients de Taiwan, à inviter une séance de dégustation tous frais payés une brochette de maisons de plaisir les plus raffinées de la région (après tout, ce sont elles qui imposent le boisson client). Les Français risquent de rater une occasion majeure. Le XIX^e siècle fut le siècle du vin. Le XX^e siècle fut celui de l'asiatique. Et de rêver au Vietnam, prochaine victime désignée de la « X. O.-manie » maintenant qu'il s'affranchit du dogmatisme communiste.

Francis Deron

La déréglementation bénéficiera à la France avec dix-huit mois de retard.

livraison était arrivée en 1872 à Shanghai : cinq caisses tirées de la réserve familiale. La maison exportait déjà, depuis 1859, du cognac plus ordinaire, le « Paris de l'Extrême-Orient », mais, selon les archives, les clients shanghaiens - vraisemblablement les Européens installés depuis les traités des années 1840, qui avaient brutalement ouvert les ports de Chine au commerce occidental - mirent à réclamer, par la voix du négociant, un obscur « George Smith », une qualité supérieure. On leur envoya du « X. O. » - un sigle dont la firme ne pas connaître la signification - à bord de l'*Alford*, bateau qui dut mettre environ cent vingt jours pour effectuer le trajet.

La mode lancée. Le coup d'accélérateur viendrait en 1910 lorsqu'un Français devenu l'agent commercial exclusif de Hennessy à Shanghai s'aviserait de lancer le bruit selon lequel le ravin les virilités faiblissantes, obsession dans la diététique chinoise.

Pour fêter cent vingtième anniversaire de cette livraison, le 7 juin dernier, au terme d'un voyage de sept mois depuis le port



DÉBARRASSONS-NOUS DE NOS PRÉJUGÉS.

la
pens
en
form

150 000 000

سنة ١٤١٠ هـ

PERSPECTIVES

RÉFORME AGRAIRE EN AMÉRIQUE LATINE

Chili : modernisation forcée

Abandonnés par la droite et les militaires, criblés de dettes les « latifundios » ont cédé la place à des exploitations modernes et l'agriculture est devenue un des moteurs de la croissance économique

L'agriculture pèse toujours sur le développement de l'Amérique latine. L'importance des grands domaines, le nombre de très petites exploitations et de paysans sans terre, ont rendu nécessaires des réformes agraires (« le Monde de l'économie » du 6 juillet). Mais celles-ci, tardives, incomplètes, ont souvent déçu, et beaucoup de pays se tournent aujourd'hui vers des conceptions libérales, comme le Mexique, que nous avons évoqué la semaine dernière. En revanche, le Chili a réussi la mutation de son agriculture, les généraux ayant poursuivi la réforme contre les « latifundistas ».

SANTIAGO
correspondance

EN plein hiver, les consommateurs américains ou européens ont pu faire leurs délices des pêches, abricots et raisins mûrs au pied des Andes. Des oasis du Nord désertique aux terres fertiles du Sud humide, le Chili exploite son nouvel « or vert ». Écoulés à contre-saison sur les marchés des pays industrialisés, les fruits représentent plus de la moitié des 2 milliards de dollars annuels d'exportations agricoles (1).

En 1991, la production fruitière a progressé de 30 %. « D'ici à l'an 2000, nous serons l'un des principaux vergers du monde », pronostique fièrement un agronome. La *bonanza* (prosperité) ferait presque oublier que les campagnes chiliennes furent, il n'y a pas si longtemps, secouées par de violentes convulsions politiques et sociales. Au cours des trente dernières années, trois réformes agraires, suivies du choc en retour du coup d'Etat militaire, ont opposé les hommes pour la possession des terres.

Surpassant à l'époque coloniale, le règne des *latifundios* — grandes propriétés de plusieurs milliers d'hectares — ne prit fin

que dans les années 60. Leur productivité était particulièrement faible : une grande partie des terres restaient inexploitées, cependant que la culture et l'élevage extensifs limitaient les rendements. Exerçant une autorité patriarcale sur son domaine, le *terrateniente* rétribuait ses paysans en nature, leur allouant un

ou deux hectares à usage domestique. Quant aux *minifundistas*, enfermés dans une agriculture de subsistance, ils fournissaient la main-d'œuvre saisonnière dont les grandes propriétés avaient besoin. Sous le coup de la Grande Dépression, le Chili, comme d'autres nations latino-américaines, entreprit un processus d'industrialisation, dont le corollaire fut l'accroissement de la population urbaine (aujourd'hui 80 % du total). Il s'ensuivit une forte demande intérieure de produits agricoles, que les *latifundios* ne pouvaient pleinement satisfaire. De plus, pour régulariser l'approvisionnement, le gouvernement fixa le prix des denrées, rognant ainsi les revenus des agriculteurs.

POTS DE FLEURS • Au milieu du siècle, l'inadaptation du régime de propriété était devenue patente. Toutes les conditions étaient réunies pour précipiter la « révolution agraire », dont un évêque, Mgr Manuel Larraín, prédisait l'avènement « avec nous, sans nous, ou contre nous ». De son propre chef, Mgr Larraín céda les terres appartenant à son évêché aux paysans qui les cultivaient. Son exemple fut suivi par l'archevêque de Santiago : l'Eglise avait rejoint les forces « progressistes » — démocratie chrétienne et partis de gauche — qui criaient haro sur l'oligarchie agraire.

Leur pression s'ajoutant à celle des Etats-Unis, soucieux d'éviter la propagation du castroïsme, c'est sous la présidence du conservateur Jorge Alessandri (1958-1964) que fut votée la première loi de réforme agraire. Un premier pas très timide, puisque aucun *latifundio* ne fut exproprié. L'Etat se contentant d'aliéner une partie du domaine public et de racheter des terres pour les revendre à des particuliers. Au total, 66 000 hectares seulement changèrent de propriétaires. « C'est la réforme des pots de fleurs », ironisaient les « progressistes ». Au terme du mandat de Jorge Alessandri, tout reste donc à faire. Les propriétés excédant 500 hectares (2,5 % du total) s'étendent sur 80 % de la surface cultivée. Le quart des agriculteurs drainent la quasi-totalité des crédits bancaires, tandis que la moitié des paysans ne possèdent pas de terre, et, faute d'organisations syndicales, sont soumis à l'arbitraire des grands propriétaires.

ACCÉLÉRATIONS • Mais, sous la présidence du démocrate-chrétien Eduardo Frei (1964-1970), l'histoire s'accéléra. Une nouvelle loi de réforme agraire limite à 80 hectares le droit de propriété. Le reste est progressivement exproprié, quitte à laisser les *latifundistas* choisir les terres qui leur reviennent. En six ans, 3,5 millions d'hectares seront « réformés ». Aujourd'hui encore, les conservateurs en gardent rancune à la formation centriste.

Regroupés en coopérative, ou exploitant individuellement les terres, les nouveaux propriétaires bénéficient de l'assistance technique de la Corporation de la réforme agraire (CORA) et se voient octroyer des crédits à taux préférentiels par la banque de l'Etat. Loin d'affecter les rendements, le bouleversement opéré s'accompagne d'une croissance soutenue de la production agricole (3,5 % par an en moyenne de 1964 à 1970). Pour parachever son œuvre, la démocratie chrétienne approuve une loi reconnaissant aux paysans la liberté d'association, et les syndicats voient rapidement affluer les adhérents.

Après l'élection de Salvador Allende à la présidence de la République, en 1970, la réforme agraire s'emballe. En moins de

trois ans, 6,3 millions d'hectares supplémentaires sont expropriés. Socialisme oblige, le régime de l'Unité populaire pousse à la formation de coopératives chapeautées par la CORA, même si les paysans rendent parfois à servir l'Etat-patron, qui ne cède ses titres de propriété qu'après une longue période d'« apprentissage ».

Mais la réforme ne va pas assez vite au gré de l'aile « gauchiste » du Parti socialiste et des castristes du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Très actifs dans les campagnes, ils organisent de nombreuses occupations illégales de terres, qui donnent souvent lieu à des affrontements meurtriers avec les milices des grands propriétaires. Dans ce climat de guerre civile larvée, la production agricole chute verticalement et les citadins, carte de rationnement en main, font la queue devant les magasins d'alimentation.

CONCURRENCE • Les militaires « rétablissent l'ordre » en 1973. Et de quelle façon ! Au lendemain du coup d'Etat, plusieurs centaines de paysans et de responsables provinciaux de la CORA sont passés par les armes. La contre-révolution s'emploie aussitôt à défaire la réforme agraire. La CORA révoque de nombreux décrets d'expropriation, tout en procédant à des restitutions partielles de terres au profit des anciens propriétaires. En 1978, 60 % des *latifundios* expropriés sous les gouvernements de Frei et d'Allende ont été peu ou prou reconstitués. Mais ils ne s'étendent plus que sur 40 % de la surface cultivée.

Les paysans les plus prospères rachètent les terres non restituées

L'ordre ancien n'est donc pas intégralement restauré. La CORA met en vente les terres non restituées, que rachètent les paysans les plus prospères, mais aussi des sociétés capitalistes, qui introduisent un modèle d'exploitation intensive et spécialisée fondé sur des technologies modernes et l'emploi d'une main-d'œuvre à bon marché. L'avenir appartient en fait à ces nouveaux venus.

Car le régime militaire met le Chili à l'heure néolibérale. L'Etat retire son aide aux agriculteurs, alors que la réduction des tarifs douaniers les expose à la concurrence étrangère. Sauvés du « marxisme » par les généraux, mais accablés par un endettement excessif et l'effondrement des prix intérieurs, les *latifundistas* se retournent contre leurs libérateurs. Mal leur en prend : le général Pinochet sévit contre les protestataires, allant jusqu'à expulser du pays l'un de leurs leaders. Et la justice procède à la liquidation des domaines en faillite.

Ainsi, un formidable transfert de propriété a lieu au début des années 80. Le *latifundio* a perdu définitivement sa position dominante, tandis que s'imposent les exploitations modernes, dites « californiennes », de taille souvent modeste, mais à forte intensité capitaliste.

Misant sur ses avantages comparatifs, tournée vers l'exportation, l'agriculture chilienne est devenue l'un des moteurs de la croissance nationale. Mal payés et sous-employés, les salariés agricoles n'en voient les fruits que sur les branches...

Gilles Baudin

(1) En 1991, selon la banque centrale, les exportations chiliennes s'élevaient à 8,9 milliards de dollars, dont 3,6 milliards pour le cuivre.

La semaine prochaine : Salvador : la paix sans la terre

la pensée en forme.

On dit que l'homme est né libre, comment se fait-il alors qu'il passe

le plus clair de son temps enfermé dans un bureau ? Un ordinateur : la cle des champs. Vous n'y auriez probablement jamais pensé. Ça se comprend. Parce que ce n'est pas tous les jours que l'on a la chance de travailler avec un micro-ordinateur comme ceux de la gamme AMBRA. Alors, essayez-en un et

passer le reste du temps à faire ce que vraiment vous avez envie de faire. Appelez gratuitement le 05-386 586 pour une pensée en forme.



LA GAMME AMBRA EST VENDUE AVEC DOS ET WINDOWS ET VOUS PERMETTRA D'UTILISER LA PLUPART DES LOGICIELS STANDARDS. SPRINTA 386 SX 25 MHz ECRAN COULEUR VGA 14 POUCES, 4 MO RAM, DISQUE DUR 20 MO. A PARTIR DE 9 900 F TTC* COMPRENANT LA SOURIS, LES LOGICIELS, 1 AN DE MAINTENANCE SUR SITE* ET L'ASSISTANCE TELEPHONIQUE HOTLINE. *OFFRE LIMITEE A LA FRANCE METROPOLITAINE

INDUSTRIES DE TERROIR

Les fragiles porcelainiers de Limoges

Après des années-records, les grands noms de la porcelaine traversent une passe difficile et risquent d'y laisser leur indépendance, déjà fortement entamée

LIMOGES
de notre envoyé spécial

LES gens de Limoges sont individualistes, dit-on. Et les porcelainiers plus encore. « La profession aurait pu se regrouper pour se structurer, pratiquer alliances industrielles et rapprochements de capital. Mais, à chaque fois, les entreprises ont préféré un partenaire extérieur », raconte un industriel. Le propos n'est pas boudé, loin de là. A l'exception notable de l'ancienne Manufacture royale reprise par les porcelaines Bernardaud, partout, les étrangers au métier et à la région — mais Français encore, — ont avancé leurs pions.

Ces dernières années, la Table de France, holding du groupe Guy Degrenne, a pris 49 % du limougeaud Médard-Defaye; la banque Hottin-guer puis la GMF sont entrées dans les porcelaines Lafarge; présente dans Christofle et Baccarat, la Compagnie du Louvre (holding de la famille Taittinger) a continué son déploiement dans les arts de la table et pris 35 % de Haviland; la verrerie Lalique, déjà propriétaire de Coquet, est entrée aux côtés du Crédit lyonnais au capital de Bernardaud (20 % chacun). L'aveyronnais Laguiole — des couteaux — a acheté 50 % des porcelaines André Raynaud. Quant au groupe Robert Haviland et Parlon, le tout-Limoges le marie déjà à la maison de luxe Hermès, bien que celle-ci ait récemment ouvert son propre atelier de « décor » à Nontron (Dordogne). Limoges serait-elle en train de perdre sa porcelaine?

Sur les bords de la Vienne, les records de 1990 sont loin, quand l'activité des vingt-deux sociétés adhérentes à l'Union des fabricants de porcelaine de Limoges avait augmenté de 9 % pour atteindre 700 millions de francs de chiffre d'affaires. L'an dernier, ce chiffre a reculé à 650 millions. Et ne donne, pour l'heure, aucun signe de redressement, si l'on en juge par la multiplication des journées de chômage technique dont sont victimes les 2100 salariés de ces sociétés.

MÉVENTE ■ De janvier à fin avril, assurent certains, la production aurait encore chuté de 13 %, entraînée par un effondrement du marché national, en recul de plus de 20 %. Les plans sociaux sont de retour. De 220 salariés fin 1991, les effectifs des porcelaines Raynaud tomberont à 150 à la fin de l'année. « La mévente brutale des flacons en porcelaine pour le Cognac m'a pris de court,

reconnaît Dominique Decoster, qui vient de supprimer 34 des 150 emplois de Limoges Castel, filiale de Haviland. J'en ai redonné six, cinq sont partis en préretraite. Pour les autres, j'ai dû recourir aux licenciements secs. »

La crise est là. Générale, à l'image de celle qui frappe indistinctement les industries françaises du luxe. Spécifique à la porcelaine, quand elle est due, pour partie, à la concurrence montante d'un Sud-Est asiatique aux prix si dérisoires, parfois, qu'ils en désorientent la clientèle. « Comment expliquer que nos prix sont raisonnables et justifiés quand la Chine propose six tasses à thé pour 25 francs ? », s'alarment les entrepreneurs de Limoges.

Spécifique encore, quand la crise correspond à un changement d'attitude du public à l'égard de la... liste de mariage. Les jeunes mariés n'hésitent plus, désormais, à troquer le service de table offert contre un cadeau dont ils estiment avoir l'utilité. « Les grands magasins acceptent cette convertibilité », semble regretter André Raynaud, le président de l'Union des fabricants. Plus direct, un industriel parle de « dévoiement ». Sans pouvoir rien y changer : les porcelainiers ne contrôlent pas leur distribution. Pour un fabricant, ouvrir plus d'une boutique exclusive dans les quatre ou cinq grandes capitales mondiales ne

se justifie pas. L'issue est ailleurs. Dans les efforts déjà fournis pour reconquérir le public. Finie, par exemple, l'obligation d'acheter un service de 56 ou 72 pièces au grand complet. A chacun désormais de composer son service. A son goût. A sa taille. Les fabricants se sont mis au goût du jour. Ont sorti des assiettes de 31 centimètres de diamètre, taille nord-américaine en vogue désormais dans les intérieurs et hôtels de l'Hexagone. Ont sorti des beurriers hollandais ou des tasses chinoises. Ont renouvelé, pour certains, les motifs vieillissants, comme l'explique Dominique Decoster : « Haviland réalise 70 % de son chiffre d'affaires avec des décors qui n'existaient pas il y a quatre ans. »

RATIONALISER ■ Mais de recherches communes ou d'études collectives, peu ou point, malgré l'existence depuis 1952 du Comité national d'expansion de la porcelaine de Limoges. La solidarité s'est muée en chacun pour soi. Premier par le chiffre d'affaires — 200 millions de francs au total dont 150 dans la production, — Bernardaud, qui a lourdement investi pour accroître ses capacités de production, s'essaye au marché de plus grande diffusion avec sa nouvelle marque, Impérial Limoges, à la distribution moins sélective. Et lance une nouvelle collection, les Résidences de Bernardaud, dans une matière particulièrement résistante pour en faciliter l'usage quotidien.

Dans son usine flamboyante neuve (50 millions de francs d'investissements pour 86 millions de francs de chiffre d'affaires en 1991), Haviland rationalise sa production, dégonfle ses effectifs (260 personnes contre 360 il y a quatre ans). Mise, enfin, sur la vente directe aux touristes de passage dans un « Pavillon de la porcelaine » construit aux portes de Limoges et mêlant vente, musée et démonstration. Plus classique, enfin, Raynaud fait le dos rond, affirme son identité et joue la tradition : « La porcelaine de Limoges a mis cent ou cent cinquante ans à se construire une image de marque mondiale. Il ne faut surtout pas la dévaloriser. Les prix imbattables seront toujours battus ! »

Car, s'il est une chose à laquelle tous les porcelainiers croient, c'est bien au caractère conjoncturel de la crise qui les frappe. Toutes les indications le montrent : les Français — et les autres — renouent avec les valeurs traditionnelles. Limoges ne vit qu'une éclipse.

Pierre-Angel Gay

CENTRE

La terre, le fer, l'eau : le Massif central et ses pourtours ont su depuis longtemps exploiter pour l'industrie une nature moins favorable à l'agriculture. La grande industrie est présente au cœur de la région, avec Michelin à Clermont-Ferrand, mais des bassins spécialisés subsistent, avec plus ou moins de bonheur : le parapluie d'Aurillac est en berne, les couteaux de Laguiole, de Nontron ou de Thiers luttent pour survivre, la porcelaine de Limoges passe sous contrôle « étranger » comme le papier Canson d'Annonay, qui lui, prospère...

Les parapluies d'Aurillac

AURILLAC
de notre correspondant

Durant des décennies, la réputation industrielle d'Aurillac fut bâtie sur celle du parapluie. Aujourd'hui trois entreprises, les Etablissements Pigniol, Dalbin et la Société française de parapluie, plus récente, s'efforcent de maintenir le rang de la ville en réalisant le tiers environ de la production française, qui représente 1,3 million de pièces. Elles n'emploient plus que 80 personnes. Sans remonter jusqu'à l'époque des colporteurs qui portaient à la belle saison pour négocier les parapluies confectionnés lors des veillées d'hiver, ou encore à la création de la première fabrique en 1856, il faut rappeler que cette industrie — marquée par des conflits sociaux qui firent date, comme les grèves ouvrières en 1914 et les crises sectorielles des années 1970-1980 — fut florissante et réputée. Entre les deux guerres, il y eut jusqu'à une vingtaine d'ateliers fournissant de l'ouvrage à plus de 800 personnes, dont beaucoup travaillaient à domicile. Quand, pour faire face à la concurrence, la modernisation s'imposa dans les années 60, Marcel Sauvagnat donna l'exemple. Devenu le leader européen du parapluie, il allait connaître ses premières difficultés à partir du choc pétrolier de 1973. Créée en 1852, employant 750 salariés, cette société dut cependant fermer ses portes en 1985. Le bassin d'Aurillac en fut traumatisé. Facteur aggravant : l'importation des pièces réalisées à moindre coût dans le Sud-Est asiatique. Une réalité que les Etablissements Pigniol, fondés en 1884, ont prise en considération. « Pour pérenniser la vie de l'entreprise, nous avons dû nous adapter, explique Jean Pigniol. Nous avons délocalisé une partie de notre production, tout en assistant concepteurs et maîtres d'œuvre. D'autre part, nous nous sommes lancés dans la fabrication de parapluies publicitaires, qui représentent les deux tiers de notre production. »

Bernard Catus

La solidité du papier

Le savoir-faire papetier remonte à plusieurs siècles autour d'Annonay. Exemple de prospérité : Canson et Montgolfier

ANNONAY
de notre envoyé spécial

LE 14 septembre 1782 s'envola de Vidalon-lez-Annonay un grand sac de papier gonflé d'air chaud. Ce premier ballon aérostatique avait été découpé dans du papier fabriqué par la manufacture des frères Etienne et Joseph Montgolfier. Deux cent dix ans après ce coup de publicité, les papeteries Canson et Montgolfier ont toujours leur siège social à Vidalon, devenu un quartier d'Annonay.

Un musée a été aménagé dans l'enceinte même de l'usine pour retracer l'histoire de ces deux familles dont le passé industriel remonterait au treizième siècle. Selon l'hagiographie officielle, un Montgolfier aurait en effet introduit la fabrication du papier dans le royaume de France après avoir été fait prisonnier par les Turcs au cours d'une croisade.

Cet esprit d'initiative et d'innovation devait être perpétué, notamment par Etienne de Montgolfier et Marc Seguin, inventeurs respectifs de la turbine hydraulique et de la chaudière tubulaire. Ce dernier, promoteur de l'une des premières voies ferrées françaises, entre Lyon et Saint-Etienne, devait constituer en 1861 la société Canson et Montgolfier.

MULTINATIONALE ■ Etablie sur les rives de la Deume, une rivière à l'eau très pure, la société s'est développée à partir de 1960 en absorbant de petites entreprises papeteries implantées dans le bassin d'Annonay, dont certaines appartenaient encore à d'autres membres de la famille Montgolfier. En 1972, toute concurrence locale était annihilée.

Vingt ans plus tard, la papeterie familiale est devenue une multinationale passée sous contrôle de capitaux franco-britanniques, le groupe Arjo-Wiggins. L'entreprise ardéchoise s'est internationalisée, et a créé une quinzaine de filiales en Europe, en Australie, aux Etats-Unis, au Japon. En 1989, elle a acquis les papeteries Guarro Casas, près de Barcelone, s'ouvrant ainsi des débouchés sur l'Amérique du Sud.

Aujourd'hui, Canson et Montgolfier transforment 55 000 tonnes de papier, réalisent un chiffre d'affaires consolidé de 1,072 milliard de francs, emploient 1 250 personnes dont 550 à Annonay. Fabricant de papier à forte valeur ajoutée ou à forte technicité, de papier vélin, de papier à dessin pour

bureau d'études ou stylistes, la société a accru sa spécialisation.

Lorsqu'il s'est agi de construire une nouvelle unité de production et de transformation, en 1990, l'entreprise est restée fidèle à ses racines, à Annonay. Non par nostalgie, mais « à cause de l'histoire, comme l'affirme Patrick Giraud, directeur général, et de la qualité du personnel local ». Contrairement au siège historique de la société, enclavé dans un valloir, la nouvelle usine de 30 000 mètres carrés domine le chef-lieu de l'Ardeche. Avec cet investissement de 50 millions de francs, les papeteries Canson et Montgolfier ont augmenté de 60 % leur capacité de production et créé une centaine d'emplois ces quatre dernières années. Mais, « si nos plans de développement réussissent, nos prochaines étapes ne seront pas forcément locales », prévient Patrick Giraud.

Vincent Charbonnier

Le couteau « maure » de Nontron

NONTRON
de notre envoyé spécial

La mémoire populaire l'affirme. Au quinzième siècle, déjà, les couteillers de la capitale faisaient étape à Nontron pour y apprendre les secrets du métier. L'eau froide du Bandat facilitait la trépan, et les forges étaient nombreuses, qui travaillaient pour la fabrique de canons royaux de Ruelle. Le 13 octobre 1850, en tout cas, Guillaume le Grand, maître couteiller à Paris, s'établissait dans l'endroit pour se marier... Depuis, cette petite sous-préfecture du nord de la Dordogne n'a jamais cessé de produire des couteaux, reconnaissables à leur lame en acier forgé, leur virole tournée en laiton et surtout leur manche en bois de couleur miel. Des manches ornés d'une curieuse pyrogravure — un V, trois points, — d'inspiration « maure », dit-on. Dernière de son espèce, la Coutellerie nontronnaise survivait doucement entre le petit atelier, la boutique de la rue principale, les achats des vacanciers et des collectionneurs. Mais au 1^{er} janvier, l'aveyronnais Laguiole, un

phénomène « marketing » à la croissance vertigineuse — 2 millions de francs de chiffre d'affaires en 1988, plus de 20 millions escomptés cette année, — rachetait l'entreprise. « Le mariage des deux plus vieux couteaux français actuellement fabriqués sur leur lieu d'origine », dit Bernard Faye, responsable technique et ancien copropriétaire. L'irruption a déjà produit son effet. La Coutellerie nontronnaise fabriquait 250 articles en bois, des couteaux aux ciseaux. Elle s'est recentrée, depuis, sur le couteau traditionnel, dont elle ne fabrique plus qu'une dizaine de modèles, deux petits canifs et ces curieuses coquilles de noix ou de noisettes remplies de minuscules couteaux. « Notre emblème », dit Bernard Faye. Une thérapie de choc, accompagnée d'une fusion des réseaux commerciaux, dont Laguiole attend une résurrection. Les quatre ouvriers sont devenus six avec un jeune apprenti. Avec son 1,3 million de francs de chiffre d'affaires, la Coutellerie renouvellera-t-elle l'exploit de sa maison mère ?

P.-A. G.

Les gants de « Saint-Ju »

Changement de mode, concurrence des pays pauvres... les fabricants croyaient avoir tout vu. Restait la crise de l'armée

SAINT-JUNIEN
de notre envoyé spécial

A mode fait le gant. Ou plutôt son absence. Et Saint-Junien — « Saint-Ju », comme l'appellent familièrement ses habitants — l'a appris à ses dépens. Après-guerre, les ateliers atteignaient la centaine, les ouvriers se comptaient en milliers : la petite ville de Haute-Vienne affichait sa prospérité. Puis, les robes Vichy de Brigitte Bardot ont éclipsé les gants de Rita Hayworth, la mini-jupe a triomphé, les ouvriers ont cessé de s'endimancher et la bourgeoisie de s'habiller.

Aujourd'hui, les fabricants de « Saint-Ju » sont une dizaine, les mégisseries moitié moins, les ouvriers gantiers — souvent à domicile et difficiles à dénombrier — quelques centaines. La production s'est effondrée : 1 750 000 paires en 1960, 420 000 trente ans plus tard. L'an dernier, le chiffre d'affaires de la ganterie a tout juste dépassé 62 millions de francs. « 1968 a été une date charnière, raconte

Paul Rigaudy, qui fut président de la Fédération des chambres syndicales de la ganterie de peau de France. Au bouleversement de la mode vestimentaire sont venus s'ajouter les accords de Grenelle et une hausse du SMIC de 34 %. Un choc terrible pour une industrie de main-d'œuvre, dont Saint-Junien, comme Millau, ne s'est jamais tout à fait remis » (« Le Monde l'Economie » du 30 juin). Les importations se sont engouffrées dans la brèche, profitant de l'envol des prix pour « monter en gamme » et passer des gants de ski aux gants de peau. Aujourd'hui, les Philippines — surtout, — la Thaïlande et le Portugal occupent insoucamment boutiques et magasins, bientôt rejoints, sans doute, par la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

« Ceux qui ont survécu se sont repliés sur le luxe, l'administration — y compris militaire, — les gants de protection, le commerce avec la sous-traitance ou la délocalisation », note Jean Treillard, élu depuis vingt-cinq ans à la tête de la Ganterie coopérative. La Société coopérative ouvrière de production (SCOP), fondée en 1919 par le premier maire communiste de Saint-Junien, s'est convertie au... luxe. Rue Louis-Codet, ses cinquante-huit salariés fabriquent 40 000 paires par an pour Hermès, Céline, Kenzo, Inès de la Fressange ou encore Cricca, une marque de l'allemand Escada (5 % de la collection est exportée).

« Nous ne fabriquons pas le gant de tout le monde, reconnaît Jean Treillard, fier de ses articles mais désireux de ne pas s'en contenter. Notre savoir-faire nous permet de passer à la vitesse supérieure. Nous devons motiver les commerçants. Leur expliquer qu'il ne suffit pas de vendre bon marché pour vendre des gants. Qu'il leur faut se différencier. » Le haut de gamme est un bon créneau, assurément, mais au volume insuffisant. Pour ne pas s'éteindre doucement, pour que les ouvriers à domicile, découragés, ne renoncent pas à perpétuer leur ancestral savoir-faire, pour que le centre d'apprentissage puisse former trente-cinq cotrimaires tous les deux ans, « Saint-Ju » doit conquérir de nouveaux marchés.

D'autant qu'une crise nouvelle, inattendue, se profile avec la fonte des effectifs de l'armée de terre. De 330 000 à 230 000 hommes en quelques années. « Autant de commandes en moins, autant de chômage en plus », s'alarme René Morand, PDG de la société du même nom dont l'armée représente 50 % du chiffre d'affaires. L'administration doit prendre conscience de l'importance de ses achats et de leurs régularités. »

P.-A. G.

150 000 paires

سكنا عن الاموال

OPINIONS

L'évolution du transport en France

Les raisons de la crise routière

par MICHEL SAVY *

DÉTONATEUR de la crise actuelle, le permis à points est le révélateur d'une situation depuis longtemps explosive. Le transport est souvent considéré comme un service, une activité auxiliaire au service de toutes les autres, et non comme une industrie contribuant pleinement à la production de richesses. Cette conception est aujourd'hui en échec, mais il faut pousser l'analyse pour chercher des solutions.

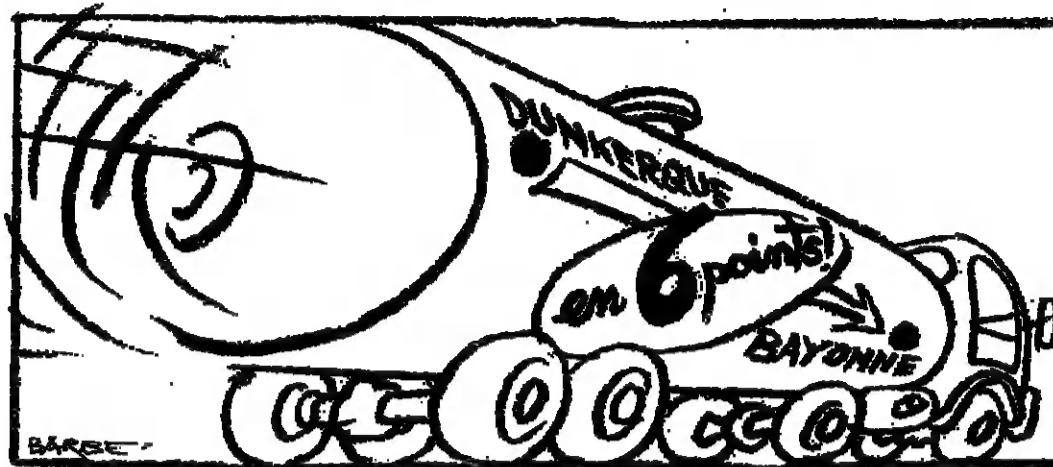
L'origine de la crise remonte au moins à 1975, où se produit une baisse absolue de la production industrielle, suivie d'une lente reprise jusqu'au second « choc pétrolier » de 1980, puis d'une croissance économique ralentie (par comparaison avec la période antérieure) après 1981. Le volume de transport de marchandises a amplifié ces fluctuations, à la baisse comme à la hausse. Mais sous ces fluctuations un changement plus profond s'opère : à PIB constant, le tonnage transporté diminue (1 franc constant de production pèse de moins en moins lourd), tandis que les distances des trajets augmentent avec la concentration des usines et des entrepôts, la recherche d'approvisionnement et de débouchés plus lointains.

Malgré la conjoncture maussade, le parc de véhicules routiers augmente plus que le volume du fret. De nouvelles techniques de gestion (pilotage par l'aval, « juste à temps », etc.) visent à donner à la production une « flexibilité » qualitative et quantitative inédite. Pour cela, il faut transporter plus vite, de façon plus fiable, des lots plus gros, plus nombreux, selon des flux plus aléatoires. Sans augmenter les prix, bien que la productivité physique du transport décline : les camions ne partent plus quand ils sont pleins, ils partent à l'heure, même avec un chargement incomplet.

Expansion contre rentabilité

Alimentée par la conjoncture, la tendance chronique à la surcapacité de l'offre de transport est renforcée par des décisions politiques : la large distribution des licences de transport public, naguère contingentes, facilite l'entrée dans la branche de nombreux candidats entrepreneurs ; la suppression de la tarification routière obligatoire en 1987 dans un mouvement général de déréglementation prépare la baisse des prix. Sur le marché du fret, le rapport de forces se déplace en faveur des chargeurs.

Le transport routier pour compte d'autrui augmente sa part de trafic au détriment d'autres modes de transport : le chemin de fer et la voie d'eau, mais aussi du transport routier pour compte propre : les chargeurs industriels et commerciaux



confient plus volontiers à l'extérieur le transport de leurs produits. Ils vendent leurs camions et licencient leurs chauffeurs pour bénéficier des compétences des transporteurs et des tarifs déprimés.

Le transport public de marchandises apparaît ainsi comme une branche en pleine expansion, mais à la rentabilité déclinante : l'indice de ses prix en France a baissé de 20 % pendant les trois dernières années. Le nombre de faillites a doublé pendant la même période, mais d'autres entreprises se forment, parfois du fait de conducteurs salariés que leur ancien employeur encourage à se mettre à leur compte. Entre les transporteurs eux-mêmes, la sous-traitance se généralise. Elle représente une part d'autant plus élevée du chiffre d'affaires d'une entreprise que celle-ci est de plus grande taille : les grands transporteurs préservent leur rentabilité en devenant en fait des organisateurs de flux, dont ils confient l'exécution matérielle à des PME.

Il s'ensuit une situation apparemment bénéfique pour le développement économique mais perverse : pour survivre, nombre d'entreprises routières n'ont d'autre choix que de contourner la réglementation technique et sociale (charge des véhicules, vitesse de circulation, durée de la journée de travail et du temps de conduite, etc.). Pour répondre aux formes modernes de la demande, le transport mobilise les nouvelles technologies comme la télématique, mais aussi les formes les plus archaïques de productivité : durée du travail dérogatoire au droit commun, primes de rendement qui encouragent les excès de vitesse, etc. Et quelle meilleure auto-exploitation que celle du petit patron qui accepte l'importation quel chargement pour honorer les traites de son beau camion acheté à crédit ?

A court terme, tout le monde semble gagner à

ce jeu, sauf sans doute les chauffeurs salariés et petits patrons : les chargeurs et les organisateurs de transport bénéficient des bas prix et de la célérité du service qu'ils achètent.

Meis les transporteurs ne paient pas (de l'avis de la Cour des comptes) l'usage des infrastructures à son juste prix. Les sociétés autoroutières se rattrapent sur les automobiles, et ainsi de suite. Au-delà des relations marchandes entre acteurs du transport, la société tout entière en reçoit des effets : négatifs, comme les nuisances locales (bruit, pollution, insécurité) ou globales (effet de serre), mais aussi positifs (décongestion, développement économique).

Rééquilibrage nécessaire

L'expérience de cinq ans de libre jeu d'un marché mal régulé est maintenant faite. Certains chargeurs prennent conscience de la fragilité d'une centralisation excessive, de la suppression des stocks-tampons amortissant les à-coups, de la congestion d'infrastructures que les contraintes budgétaires et économiques empêchent d'augmenter aussi vite que le trafic.

Pour réduire le prix du transport, ils ont alimenté un système à la fiabilité précaire, qui se grippe pour des raisons sociales plus que techniques. Le coût collectif de la crise actuelle a sans doute déjà annulé les économies passées.

Un rééquilibrage est nécessaire. Il passe par une substantielle revalorisation du prix du transport routier, pour résister aux demandes déraisonnables des donneurs d'ordres et entrer dans un « cercle vertueux » d'amélioration de la formation, de la que-

lification, des conditions de travail de la main-d'œuvre, pour restaurer les marges de profit des entreprises, sans lesquelles elles ne peuvent investir ni se moderniser. Le permis à points doit être une composante de ce mouvement. Les chargeurs supporteraient un coût de transport augmenté. Est-on sûr qu'ils y perdront si l'augmentation est la même pour leurs concurrents, et si se met en place un système de fret fiable, plus sûr, plus respectueux de l'environnement et mieux accepté par l'opinion ?

« Cercle vertueux »

La concurrence entre entreprises routières se fera davantage sur la qualité et moins sur le prix, comme c'est déjà le cas pour certaines prestations très spécialisées. La baisse de productivité du transport routier se traduira, à trafic égal, par une création nette d'emplois de chauffeurs.

Quant aux autres modes de transport, ils regagneront une part du marché. Mais la grande masse des trafics s'effectue à courte distance (72 % du tonnage du trafic intérieur français ne franchissant pas les limites d'une des 22 régions françaises), la fer ou la voie d'eau ne sont économiquement compétitifs qu'à partir de 500 kilomètres environ.

Est-ce irréalisable ? Prenons l'exemple du transport routier de marchandises classées comme dangereuses. Les chargeurs, les industriels de la chimie, choisissent rigoureusement leurs transporteurs, contribuant à l'évolution de la réglementation et anticipant souvent sur sa mise en œuvre. Les entreprises de transport appliquent des tarifs qui leur permettent de suivre les évolutions techniques, de former leurs salariés. Résultat : en année « normale » et en l'absence d'une catastrophe toujours possible (comme au camping de Los Alfaques), le transport de « matières dangereuses » présente moins de risques que les autres. C'est qu'on y prend plus au sérieux la réglementation.

La modernisation technique et économique ne peut aller sans modernisation sociale. Les routiers professionnels ne peuvent être moins compétents que les automobilistes amateurs : les chauffeurs de la RATP, mêlés toute la journée au trafic parisien, sont un exemple de sûreté et de professionnalisme. En Europe, les concurrents les plus agressifs sur le marché du fret sont ceux des pays du Nord, les Hollandais aux entreprises bien organisées, plutôt que les artisans du Sud à la gestion approximative. Le transport de marchandises françaises, et le transport routier qui en demeure le noyau central, accablent-ils au statut d'industrie moderne ?

(*) Professeur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées (transport des marchandises).

LIVRES

Retour de fléau

Le Sud s'épuise à payer sa dette, mais la déforestation, le trafic de drogue, l'immigration, le chômage frappent le Nord à son tour

L'EFFET BOOMERANG
de Susan George,
La Découverte, coll. « Essais »,
290 pages, 135 F.

Pour qui est le noeud coulant qui vient illustrer la couverture du dernier ouvrage de Susan George ? Depuis près de quinze ans qu'elle a épousé la cause du Sud en développement (Comment meurt l'autre moitié du monde ? (1978), cette Américaine francophile, aux formules souvent assassines, pourfend inlassablement ceux qui lui paraissent serrer la corde autour du cou des déshérités, autrement dit le Fonds monétaire international (FMI) et sa complice, la Banque mondiale, mais aussi les banques commerciales occidentales.

Grâce à une équipe de chercheurs et aux études du Transnational Institute d'Amsterdam, Susan George met d'abord en lumière quelques chiffres édi-fiants : entre 1982, année de l'éclatement de la crise mexicaine, et 1990, l'aide occidentale au Sud (sous forme d'appuis au développement, de crédits à l'exportation et de flux privés) a totalisé 927 milliards de dollars. Dans le même temps, le tiers-monde a payé 1 345 milliards de dollars. Autrement dit, les « riches » ont bénéficié d'un solde positif de 418 milliards de dollars, « soit l'équivalent de six plans Marshall ».

ENGRENAGE ■ Or, au sortir des années 80, le Sud n'est pas moins endetté. Le fardeau s'est globalement alourdi de 60 % en dix ans (de 113 % pour l'Afrique). Pis, la dette aggrave des fléaux qui, en « boomerang », viennent aussi frapper les pays du Nord : la déforestation, le trafic de drogue, l'immigration, les pertes d'emplois industriels sont étroitement liés au

problème de la dette et du désespoir sous les tropiques.

L'engrenage décrit est assez convaincant. Les plans d'ajustement structurel du FMI peuvent, en caricaturant, se résumer à deux mots d'ordre : gagner plus (de devises) et dépenser moins. Pour gagner davantage, les pays endettés doivent intensifier l'exploitation de leurs ressources naturelles, au risque d'épuiser sols et sous-sols, de réduire les forêts en pâturages et les récifs coralliens dynamisés en no man's land.

Corrélation troublante, « les pays en développement qui ont en plus, et le plus vite, abattu la forêt dans les années 80 étaient les plus endettés », observe Susan George. L'effet de serre qui en résulte est un boomerang pour tout être vivant. Un homme politique brésilien commente, cinglant : « Si l'Amazonie est le poumon de la planète, la dette en est la pneumonie ».

Le choc en retour de la drogue tire aussi sa violence du « gagner plus ». Limitant sa réflexion à la cocaïne andine, Susan George montre que ce trafic a été la seule voie ouverte à la Bolivie pour résister son ajustement structurel, au Pérou pour rembourser ses créances, à la Colombie pour échapper aux rétroactions, aux dévaluations, aux baisses de salaire. La coca, « Attila de l'agriculture tropicale », est dynamisée par la dette, et l'auteur reproche au FMI de favoriser l'intégration de la narcomonnaie dans les économies latino-américaines.

Pour qu'un pays du Sud soit en mesure de rembourser sa dette, il doit exporter davantage et à tout prix. La satisfaction des banques prêteuses, explique Susan George, se fait sur le dos de l'appareil productif du Nord. A titre d'exemple, la crise de la dette latino-américaine a occasionné à l'industrie

américaine traditionnelle (transports, mécanique) des pertes d'emplois estimées à 1,8 million de postes (un cinquième du chômage des Etats-Unis), soit du fait de la concurrence des produits importés, soit en raison du tarissement des débouchés vers l'Amérique du Sud. Entre 1982 et 1988, le manque à gagner de l'industrie européenne aurait atteint 171 milliards de dollars, et les pertes d'emplois seraient comprises entre 490 000 et 735 000.

FILON ■ Avec un certain acharnement, Susan George veut montrer combien les banques commerciales sont sorties gagnantes de la crise de la dette, transformant « la plus grande erreur bancaire de l'Histoire en filon ». Et de relever les crédits d'impôts qu'elles ont su obtenir des pouvoirs publics sans subir de pertes effectives. Et de décrire le processus qui leur a permis de transférer le « mistigri » de la dette aux institutions publiques, donc aux contribuables. Pendant ce temps, les fuites de capitaux du Sud vers le Nord atteignent 185 milliards de dollars (entre 1980 et 1988), fuites encouragées par l'exonération fiscale pratiquée par les pays d'accueil sur les fonds des non-résidents...

Faut-il annuler purement et simplement la dette, ce qui reviendrait aussi à absoudre banquiers irresponsables et dirigeants tiers-monde inconséquents ? Susan George prône un allègement à condition qu'il profite – enfin ? – aux populations et à leur environnement, sans quoi une remise à zéro des compteurs n'empêcherait pas les erreurs de se reproduire à l'envi, et la dette de se transformer définitivement en boomerang fatal.

Erie Fottorino

NOTES DE LECTURE

LA DÉBACLE DES CAISSES D'ÉPARGNE AMÉRICAINES. Une crise financière sans précédent
de Stefan Dab,
université de Bruxelles et Vigot
148 pages, 102 F.

En dix ans, les caisses d'épargne américaines ont perdu plus de 40 milliards de dollars. Une catastrophe financière plus importante que celle des banques durant la grande crise, et qui coïncide avec la chute du Vietnam. Ce livre analyse de façon claire et tout à fait passionnante le système financier américain, et, à travers la débacle des caisses, le rôle des autorités prudentielles. « La crise des caisses n'est ni le résultat d'une déréglementation sauvage, ni de la défaillance du système d'assurance des dépôts, mais d'une réglementation obsolète qui n'a pas été remplacée assez tôt, et de l'absence d'encadrement prudentiel durant une période de transition. » Songeons à la phase de transition du système bancaire et financier européen, à la veille de la mise en place de la Banque européenne... Cet ouvrage clair et bien écrit nous aide à réfléchir. Evitant le jargon, peu technique, il contient des réflexions très intéressantes et prometteuses sur l'intermédiation et la prise de risque.

B. M.

ÉCONOMIE DES ARTS DU SPECTACLE VIVANT
de Dominique Leroy,
préface de Henri Barriot,
éd. L'Harmattan,
332 pages, 160 F.

Une réédition qui garde son poids, non pour les chiffres, qui ne sont pas remis à jour – dommage ! – mais pour les idées. L'économie de la culture est un domaine où peu d'auteurs aiment s'aventurer. Dominique Leroy a borné ses recherches et commentaires au « spectacle vivant » (théâtre, danse, concert).

On retiendra ses analyses sur la crise de la fréquentation des salles entre les deux guerres, la force de l'intervention publique après la Libération, les structures de l'offre et de la demande de spectacles, l'importance

de la loi de l'Américain Baumol sur la nécessité de subventions de plus en plus fortes du fait du coût croissant des représentations et de la limite des hausses du prix des places. Le « produit-spectacle » a un caractère de bien semi-collectif, culturel, mais aussi politique, idéologique et économique. Où l'on voit que les rapports entre l'art et l'argent ne sont jamais simples.

P. D.

LES JEUNES DIPLOMÉS
de Jean Lajkine,
PUF, 238 pages, 178 F.

La montée des diplômés dans la population active (près de 30 % de bac ou plus) et dans les conflits (impôts, PTT, infirmières...) conduit à s'interroger sur la nature d'un groupe social aspirant à des fonctions dirigeantes et condamné à exécuter. Ce livre s'appuie sur une enquête auprès de soixante-cinq personnes, bac + 2 et bac + 5. L'auteur montre que ce groupe ne s'identifie pas au pôle technique par opposition aux managers, conformément à la vieille thèse de Veblen, mais plutôt à un pôle relationnel (communication et organisation). La conscience de la dévalorisation des savoirs remet également en cause la thèse de Bourdieu sur le capital culturel.

B. M.

L'ARGENT DES ARABES
d'Antoine Sfeir, éd. Hermès,
coll. « Reportages »,
240 pages, 115 F.

Malgré un titre trop « accrocheur » et une présentation de roman de quai de gare, le livre d'Antoine Sfeir fait avant tout œuvre de démystification. Car, en dépit des apparences, la France, depuis vingt ans, a fort peu bénéficié de la manne des pétrodollars, contrairement aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne ou même à la RFA. Les quelques « cour-saires de la finance », issus du Proche ou du Moyen-Orient, qui de temps à autre défrayent la chronique pour tel rachat ou telle faillite spectaculaire, et que le livre décrit sans complaisance, ne sont que la partie visible de l'iceberg. L'essentiel, qui se compte en

milliards de dollars, ne s'investit pas dans l'Hexagone. Par méfiance vis-à-vis d'une administration tatillonne, méconnaissance du pays et surtout accumulation d'erreurs politiques fort bien analysées. Antoine Sfeir, journaliste d'origine libanaise, qui dirige la rédaction des Cahiers de l'Orient, connaît bien les deux côtés de la Méditerranée, et dresse un panorama complet des relations financières franco-arabes, allant de la banque et de l'immobilier jusqu'aux flux liés aux travailleurs immigrés, sans oublier ceux, plus troubles, qui alimentent les mouvements islamistes. Un livre utile auquel manquent toutefois un index et une bibliographie.

V. M.

LE TOURISME
de François Vellas,
Economica, 145 pages, 58 F.

Le tourisme est la plus importante activité économique dans le monde : 12 % du PNB mondial. L'ouvrage contient une analyse statistique et économique, par grandes régions du monde, de la demande puis de l'offre du produit. On notera que le vieillissement est un facteur de développement de la demande, tandis que l'offre se caractérise par son inélasticité, hétérogénéité et complémentarité. Un ouvrage très simple et complet sur un sujet encore assez peu étudié.

B. M.

A SIGNALER

Le Pétrole, d'Etienne Dalemont et Jean Carrière, PUF, coll. « Que sais-je ? », onzième édition (refondue), 128 pages, 38 F.

Le Secteur public et les privatisations, d'Armand Bizaguet, PUF, coll. « Que sais-je ? », deuxième édition refondue, 128 pages, 38 F.

Des idées qui rapportent... ça se trouve. Démystifier la créativité industrielle, de Michel Joly, Ed. d'organisation, 230 pages, 190 F.

Le Manager intuitif, une nouvelle force, de Mervyn J. Sager, Dunod, 328 pages, 149 F.

CONJONCTURE

Au cours des cinq premiers mois de l'année, le commerce extérieur de marchandises de la France a dégagé un excédent de près de 13 milliards de francs. Ce résultat exceptionnel permettra vraisemblablement d'arriver à une situation excédentaire ou proche de l'équilibre sur l'ensemble de l'année 1992, après un déficit de 30 milliards de francs en 1991 et de 50 milliards en 1990. Cette performance n'est pas qu'un heureux accident de parcours.

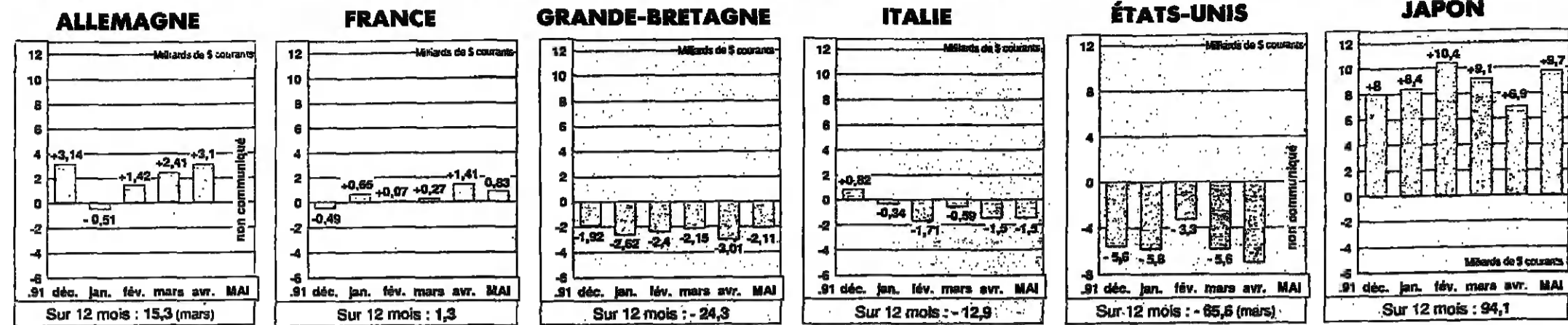
Entre le premier trimestre 1991 et le premier trimestre 1992, le volume des investissements des entreprises françaises a certes chuté de 4,5 %, ce qui explique une bonne partie de l'amélioration du solde industriel (devenu excédentaire de 3 milliards de francs de janvier à mai

INDICATEUR • Le commerce extérieur
Amélioration française

1992), mais, malgré tout, c'est à l'exportation que les gains ont été les plus marqués au cours des douze derniers mois. Les efforts des entreprises françaises depuis plusieurs années finissent-ils par payer ? Les données récentes incitent à le penser. A l'heure où la concurrence s'avive sur des marchés internationaux restreints par la langue

conjoncturelle, la France paraît avoir su tirer son épingle du jeu et gagner des parts de marché.

Ses exportations progressent fortement vers l'Europe, non plus en Allemagne, où les gains substantiels accumulés entre 1990 et la mi-1991 restent stationnaires depuis l'été dernier, mais dans les autres pays, où la demande n'est pas des plus vigoureuses. De même, sur leurs marchés intérieurs, les entreprises françaises se disent moins menacées par leurs concurrents. Les avantages tirés de l'évolution des coûts salariaux unitaires depuis le milieu des années 80, par rapport à la plupart de nos partenaires de la CEE, sont à l'origine de cette amélioration de la compétitivité. Ils devraient continuer à porter leurs fruits dans le futur.



Soldes commerciaux exportations moins importations, en données CVS (FOB-FOB pour tous les pays, sauf le Japon, FOB-CAF) en dollars. Sources nationales

L'ÉCONOMIE MONDIALE

Singularités

ROLE de récession ! A aucun moment au cours des trois dernières années, la croissance de l'OCDE n'est devenue négative. Même si les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont connu une franche récession, le glissement annuel du PIB pour l'ensemble des sept pays les plus riches (G 7) reste positif tout au long de cette période, comme le montre le graphique (ci-dessous). Il s'agit là d'une différence majeure par rapport aux récessions de 1974-75 et de 1980-82.

Cette bizarrerie s'explique : pendant la récession américaine, les économies allemande et japonaise bénéficiaient encore d'une croissance rapide. Quand ces deux pays sont entrés dans leur phase de pause, la reprise était déjà enclenchée aux États-Unis. La France, quant à elle, a connu un profil plus proche des États-Unis que de l'Allemagne.

Les premiers signes de l'entrée en récession de l'économie américaine datent de l'été 1990 et sont concomitants du début de la crise du Golfe. Le plongeon dans la récession a été rapide : l'inquiétude des acteurs économiques les a conduits à différer des décisions et à reporter des achats en attendant d'y voir plus clair. Ce phénomène a été nettement plus marqué dans les pays dont les gouvernements ont par la suite participé physiquement aux opérations militaires.

Dès la victoire acquise, des premiers signes de redressement de l'économie américaine se sont manifestés. C'est le 1^{er} mars 1991, notamment, que fut publié le NAPM, l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier, relatif au mois de février, qui repartait à la hausse, après huit mois consécutifs de baisse. Depuis le printemps 1991, malgré les problèmes structurels d'endettement, malgré la grisaille des anticipations, la croissance américaine est restée positive. La reprise est molle, mais elle est incontestablement en cours.

Or c'est exactement au printemps 1991 que le ralentissement allemand apparaît. Depuis trois ans, l'économie connaît alors une croissance très forte. Le flux migratoire en provenance d'Europe de l'Est et, à partir de la mi-1990, l'unification ont créé un choc considérable sur la demande. Parallèlement, un surcroît de main-d'œuvre et des réserves de productivité. Après quinze années de croissance lente, l'Allemagne redécouvre la croissance forte, puis la surchauffe. La politique économique s'adapte : la Bundesbank commence à relever ses taux directeurs, les ponctions fiscales du 1^{er} juillet 1991 sont décidées. La pause conjoncturelle s'enclenche. Au Japon, le ralentissement ne se manifeste vraiment qu'à l'été 1991, même si la déflation du prix des actifs, notamment boursiers et immobiliers, a commencé

bien avant. Les récessions de 1974-75 et de 1980-82 étaient consécutives aux chocs pétroliers. Ceux-ci avaient touché tous les pays en même temps, expliquant ainsi la simultanéité des reculs. Lors de la récession récente, les chocs exogènes de l'été 1990, qui n'ont joué qu'un rôle partiel dans les enchaînements, ont eu des effets divers : la crise du Golfe a précipité quelques pays dans la récession, l'unification allemande en a protégé certains, au moins pendant quelque temps.

Une deuxième singularité de la récente récession, toujours par comparaison avec les deux précédentes, tient à la quasi-absence de dégrèlements concernant l'offre. Les chocs pétroliers ont perturbé l'offre de façon majeure, même si d'autres conséquences (inflation, transferts de revenus et effets sur la demande) avaient été plus visibles. Les coûts des entreprises avaient augmenté, les marges de profit avaient diminué, conduisant à une réduction de la capacité de production rentable et de l'investissement. Parallèlement, les mouvements brutaux de prix relatifs ont été ravageurs : des structures de production se sont ainsi retrouvées soudainement obsolètes. Au contraire, pour la récession de 1990-91, rien d'équivalent ne s'est produit. Les capacités d'offre sont intactes, même si les rythmes d'investissement, et donc d'augmentation des capacités, se sont ajustés à la baisse. Pour l'avenir, cette particularité est ambiguë : des capacités de production sont effectivement disponibles pour répondre à une reprise de la demande, ce qui est positif, mais d'un autre côté les entreprises ne ressentent pas vraiment la nécessité d'une accélération de leurs investissements.

Enfin, la récente récession a été fortement marquée par les phénomènes financiers, avec notamment l'effort des entreprises pour réduire leurs ratios d'endettement, et par la déflation du prix des actifs, en particulier boursiers et immobiliers.

La solidité des systèmes bancaires et la vigilance des autorités monétaires ont empêché que ne s'enclenche une logique de dépression, similaire à celle des années 30.

Néanmoins, tant dans le déroulement de la récession que dans la phase actuelle de reprise, un cycle d'endettement se manifeste, qui entre en interaction avec le classique cycle des affaires. C'est d'ailleurs cette singularité qui est actuellement la cause majeure de la prudence des consommateurs et des investisseurs. Aux États-Unis, il a fallu quatre longs trimestres de molle croissance pour que le PIB (en prix constants) rejoigne au 1^{er} trimestre 1992 son niveau d'avant la récession. Drôle de reprise !

Jean-Michel Charpin
Directeur des études économiques de la BNP

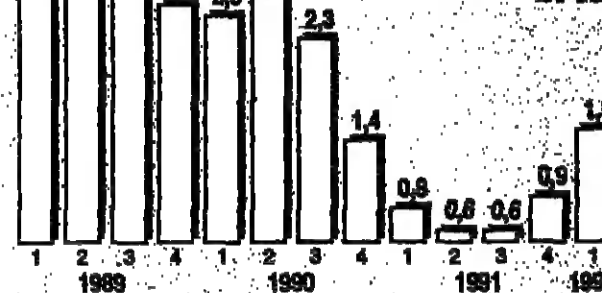
La croissance dans les pays du G 7

(Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni)

Variation annuelle du PIB en %

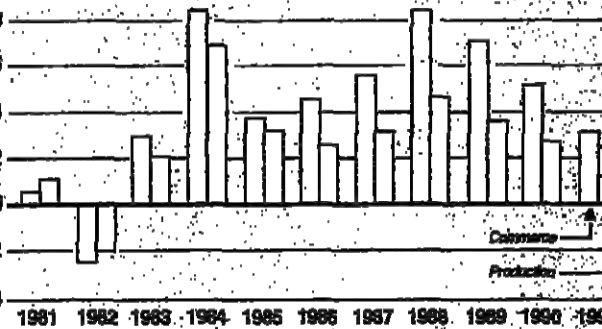
Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques Pour 1991-92, actualisés

BNP-OCDE



Commerce et production mondiaux de marchandises

(en volume, variation annuelle moyenne en pourcentage)



LE COMMERCE INTERNATIONAL

Palmarès

D' les statistiques récemment publiées par le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) à Genève, le commerce mondial de marchandises s'est monté à environ 3 600 milliards de dollars en 1991. Cela correspond à une progression en volume de 3 % par rapport à l'année précédente. Les parts des différents pays manifestent une grande stabilité. C'est ainsi que les quinze premiers pays exportateurs de 1990 le sont encore en 1991, et de même pour les quinze premiers pays importateurs. Cependant, cette apparente continuité masque des évolutions significatives.

1. Les États-Unis reprennent la première place à l'Allemagne. Celle-ci était repassée devant en 1990, à la faveur conjointe de l'unification et de la baisse du dollar. En 1991, le dynamisme des exportations américaines a été favorisé par la sous-évaluation du dollar et la baisse de la demande interne aux États-Unis. Il y a là une manifestation claire du phénomène de la « courbe en J » : la baisse du dollar a augmenté en 1990 les exportations allemandes, relativement aux exportations américaines, par l'effet direct du taux de change ; elle a dopé en 1991 les exportations américaines.

2. Avant même son démantèlement, l'Union soviétique avait disparu du groupe des dix premiers pays exportateurs. Le plongeon est spectaculaire : en 1985, au moment où Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir,

l'URSS se place, avec 4,5 % des exportations mondiales, au 6^e rang ; en 1991, année de sa démission, elle est tombée à la 11^e place, et ne réalise plus que 2,2 % des exportations mondiales. La chute de la dernière année a été vertigineuse : - 25 % pour les exportations, - 42 % pour les importations.

3. La montée de la Chine et de Hongkong se poursuit. L'activité d'importation et d'exportation de Hongkong, dont on sait qu'elle est majoritairement de nature commerciale, sans valeur ajoutée manufacturière ou de service, la place désormais au 10^e rang mondial. Parallèlement, la Chine arrive maintenant au 13^e rang des grands pays exportateurs, devant la Corée, la Suisse et l'Espagne. Plus largement, l'Asie conserve un grand dynamisme exportateur, avec une progression de 8,5 % en volume en 1991, après 7,5 % en 1990.

4. La France maintient son 4^e rang, derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. C'est un rang très honorable, surtout pour un pays par ailleurs grand exportateur de services, dans la mesure où les trois premiers pays sont nettement plus peuplés que la France, et tiennent la tête du classement depuis plus de vingt ans. C'est un rang convoité : il ne pourra être conservé que par des efforts permanents d'innovation, d'adaptation et de compétitivité.

J.-M.C.

SECTEUR • La construction de plaisance

Vents contraires

La reprise n'est pas vraiment au rendez-vous dans la construction navale de plaisance française. Prise l'an dernier dans une véritable tempête, cette industrie comptait bien sur une amélioration de la météo dans son domaine. A la fin de 1990 et tout au long de l'année 1991, la crise, puis la guerre du Golfe, le ralentissement économique et l'attentisme généralisé des clients avaient littéralement sinistré les chantiers, notamment les deux grands de la profession. Beneteau avait réduit son personnel et essuyé de lourdes pertes ; Jeanneau, le plus éprouvé, devait licencier plus du tiers de ses effectifs et, devant l'ampleur de son déficit, être carrément repris par le groupe Chantier.

Au Salon nautique de décembre 1991, Annette Roux, PDG de Beneteau, estimait toutefois que « la campagne 92 ne pourrait être pire que celle de 91 » et tablait sur une augmentation de 5 % à 6 % d'un chiffre d'affaires amputé de 25 % à 30 % l'an dernier.

Effectivement, jusqu'au 15 mai les ventes de sa société étaient en augmentation de 4 %. Mais, depuis cette date, un net ralentissement s'est fait sentir, au point que chez Beneteau on redoute une baisse de 10 % à 15 % cette année si le climat ne s'améliore pas. Chez Jeanneau la nouvelle direction fait état à la fin mai, d'une avance de 9 % sur les voiliers, mais d'un recul de 7 % sur les bateaux à moteur, victimes d'une concurrence américaine qui favorise la baisse continue du dollar.

Personne n'est donc vraiment optimiste, d'autant que plusieurs facteurs aggravants viennent assombrir encore un peu le ciel. Tout d'abord, les stocks de bateaux d'occasion sont plus que jamais pléthoriques (les constructions en matière plastique sont beaucoup plus durables que celles en bois). « Tant que l'on n'aura pas réglé le problème de l'occasion comme on l'a fait pour l'automobile, il y aura un effet négatif, on n'en sortira pas », affirme Alain

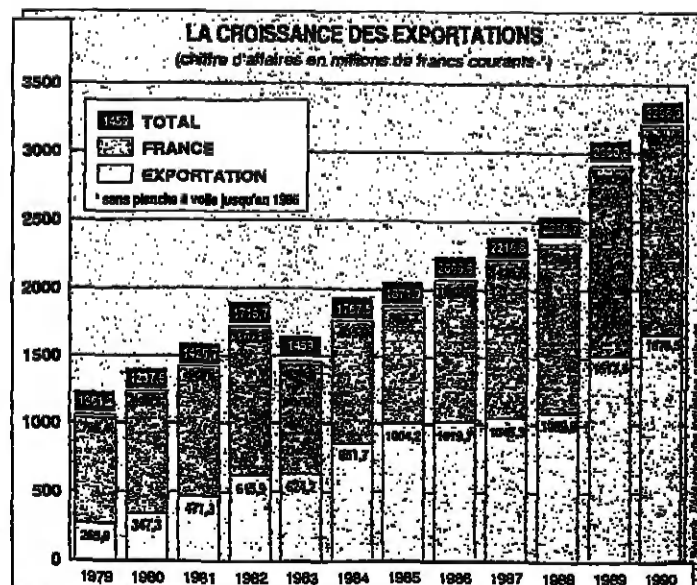
Dutheil, directeur général de Jeanneau. Ensuite, les établissements de crédit, rendus prudents par l'augmentation des risques et la montée des provisions, se montrent beaucoup plus restrictifs dans la délivrance des prêts aux clients.

Enfin, les ventes de bateaux dans le cadre de la loi Pons, destinée à favoriser les investissements dans les DOM-TOM en accordant des détaxations, sont presque totalement arrêtées à l'heure actuelle : de nouvelles dispositions en vigueur depuis le 1^{er} janvier dernier soumettent notamment à l'agrément de l'administration fiscale les opérations d'un montant supérieur à 1 million de francs. Or le fisc ne semble pas du tout pressé d'accorder les agréments en question.

En fait, la construction navale de plaisance française, qui avait connu un véritable boom en 1987, 1988 et 1989, multipliant la moitié de sa production, est entrée en crise : la chute de ses ventes atteint 55 % pour les bateaux à voile et 60 % pour les bateaux à moteur. Depuis le point culminant de 1989, la dégradation du marché britannique est impressionnante, les pays scandinaves ont été gravement touchés, l'Espagne est victime de taux d'intérêt meurtriers ; seules l'Allemagne et l'Italie résistent à peu près ; aux États-Unis toutefois, après la récession qui a frappé la profession, une lente amélioration se dessine.

Le plus inquiétant, néanmoins, est que la construction navale de plaisance constitue un excellent indicateur de la conjoncture, notamment quand elle se ralentit : lorsque le ciel se couvre, l'achat d'un bateau est le premier à être ajourné. Au printemps 1990 la chute des ventes de bateaux dans l'Europe entière avait constitué le prodrome de la crise actuelle. Or, au seuil de cet été, il semble bien que l'indicateur marque un retard après la timide reprise du premier trimestre. C'est un signe bien menaçant.

François Renard



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.